



COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE

CONSEIL COMMUNAL DU 27 JUIN 2017
GEMEENTERAAD VAN 27 JUNI 2017

REGISTRE
REGISTER

Présents	Francis Delpérée, <i>Conseiller communal-Président/Gemeenteraadslid-Voorzitter</i> ,
Aanwezig	Benoît Cerexhe, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> , Serge de Patoul, Damien De Keyser, Pascal Lefèvie, Christophe De Beukelaer, Caroline Persoons, Dominique Harmel, Caroline Lhoir, Helmut De Vos, <i>Échevins/Schepenen</i> , Willem Draps, Jean-Claude Laes, Béatrice de Spilet, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Françoise de Callatay-Herbiet, Christine Sallé, Priscilla de Bergeyck, Joelle Raskin, Alexia Bertrand, Georges Dallemagne, Alexandre Pison, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vaincel, Sophie Liégeois, Claire Renson-Tihon, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Georges Mathot, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i>
Excusés	Claude Carels, Michel Vandercam, Manna Vamvakas, Odile Callebaut, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .
Verontschuldigd	

Ouverture de la séance à 20:05
Opening van de zitting om 20:05

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

27.06.2017/A/0001 **CC - Vote de l'urgence**

LE CONSEIL décide d'examiner le point suivant ne figurant pas à l'ordre du jour de la présente séance :

Urgence :

CC - Enseignement secondaire ordinaire francophone - Centre scolaire Eddy MERCKX
- Désignation à titre temporaire pour une durée supérieure à quinze semaines dans un emploi de directeur - Arrêt du profil de la fonction - Lancement de l'appel aux candidats.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

GR - Dringende zaak

DE RAAD besluit het hiernavermeld punt dat niet voorkomt op de dagorde van deze zitting te onderzoeken :

Dringende zaak :

GR - Franstalig gewoon secundair onderwijs - Schoolcentrum Eddy MERCKX - Tijdelijke aanstelling voor meer dan vijftien weken in de ambt van directeur - Vaststelling van het functieprofiel - Oproep tot kandidaten.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

27.06.2017/A/0002 **CC - Adoption du registre des délibérations de la séance du 23.05.2017**

LE CONSEIL,

Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 22 et 23 ;

DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 23.05.2017.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van 23.05.2017

DE RAAD,

Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 22 en 23 ;

BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 23.05.2017 goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen

27.06.2017/A/0003 **CC - Interpellation citoyenne à la demande de M. Vincent SCHEUER, citoyen, représentant 47 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins - "Gestion du Centre scolaire Eddy MERCKX"**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 84ter et 89bis ;

Vu le dossier intitulé "Interpellation citoyenne - "Gestion du Centre scolaire Eddy

MERCKX", inscrit à l'ordre du jour de la présente séance du Conseil Communal à la demande de M. Vincent SCHEUER, citoyen, représentant 47 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins ;

ENTEND :

1. l'interpellation citoyenne de M. Vincent SCHEUER, citoyen, représentant 47 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"En tant que membres du personnel du centre scolaire Eddy Merckx et habitants de Woluwe-Saint-Pierre, mais aussi en tant que riverains, soucieux de la qualité de l'encadrement des jeunes dans notre commune, nous interpellons le conseil communal quant à sa gestion du centre scolaire sur 3 aspects :

- 1. Non respect du cadre sécurisé et sécurisant**

L'équipe pédagogique se voit actuellement dans l'impossibilité de pouvoir offrir un cadre sécurisé et sécurisant indispensable à un bon fonctionnement.

Effectivement, les 3 exercices obligatoires d'évacuation en cas d'incendie n'ont pas été réalisés cette année scolaire. Tenant compte du nombre de nouveaux professeurs accueillis, en particulier durant cette année (plus d'un tiers de l'équipe pédagogique), nous n'avons aucune garantie de pouvoir évacuer les élèves en toute sécurité en cas de danger.

Notons en outre que le dispositif d'alarme prévu pour les évacuations ne tient pas compte de la présence d'élèves malentendants dans les murs de notre école.

Sans compter que les entrées et sorties des bâtiments ne sont pas sécurisées. A titre d'exemple, une fermeture automatique de la porte d'entrée existe dans chaque bâtiment, or ce système n'est pas activé à l'Itssep. Quand bien même il le serait, les éducateurs n'ont pas la visibilité suffisante pour contrôler l'identité des arrivants. Il n'est d'ailleurs pas rare de croiser des personnes extérieures à l'école dans l'enceinte de l'établissement.

Parallèlement, les règles disciplinaires imposées par la direction sont totalement inefficaces et provoquent des situations qui peuvent s'avérer dangereuses. En effet, les élèves mis en échec en discipline (suite à un retrait de points pour des comportements non conformes au règlement) se savent parfois en procédure de non-réinscription dans le courant de l'année scolaire. Ils doivent cependant attendre le mois de juin pour avoir un conseil de discipline qui décidera de leur avenir dans l'établissement. Par conséquent, le sentiment d'impunité va croissant, les comportements irrespectueux et agressifs se multiplient, ce qui dégrade considérablement le rapport entre élèves, mais aussi entre professeurs et élèves, sans oublier la qualité de l'enseignement. Certains élèves au comportement problématique ont d'ailleurs fait savoir qu'ils s'étaient inscrits dans notre école pour sa réputation laxiste.

Si l'on ajoute à ces éléments le fait que la direction de l'école remette

régulièrement la parole d'autres adultes responsables en doute, que ce soit des professeurs ou même des agents assermentés de la commune, il n'est pas étonnant que le sentiment d'impunité décrit précédemment s'accroisse. La situation en devient dangereuse, deux professeurs ont récemment porté plainte à la police, l'une pour menace et l'autre pour agression physique de la part d'élèves.

Question : Sur base du constat actuel, que compte faire le pouvoir organisateur pour récupérer un cadre sécurisé et sécurisant au centre scolaire Eddy Merckx?

2. Gestion des bâtiments

Nous remarquons que 2 classes ont cours dans des locaux complètement inappropriés, l'une dans une cave avec une fenêtre de moins d'un mètre carré et l'autre en plein réfectoire alors qu'une grande salle est réservée exclusivement à une ASBL extérieure à l'école, à savoir l'ASBL Vitamômes. Les activités de cette ASBL ont pourtant lieu en extra-scolaire, ne justifiant donc en rien ce monopole d'accès. Sachant que des cours d'expression corporelle sont organisés dans l'option Agents d'éducation, il est surprenant que nous ne puissions pas utiliser cet espace ô combien utile.

Il est d'ailleurs interpellant que la direction de notre école se voit contrainte de conseiller à ses proches collaborateurs de fermer leurs armoires à clef au secrétariat parce qu'elle ne peut pas garantir la sécurité des bureaux en dehors des heures de cours.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, nous applaudissons le fait que les locaux de l'école soient utilisés en dehors des heures de cours. Cela contribue logiquement à l'activité associative et culturelle de la commune. Par contre, nous nous interrogeons sur les conditions d'exploitation des locaux par d'autres organisations, ainsi que sur l'utilisation des fonds récoltés par leur location. Il nous paraît tout à fait justifié de pouvoir réclamer que l'argent récolté serve à l'entretien des bâtiments eux-mêmes.

Question : Comment le pouvoir organisateur justifie-t-il l'exploitation des locaux du centre scolaire Eddy Merckx ?

3. Projet de pôle d'excellence sportive

Nous nous inquiétons de n'avoir jamais été informés du projet de création d'un pôle d'excellence sportive sous l'impulsion de Jacques Borlée. Nous déplorons également le fait que depuis la création du centre scolaire Eddy Merckx, aucune synergie n'existe entre l'école et le centre sportif qui l'abrite. Bien des idées ont déjà été transmises aux différentes directions de l'établissement sans jamais se concrétiser. Des intérêts communs sont pourtant évidents mais nécessitent un arbitrage des responsables politiques afin de dynamiser l'aura de tout Sportcity dans la commune et au delà

L'accès aux infrastructures pourrait par exemple être privilégié pour les élèves de l'école (moyennant une carte d'étudiant spécifique), les besoins des professeurs pourraient être pris en compte dans les

investissements du centre sportif, nos étudiants pourraient bénéficier d'une plus grande collaboration avec les clubs de gym et de sport durant les congés scolaires afin de pouvoir s'entraîner et atteindre un niveau d'excellence, ... Ces mesures permettraient de définir plus positivement les exigences vis-à-vis du profil des élèves de la section éducation physique tout en valorisant l'image de marque du centre sportif.

Question: Quel est exactement le contenu du projet de Jacques Borlée sur la commune? Quand le pouvoir organisateur va-t-il jouer un rôle d'arbitrage entre les intérêts des différents acteurs qui occupent le centre sportif ?" ;

2. la réponse qui leur est donnée par M. Benoît CEREXHE, bourgmestre, et M. Serge de PATOUL, échevin ;
3. les répliques des interpellants.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

27.06.2017/A/0004 **CC - Interpellation - "Evolution de la situation dans l'enseignement communal" (M. Jean-Claude LAES)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Evolution de la situation de l'enseignement communal", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Jean-Claude LAES, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Jean-Claude LAES, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé .
"Comment la situation a-t-elle évolué, au sein de notre enseignement communal, depuis mon interpellation lors du conseil communal du 29 novembre 2016, au cours duquel une importante délégation d'enseignants est venue manifester son vif mécontentement à l'égard du Collège des Bourgmestre et Echevins ?
La situation a-t-elle enfin fini, comme depuis longtemps déjà dans les autres communes, par rentrer dans l'ordre ?" ;
2. la réponse qui lui est donnée par M. Benoît CEREXHE, bourgmestre, et M. Serge de PATOUL, échevin ;
3. les répliques des interpellants.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

27.06.2017/A/0005 **CC - Interpellation - "Centre scolaire Eddy MERCKX" (Mme Cécile VAINSEL et M. Jean-Claude LAES)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Centre scolaire Eddy MERCKX"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL et de M

Jean-Claude LAES, conseillers communaux ;

Vu la version dudit dossier destinée à être traitée en séance publique ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL et de M. Jean-Claude LAES, conseillers communaux, dont résumé ci-après établi par Mme Cécile VAINSEL dans sa version destinée à être traitée en séance publique :

"Monsieur le Bourgmestre,

Monsieur L'Echevin,

Nous souhaitons nous joindre à l'interpellation citoyenne de ce jour.

La gestion du Centre scolaire Eddy Merckx, les dysfonctionnements administratifs, le malaise structurel qui gangrène le travail des équipes pédagogiques, tout cela a fait l'objet de nombreuses interpellations de notre part, mais celles-ci sont à chaque fois restées sans réponse.

Aujourd'hui, à quelques mois des prochaines élections communales, vient donc l'heure du bilan.

Votre note de politique générale stipule en son point 69, la volonté du Collège de faire du Centre scolaire Eddy Merckx un pôle d'excellence sous cette mandature.

Evaluons ensemble la situation :

Les dysfonctionnements administratifs et leurs conséquences sur les salaires, les horaires et attributions ont déjà été évoqués longuement par le passé ; Les normes en matière de sécurité ne sont pas respectées ; L'exploitation des bâtiments et la gestion de l'espace utile ne sont pas efficaces ; Les synergies entre l'école et le centre sportif sont inexistantes ; La discipline n'est pas respectée et la réputation de l'établissement est entachée de laxisme, attirant des élèves au comportement problématique. Les enseignants sont démotivés et épuisés.

Je voudrais à cet égard citer quelques exemples de situations emblématiques.

Des promesses d'horaire complet se sont trouvées converties en tiers temps ; Des examens linguistiques n'ont pu être présentés à temps à défaut d'information suffisante, avec de lourdes conséquences en termes de carrière ; la valorisation de l'ancienneté s'effectue de manière différenciée, alors que les profils sont similaires ; des erreurs de titres sont commises, entraînant l'obligation de rembourser d'importants montants liés aux erreurs de barème.

Et j'en passe.

Nous examinerons les cas individuels à huis-clos.

Monsieur l'Echevin,

Trop souvent est évoquée la responsabilité des enseignants ou des syndicats dans la situation qui nous occupe.

Je voudrais que l'on fasse l'exercice de nous mettre à la place de ces enseignants.

Pensez-vous sincèrement que vous seriez motivés à poursuivre votre travail dans de telles conditions ?

Pouvons-nous objectivement leur reprocher un manque de bonne volonté, s'agissant de leur salaire, de leur sécurité et de leur avenir professionnel ?

J'ai rencontré pour ma part des hommes et des femmes courageux, animés par

une très grande passion d'enseigner et de transmettre, soucieux de voir élaborer des solutions constructives à tous les problèmes rencontrés, mais profondément découragés par l'absence structurelle de dialogue entre les parties concernées.

Monsieur l'Echevin,

Une telle situation est indigne de notre commune.

Nous avons les moyens, matériels, financiers, humains et intellectuels de mettre un terme à l'ensemble de ces problèmes.

Le rapport d'audit réalisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles corrobore le manque d'investissement du PO dans les infrastructures et son manque de réactivité vis-à-vis des besoins en matériel, ainsi que le manque de soutien à la Direction au travers des discordes entre la Direction de l'Enseignement et la direction de l'école, les problèmes de communication et la gestion centralisée des décisions.

Ma question est dès lors la suivante :

Quelles réponses comptez-vous apporter à l'ensemble des problèmes énoncés en matière de sécurité, de gestion administrative, de gestion des infrastructures et de gestion des ressources humaines sur la base des constats portés par le rapport d'audit, pour faire enfin du Centre scolaire Eddy Merckx, le pôle d'excellence qu'il a toujours eu vocation à devenir ?" ;

2. la réponse qui leur est donnée par M. Benoît CEREXHE, bourgmestre, et M. Serge de PATOUL, échevin ;
3. les répliques des interpellants.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

Sophie Liégeois quitte la séance / verlaat de zitting

27.06 2017/A/0006 **CC - A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée - A.S.B.L. BRULOCALIS Association Ville & Communes de Bruxelles - Représentation de la commune au sein de l'assemblée générale - Remplacement ponctuel - Ratification de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.06.2017**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23.04.2013 portant désignation de M. Alexandre PIRSON, conseiller communal, dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration de l'A.S.B.L. BRULOCALIS Association Ville & Communes de Bruxelles ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.06.2017 décidant de désigner M. Michel VANDERCAM, conseiller communal, dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale de l'A.S.B.L. BRULOCALIS Association Ville & Communes de Bruxelles en date du mercredi 21.06.2017 à 10 30, en remplacement de M Alexandre PIRSON, conseiller communal ;

DECIDE de ratifier la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du

08.06.2017 portant désignation de M. Michel VANDERCAM, conseiller communal, dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale de l'A.S.B.L BRULOCALIS Association Ville & Communes de Bruxelles en date du mercredi 21.06.2017 à 10:30, en remplacement de M. Alexandre PIRSON, conseiller communal.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

GR - V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is - V.Z.W. BRULOCALIS Vereniging Stad & Gemeenten van Brussel - Vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering - Eenmalige vervanging - Bekrchtiging van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.06.2017

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23.04.2013 waarbij overgegaan wordt tot de aanstelling van Dhr. Alexandre PIRSON, gemeenteraadslid, in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering en op de raad van bestuur van de V.Z.W. BRULOCALIS Vereniging Stad & Gemeenten van Brussel ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.06.2017 waarbij besloten wordt Dhr. Michel VANDERCAM, gemeenteraadslid, aan te stellen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering van de V.Z.W BRULOCALIS Vereniging Stad & Gemeenten van Brussel op datum van woensdag 21.06.2017 om 10:30, ter vervanging van Dhr. Alexandre PIRSON, gemeenteraadslid ;

BESLUIT de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.06.2017 houdende aanstelling van Dhr. Michel VANDERCAM, gemeenteraadslid, in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering van de V.Z.W. BRULOCALIS Vereniging Stad & Gemeenten van Brussel op datum van woensdag 21.06.2017 om 10.30, ter vervanging van Dhr. Alexandre PIRSON, gemeenteraadslid, te bekrachtigen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

27.06.2017/A/0007 **CC - A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée - Représentation de la commune au sein des assemblées générales et proposition dans le cadre de la représentation de la commune au sein des conseils d'administration et dans le cadre de l'attribution de fonctions - Diverses A.S.B.L. - Modifications**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il paraît :

1. nécessaire de communiquer à l'assemblée générale ou au conseil

- d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale ,
2. opportun de proposer à l'assemblée générale des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration ;
 3. opportun de proposer au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de l'attribution de fonctions,

dans les A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la suite de la mandature 2013-2018, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2018;
Vu les statuts desdites A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 120 § 2 ;

Vu les divers mouvements intervenus à ce jour au sein des instances desdites A.S.B.L. en termes de départ et de remplacement au cours de la présente mandature ;

Vu les diverses délibérations antérieures prises en la matière ;

Vu le souhait du Conseil communal d'organiser la représentation de la commune au sein desdites A.S.B.L. de manière à en assurer une gestion en adéquation avec la composition du Conseil communal ;

DECIDE :

1. de communiquer à l'assemblée générale ou au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale ;
2. de proposer à l'assemblée générale des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration ;
3. de proposer au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de l'attribution de fonctions,

dans les A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la suite de la mandature 2013-2018, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2018, à savoir les personnes suivantes :

A.S.B.L. BRULOCALIS Association Ville & Communes de Bruxelles

DéFI :

- M. Michel VANDERCAM, membre de l'assemblée générale, en remplacement de M. Alexandrie PIRSON.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs

**GR - V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is -
Vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergaderingen en voorstel in
het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raden van bestuur en**

in het kader van de toekenning van diverse functies - Diverse V.Z.W.'s - Wijzigingen

DE RAAD,

Overwegende dat het .

1. nodig is aan de algemene vergadering of aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen mee te delen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering ;
2. aangewezen is aan de algemene vergadering van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raad van bestuur ;
3. aangewezen is aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de toekenning van functies,

in de V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor het vervolg van de ambtstermijn 2013-2018, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2018 ;

Gelet op de statuten van voornoemde V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name het artikel 120 § 2 ;

Gelet op de diverse verschuivingen die tot op heden plaatsvonden bij de instanties van voornoemde V.Z.W.'s in termen van vertrek en vervanging tijdens deze ambtstermijn ;

Gelet op de diverse vorige beraadslagingen die terzake genomen werden ;

Gelet op de wens van de Gemeenteraad om de vertegenwoordiging van de gemeente binnen de voornoemde V.Z.W.'s te regelen teneinde een beleid te waarborgen dat afgestemd is op de samenstelling van de Gemeenteraad ;

BESLUIT .

1. aan de algemene vergadering of aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen mee te delen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering ;
2. aan de algemene vergadering van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raad van bestuur ;
3. aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de toekenning van functies,

in de V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor het vervolg van de ambtstermijn 2013-2018, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2018, te weten de volgende personen :

V.Z.W. BRULOCALIS Vereniging Stad & Gemeenten van Brussel

"DéFI" :

- Dhr. Michel VANDERCAM, lid van de algemene vergadering, ter vervanging van Dhr Alexandre PIRSON.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

27 06.2017/A/0008 **CC - Sociétés intercommunales auxquelles la commune est associée - Société intercommunale pour la diffusion de la Télévision BRUTELE - Représentation de la commune au sein des assemblées générales - Remplacement ponctuel - Ratification de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17.05.2017**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23.04.2013 portant désignation de MM. Damien DE KEYSER et Christophe DE BEUKELAER, échevins, dans le cadre de la représentation de la commune au sein des assemblées générales de la Société intercommunale pour la diffusion de la Télévision BRUTELE ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17.05.2017 décidant de désigner M. Pascal LEFEVRE, échevin, dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale ordinaire ainsi qu'au sein de l'assemblée générale extraordinaire de la Société intercommunale pour la diffusion de la Télévision BRUTELE qui se tiendront respectivement en date du vendredi 16.06.2017 à 19:00 et en date du vendredi 30.06.2017 à 19:00, en remplacement de MM. Damien DE KEYSER et Christophe DE BEUKELAER, échevins, représentants initialement désignés, empêchés ;

DECIDE de ratifier la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17.05.2017 portant désignation de M. Pascal LEFEVRE, échevin, dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale ordinaire ainsi qu'au sein de l'assemblée générale extraordinaire de la Société intercommunale pour la diffusion de la Télévision BRUTELE qui se tiendront respectivement en date du vendredi 16.06.2017 à 19:00 et en date du vendredi 30.06.2017 à 19:00, en remplacement de MM. Damien DE KEYSER et Christophe DE BEUKELAER, échevins, représentants initialement désignés, empêchés.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

27.06 2017/A/0009 **CC - Sociétés intercommunales auxquelles la commune est associée - S.C.R.L. BRUTELE - Modifications des statuts - Refus**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 22.12.1986 relative aux intercommunales ;

Vu l'accord de coopération du 13 02 2014 relatif aux intercommunales interrégionales ;

Vu les statuts de l'intercommunale BRUTELE et plus particulièrement l'article 44 ;
Considérant que l'article 2, § 1 de l'accord de coopération du 13.02.2014 relatif aux intercommunales interrégionales rend applicable le droit de la région dont relèvent les personnes morales de droit public qui disposent, ensemble, de la plus grande part d'actionariat ;
Que s'agissant de l'intercommunale BRUTELE, le CWaDeL sortira intégralement ses effets à l'égard de communes situées en Région de Bruxelles-Capitale, qui se verront donc appliquer le droit wallon alors que celles-ci sont pourtant situées en dehors du territoire de la Région wallonne ;
Considérant que dans ces circonstances, les communes bruxelloises souhaitent pouvoir sortir de l'intercommunale ;
Que l'article 2, § 2 de l'accord de coopération prévoit expressément que les intercommunales existantes doivent offrir la faculté statutaire à une commune associée faisant partie d'une autre région que celle où le droit est d'application, de sortir de l'intercommunale ;
Que l'accord de coopération ne prévoit pas spécifiquement d'obligation d'indemnisation pour les communes qui souhaitent sortir de l'intercommunale ;
Considérant que des échanges et réunions ont eu lieu entre les communes actionnaires en vue de trouver un accord quant à la modification des statuts ;
Que des amendements ont été proposés par les communes bruxelloises à différentes reprises dont lors du dernier conseil d'administration du 22.05.2017 ;
Considérant que la proposition de modification des statuts à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale du 30.06.2017 ne comporte aucun de ces amendements, et ne permet donc pas aux communes bruxelloises de sortir de l'intercommunale tout en préservant leurs droits ;
Qu'en effet, d'une part, la cession des parts à des tiers privés n'est aucunement prévue, et, d'autre part, la sortie n'est possible que moyennant une indemnisation du dommage causé aux autres associés ;
Que la procédure d'évaluation de cette indemnisation n'est, par ailleurs, aucunement précisée ;
DECIDE, en conséquence, de refuser la proposition de modification des statuts telle que présentée et donc de donner comme instruction aux représentants de la commune à l'assemblée générale (et au conseil d'administration) de cette intercommunale de ne pas approuver cette proposition de modification des statuts.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

**GR - Intercommunale maatschappijen waarbij de gemeente aangesloten is -
C.V.B.A. BRUTELE - Wijzigingen van de statuten - Weigering**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de wet van 22 12 1986 betreffende de intercommunales ;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 13.02.2014 met betrekking tot de gewestgrensoverschrijdende intercommunales ;

Gelet op de statuten van de intercommunale BRUTELE en meer bepaald artikel 44 ,
Overwegende dat artikel 2, § 1 van het samenwerkingsakkoord 13.02.2014 met
betrekking tot de gewestgrensoverschrijdende intercommunales het recht van
toepassing het recht van het gewest is waaronder de aandeelhouders vallen die samen
het grootste deel van de publiekrechtelijke aandeelhouders vormen ;
Dat voor de intercommunale BRUTELE de CWaDeL integraal van kracht wordt ten
opzichte van de gemeenten gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die zich in
een situatie bevinden waarbij het Waalse recht van toepassing zal zijn en dat terwijl ze
buiten het territorium van het Waalse Gewest gelegen zijn ;
Overwegende dat in deze omstandigheden, de Brusselse gemeenten zouden willen
kunnen uittreden uit de intercommunale ;
Dat artikel 2, § 2 van het samenwerkingsakkoord uitdrukkelijk voorziet dat de
bestaande intercommunales de statutaire mogelijkheid moeten bieden aan een
deelnemende gemeente van een ander gewest dan dat waarvan het recht van toepassing
is om uit de intercommunale te treden ;
Dat het samenwerkingsakkoord niet specifiek voorziet in een vergoedingsverplichting
voor de gemeenten die uit deze intercommunale willen treden ;
Overwegende dat er uitwisselingen en vergaderingen hebben plaatsgevonden tussen de
deelnemende gemeenten tot het vinden van een akkoord met betrekking tot de
wijziging van de statuten ;
Dat de amendementen herhaalde malen, onder andere tijdens de laatste bestuursraad
van 22.05.2017, werden voorgesteld door de Brusselse gemeenten ,
Overwegende dat het voorstel tot wijziging van de statuten, geagendeerd op de
eerstvolgende algemene vergadering van 30.06.2017, geen enkele van deze
amendementen bevat, en de Brusselse gemeenten dus niet toelaat uit de
intercommunale te treden met behoud van al hun rechten ;
Dat, enerzijds, de overdracht van aandelen aan privé-derden geenszins is voorzien (aan
te passen volgens de tekst van de statuten die uiteindelijk zullen voorgesteld worden op
de AV - - filialisering ?), en , anderzijds, de uittreding slecht mogelijk is door middel
van een vergoeding van de schade berokkend aan de andere deelnemers ;
Dat de evaluatieprocedure van deze vergoeding overigens nergens wordt bepaald ;
BESLUIT bijgevolg, het voorstel tot wijziging van de statuten, zoals dat nu op tafel ligt,
te weigeren en de vertegenwoordigers van de gemeente in de algemene vergadering
(en in de bestuursraad) van deze intercommunale als richtlijn mee te geven, dit voorstel
tot wijziging van de statuten niet goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Service juridique - Juridische dienst

27.06.2017/A/0010 **CC - Installation de caméras de surveillance dans des lieux ouverts - Programmes
2014 et 2015 - Avis positif - Désignation de la Zone de Police 5343 Montgomery**

comme responsable du traitement des données à caractère personnel - Convention entre la commune et la Zone de Police 5343 Montgomery remplaçant et abrogeant la convention du 24.07.2012 et son avenant du 01.07.2016 - Approbation

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 135 § 2 ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20.09.2011 prenant acte de la délibération du Collège de Police de la Zone 5343 Montgomery du 06.07.2011, devenue exécutoire selon courrier du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 09.2011 par expiration du délai imparti à l'autorité de tutelle pour statuer, décidant d'attribuer à la S A. TEIN TELECOM, place des Bienfaiteurs 7, 1030 Bruxelles, B.C.E 0401.902.177, moyennant la somme de 764.883,00 EUR, hors T.V.A., soit 925.508,43 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, dont 114.524,95 EUR, hors T.V.A., soit 138.575,19 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, à charge de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, par voie d'appel d'offres général, le marché relatif à l'acquisition et à la mise en oeuvre au cours de l'année 2011 d'un réseau de capture, de transmission par ondes hertziennes et de visualisation d'images filmées sur la voie publique au sein de la Zone de Police 5343 Montgomery, dans le cadre d'un marché conjoint pour la Zone de Police précitée et les communes d'Etterbeek, de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26.04.2012 décidant, après consultation préalable et avis favorable émis en date du 14.03.2012 par le Chef de corps de la Zone de Police 5343 Montgomery, d'émettre un avis positif sur l'installation de caméras fixes de surveillance dans les lieux ouverts énumérés ci-dessous :

- caméra 1 - secteur place des Maieurs ;
- caméra 2 - secteur Eglise Saint-Pierre ;
- caméra 3 - secteur Stockel Square/avenue de Hinnisdael ;
- caméra 4 - secteur Stockel Square/rue de l'Eglise ;
- caméra 5 - secteur Stockel sortie métro/rue François Desmedt ;
- caméra 6 - secteur Cité de l'Amitié/avenue Vanderbiest ;
- caméra 7 - secteur Cité de l'Amitié/avenue de la Perspective ;
- caméra 8 - secteur Cité de l'Amitié ;
- caméra 9 - secteur Cité de l'Amitié/Parc ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.12.2014 prenant acte de la délibération du Collège de Police de la Zone 5343 Montgomery du 31.10 2014, ne donnant pas lieu à observations et pouvant dès lors sortir ses effets selon courrier du 12.11.2014 du haut fonctionnaire de l'agglomération bruxelloise f.f., décidant d'attribuer à la S.A. TEIN TELECOM, place des Bienfaiteurs 7, 1030 Schaerbeek, B C.E. 0401.902 177, moyennant la somme de 520.998,00 EUR, hors T.V.A., soit 630.407,58 EUR, T.V.A de 21 % comprise, dont 96.004,00 EUR, hors T.V.A., soit 116.164,84 EUR, T.V A de 21 % comprise, avec pictogramme et analyse de santé, à charge de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, par voie de procédure négociée directe

avec publicité, le marché zonal n° 2014-565 de l'exercice 2014 relatif à l'extension du système de vidéosurveillance au sein de la Zone de Police 5343 Montgomery dont le marché communal n° 2014 120/A//2014 E011.01/SEC.GM-PS de l'exercice 2014 pour la seule commune de Woluwe-Saint-Pierre, dans le cadre d'un marché conjoint pour la Zone de Police précitée et les communes d'Etterbeek, de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre ;

Vu la délibération du Conseil communal du 31.05.2016 décidant, après consultation préalable et avis favorable émis en date du 09 05.2016 par le Chef de corps de la Zone de Police 5343 Montgomery, d'émettre un avis positif sur l'installation de caméras fixe de surveillance dans les lieux ouverts énumérés ci-dessous :

- caméra 10 - rue au Bois/avenue Edmond Parmentier ;
- caméra 11 - avenue de Tervueren/avenue Alfred Madou ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23.12.2015 prenant acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Woluwe-Saint-Lambert du 23.12.2015, à transmettre à l'autorité de tutelle par la commune de Woluwe-Saint-Lambert, décidant d'attribuer à la S.A. TEIN TECHNOLOGY, place des Bienfaiteurs 7, 1030 Schaerbeek, B.C.E. 0401.902.177, moyennant la somme de 353.716,00 EUR, hors T.V.A., soit 427.996,36 EUR, T.V.A. de 21% comprise, dont 61.937,00 EUR, hors T.V.A., soit 74.943,77 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, avec pictogramme et analyse de santé, à charge de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, par voie de procédure négociée directe avec publicité, le marché zonal n° 2015-949 de l'exercice 2015 relatif à l'extension du système de vidéosurveillance au sein de la Zone de Police 5343 Montgomery dont le marché communal n° 2015.108/A//2015.E075.01/SEC.GM-PS de l'exercice 2015 pour la seule commune de Woluwe-Saint-Pierre, dans le cadre d'un marché conjoint pour la Zone de Police précitée et les communes d'Etterbeek, de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre ,

Vu la loi du 08.12.1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu la loi du 21.03.2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance et ses arrêtés royaux d'exécution du 10.02.2008 et du 02.07.2008 ;

Vu plus particulièrement l'article 5 § 2 du chapitre III de ladite loi du 21.03.2007 précisant que la décision d'installer une ou plusieurs caméras de surveillance dans un lieu ouvert est prise par le responsable du traitement de données à caractère personnel après avis positif du Conseil communal où se situe le lieu d'installation des caméras, celui-ci devant rendre son avis après avoir consulté préalablement le Chef de corps de la Zone de Police où se situe ledit lieu ;

Vu les avis favorables émis en date du 10.04.2017 par le Chef de corps de la Zone de Police 5343 Montgomery quant à l'installation de caméras fixes de surveillance dans les lieux ouverts énumérés ci-dessous :

- caméra 12 - parvis Sainte-Alix ;
- caméra 13 - place de l'Orée ;
- poteau intermédiaire - avenue Van der Meetschen ;

- caméra 14 - avenue du Val d'Or/rue François Gay ;
- caméra 15 - avenue du Manoir d'Anjou/rue au Bois ;
- caméra 16 - avenue de l'Atlantique/avenue des Franciscains ;
- caméra 17 - avenue Roger Vandendriessche/avenue Jules César/rue Père Eudore Devroye ;

Considérant que par délibération du 31.03.2017 du Collège de Police de la Zone 5343 Montgomery, ladite zone est devenue responsable du traitement des données à caractère personnel pour l'ensemble des caméras urbaines de surveillance connectées au réseau CCTV zonal ;

Considérant qu'en sa qualité de responsable du traitement pour l'ensemble des caméras urbaines de surveillance connectées au réseau CCTV zonal, la Zone de Police 5343 effectuera une déclaration globale auprès de la Commission de la Protection de la Vie Privée reprenant l'ensemble des caméras urbaines de surveillance connectées au réseau CCTV zonal ;

Considérant qu'il revient, en conséquence, à la commune de supprimer la déclaration préalablement établie par elle auprès de la Commission de la Protection de la Vie Privée s'agissant des caméras n^{os} 1 à 11 précitées, de sorte qu'il ne restera plus qu'une seule déclaration liée à l'entité « Zone de Police 5343 Montgomery » pour l'ensemble des caméras urbaines de surveillance connectées au réseau CCTV zonal ;

Considérant que la possibilité de visionner les images prises par les caméras, l'enregistrement et l'effacement des images se fera par la Zone de Police 5343 Montgomery dans les locaux de ladite Zone de Police, qui est devenue le responsable du traitement pour l'ensemble des caméras urbaines de surveillance connectées au réseau CCTV zonal ;

Vu la convention établie en date du 24.07.2012 entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Zone de Police 5343 Montgomery et fixant les modalités de gestion et d'utilisation du système de surveillance par caméras dans les lieux publics ouverts ;

Vu l'avenant établi en date du 01.07.2016 entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Zone de Police 5343 Montgomery ayant pour objet de préciser les relations entre les parties concernant les caméras installées sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre et destinées à surveiller les lieux publics ouverts (tout lieu non délimité par une enceinte et accessible au public) dont la gestion est confiée à la Zone de Police 5343 Montgomery ;

Vu la convention ci-annexée remplaçant et abrogeant la convention précitée établie en date du 24.07.2012 entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Zone de Police 5343 Montgomery ainsi que son avenant établi en date du 01.07.2016 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ,

DECIDE ·

1. après consultation préalable et avis favorables émis en date du 10.04.2017 par le Chef de corps de la Zone de Police 5343 Montgomery, d'émettre un avis positif sur l'installation de caméras fixes de surveillance dans les lieux ouverts énumérés ci-dessous .

- caméra 12 - parvis Sainte-Alix ,

- caméra 13 - place de l'Orée ;
 - Poteau intermédiaire - avenue Van der Meerschen ,
 - caméra 14 - avenue du Val d'Or/rue François Gay ;
 - caméra 15 - avenue du Manoir d'Anjou/rue au Bois ;
 - caméra 16 - avenue de l'Atlantique/avenue des Franciscains ;
 - caméra 17 - avenue Roger Vandendriessche/avenue Jules César/rue Père Eudore Devroye ;
2. de désigner la Zone de Police 5343 Montgomery comme responsable du traitement des données à caractère personnel au sens de la loi du 08.12.1992 relative à la protection de la vie privée et de la loi du 21.06.2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, et ce pour l'ensemble des caméras urbaines de surveillance placées sur le territoire communal et connectées au réseau CCTV zonal ;
 3. de notifier la présente délibération à la Commission de la protection de la vie privée et au Chef de corps de la Zone de Police 5343 Montgomery ,
 4. de supprimer la déclaration préalablement établie par la commune auprès de la Commission de la Protection de la Vie Privée s'agissant des caméras :
 - caméra 1 - secteur place des Maïeurs ;
 - caméra 2 - secteur Eglise Saint-Pierre ;
 - caméra 3 - secteur Stockel Square/avenue de Hinnisdael ;
 - caméra 4 - secteur Stockel Square/rue de l'Eglise ;
 - caméra 5 - secteur Stockel sortie métro/rue François Desmedt ,
 - caméra 6 - secteur Cité de l'Amitié/avenue Vanderbiest ;
 - caméra 7 - secteur Cité de l'Amitié/avenue de la Perspective ;
 - caméra 8 - secteur Cité de l'Amitié ;
 - caméra 9 - secteur Cité de l'Amitié/Parc ;
 - caméra 10 - rue au Bois/avenue Edmond Parmentier ;
 - caméra 11 - avenue de Tervueren/avenue Alfred Madou ;
 5. d'adopter la convention ci-annexée ayant pour objet de préciser les relations entre les parties concernant les caméras installées sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre et destinées à surveiller les lieux publics ouverts (tout lieu non délimité par une enceinte et accessible au public) dont la gestion est confiée à la Zone de Police 5343 Montgomery qui est responsable du traitement au sens de la loi du 08.12.1992 relative à la protection de la vie privée et de la loi du 21.06.2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, convention qui remplace et abroge la convention établie en date du 24.07.2012 entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Zone de Police 5343 Montgomery ainsi que son avenant établi en date du 01.07.2016.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

GR - Installatie van bewakingscamera's in niet-besloten plaatsen - Programma's 2014 en 2015 - Positief advies - Aanduiding van de Politiezone 5343 Montgomery als verantwoordelijke voor de verwerking van persoonsgegevens - Overeenkomst tussen de gemeente en de Politiezone 5343 Montgomery tot vervanging en intrekking van de overeenkomst van 24.07.2012 en haar aanhangsel van 01.07.2016 - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 135 § 2 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 20.09.2011 waarbij akte genomen wordt van de beraadslaging van het Politiecollege van de Zone 5343 Montgomery van 06.07.2011, uitvoerbaar verklaard volgens brief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14.09.2011 door het verstrijken van de gestelde termijn verleend aan de toezichthoudende overheid om zich uit te spreken, waarbij besloten wordt de opdracht met betrekking tot de aankoop en de indienststelling in de loop van het jaar 2011 van een captatienetwerk, van transmissie via hertzgolven en het bekijken van gefilmde beelden op de openbare weg binnen de Politiezone 5343 Montgomery, in het kader van een gemeenschappelijke aanbesteding voor voornoemde Politiezone en de gemeenten Etterbeek, Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe, via algemene offerteaanvraag, te gunnen aan de N.V. TEIN TELECOM, Weldoenersplein 7, 1030 Brussel, K.B.O. 0401 902.177, mits de som van 764.883,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 925.508,43 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, waarvan 114.524,95 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 138.575,19 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, ten laste van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26.04.2012 waarbij besloten wordt, na voorafgaandelijk overleg en gunstig advies uitgebracht op datum van 14.03.2012 door de Korpschef van de Politiezone 5343 Montgomery, een positief advies uit te brengen over de installatie van vaste bewakingscamera's in de niet-besloten plaatsen hieronder opgenoemd :

- camera 1 - sector Meiersplein ;
- camera 2 - sector Sint-Pieterskerk ,
- camera 3 - sector Stokkel Square/de Hinnisdaellaan ,
- camera 4 - sector Stokkel Square/Kerkstraat ;
- camera 5 - sector Stokkel uitgang metro/François Desmedtstraat ;
- camera 6 - sector Vriendschapswijk/Vanderbiestlaan ;
- camera 7 - sector Vriendschapswijk/Perspectieflaan ;
- camera 8 - sector Vriendschapswijk ,
- camera 9 - sector Vriendschapswijk/Park ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van

18.12.2014 waarbij akte genomen wordt van de beraadslaging van het Politiecollege van de Zone 5343 Montgomery van 31.10.2014, die geen aanleiding geeft tot opmerkingen en bijgevolg uitvoerbaar kan worden verklaard volgens brief van 12.11.2014 van de d.d. hoge ambtenaar van de Brusselse agglomeratie, waarbij besloten wordt de zonale opdracht nr. 2014-565 van het dienstjaar 2014 met betrekking tot de uitbreiding van het videobewakingssysteem van de Politiezone 5343 Montgomery waaronder de gemeentelijke opdracht nr. 2014.120/A//2014.E011.01/SEC.GM-PS van het dienstjaar 2014 voor de enkele gemeente Sint-Pieters-Woluwe, in het kader van een gemeenschappelijke opdracht voor de voornoemde Politiezone en de gemeenten Etterbeek, Saint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe, via rechtstreekse onderhandelingsprocedure met bekendmaking, te gunnen aan de N.V. TEIN TELECOM, Weldoenersplein 7, 1030 Schaarbeek, K.B.O. 0401.902.177, mits de som van 520.998,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 630.407,58 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, waarvan 96.004,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 116.164,84 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, met pictogram en gezondheidsanalyse, ten laste van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 31.05.2016 waarbij besloten wordt, na voorafgaandelijk overleg en gunstig advies uitgebracht op datum 09.05.2016 door de Korpschef van de Politiezone 5343 Montgomery, een positief advies uit te brengen over de installatie van vaste bewakingscamera's in de niet-besloten plaatsen hieronder opgenoemd :

- camera 10 - sector Bosstraat/Edmond Parmentierlaan ;
- camera 11 - sector Tervurenlaan/Alfred Madoulaan ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 23.12.2015 waarbij akte genomen wordt van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Saint-Lambrechts-Woluwe van 23.12.2015, door de gemeente Saint-Lambrechts-Woluwe over te leggen aan het administratief toezicht, waarbij besloten wordt de zonale opdracht nr. 2015-949 van het dienstjaar 2015 met betrekking tot de uitbreiding van het videobewakingssysteem van de Politiezone 5343 Montgomery waaronder de gemeentelijke opdracht nr. 2015.108/A//2015.E075.01/SEC.GM-PS van het dienstjaar 2015 voor de enkele gemeente Sint-Pieters-Woluwe, in het kader van een gemeenschappelijke opdracht voor de voornoemde Politiezone en de gemeenten Etterbeek, Saint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe, via rechtstreekse onderhandelingsprocedure met bekendmaking, te gunnen aan de N.V. TEIN TELECOM, Weldoenersplein 7, 1030 Schaarbeek, K.B.O. 0401.902.177, mits de som van 353.716,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 427.996,36 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, waarvan 61.937,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 74.943,77 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, met pictogram en gezondheidsanalyse, ten laste van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

Gelet op de wet van 08.12.1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens ;

Gelet op de wet van 21.03.2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's en haar koninklijke uitvoeringsbesluiten van 10.02.2008 en van 02.07.2008 ;

Gelet meer bepaald op artikel 5 § 2 van hoofdstuk III van voornoemde wet van 21.03.2007 dat benadrukt dat de beslissing om één of meerdere bewakingscamera's te plaatsen in een niet-besloten plaats wordt genomen door de verantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens na positief advies van de Gemeenteraad waar de installatieplaats van de camera's is gevestigd, daar deze zijn advies moet uitbrengen na voorafgaande raadpleging van de Korpschef van de Politiezone waar deze plaats zich bevindt ,

Gelet op de gunstige adviezen uitgebracht op datum van 10.04.2017 door de Korpschef van de Politiezone 5343 Montgomery, over de installatie van vaste bewakingscamera's in de niet-besloten plaatsen hieronder opgenoemd :

- camera 12 - Sint-Aleidisvoorplein ;
- camera 13 - Orée Plein ;
- tussenpaal - Van der Meerschenlaan ;
- camera 14 - Guldendallaan/François Gaystraat ;
- camera 15 - Manoir d'Anjoulaan/Bosstraat ,
- camera 16 - Atlantische Oceaanlaan/Franciscanenlaan ;
- camera 17 - Roger Vandendriesschelaan/Jules Césarlaan/ Pater Eudore Devroyestraat ;

Overwegende dat, door de beraadslaging van het Politiecollege van de Zone 5343 Montgomery van 31.03.2017, voornoemde zone verantwoordelijk geworden is voor de verwerking van persoonsgegevens voor het geheel van stedelijke bewakingscamera's die aan de CCTV netwerk van de zone ingelogd worden ;

Overwegende dat de Politiezone 5343, als verantwoordelijke voor de verwerking voor het geheel van stedelijke bewakingscamera's die aan de CCTV netwerk van de zone ingelogd worden, een globale aangifte bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer zal doen voor het geheel van de stedelijke bewakingscamera's die aan de CCTV netwerk van de zone ingelogd worden ;

Overwegende dat de gemeente bijgevolg zijn voorafgaande aangifte bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wat betreft de voorgenoemde camera's nrs.1, tot 11 moet verwijderen, zodat er slechts een enkele aangifte blijft bestaan voor het geheel van stedelijke bewakingscamera's die aan de CCTV netwerk van de zone ingelogd worden voor de entiteit "PolitieZone 5343 Montgomery" ;

Overwegende dat de mogelijkheid de camerabeelden te bekijken, het opnemen en het wissen van de beelden door de Politiezone 5343 Montgomery zal gebeuren in de lokalen van de Politiezone die verantwoordelijk is geworden voor de verwerking van persoonsgegevens voor het geheel van stedelijke bewakingscamera's die aan de CCTV netwerk van de zone ingelogd worden ;

Gelet op de overeenkomst opgesteld op datum van 24.07.2012 tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de Politiezone 5343 Montgomery die de beheers- en gebruiksmodaliteiten van het videobewakingssysteem in niet-besloten plaatsen bepaalt ; Gelet op het aanhangsel opgesteld op datum van 01.07.2016 tussen de gemeente van Sint-Pieters-Woluwe en de Politiezone 5343 Montgomery die als voorwerp heeft de relaties tussen de partijen te verduidelijken in verband met de camera's gevestigd op het

grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en bestemd voor het bewaken van niet-besloten plaatsen (elke niet-afgebakende en voor het publiek toegankelijke ruimte) waarvan het beheer toevertrouwd wordt aan de Politiezone 5343 Montgomery ;

Gelet op de hierbijgevoegde overeenkomst die voornoemde overeenkomst, opgesteld op datum van 01.07.2016 tussen de gemeente van Sint-Pieters-Woluwe en de Politiezone 5343 Montgomery en het aanhangsel opgesteld op datum van 01.07.2016, vervangt en intrekt ,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT .

1. na voorafgaand overleg en na gunstige adviezen, uitgebracht op datum van 10.04.2017 door de Korpschef van de Politiezone 5343 Montgomery, een positief advies uit te brengen over de installatie van vaste bewakingscamera's in de niet-besloten plaatsen hieronder opgenoemd .
 - camera 12 - Sint-Aleidisvoorplein ;
 - camera 13 - Orlée Plein ;
 - tussenpaal - Van der Meerschenlaan ;
 - camera 14 - Guldendallaan/François Gaystraat ,
 - camera 15 - Manoir d'Anjoulaan/Bosstraat ;
 - camera 16 - Atlantische Oceaanlaan/Franciscanenlaan ;
 - camera 17 - Roger Vandendriesschelaan/Jules Césarlaan/ Pater Eudore Devroyestraat
2. de Politiezone 5343 Montgomery aan te duiden als verantwoordelijke voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van de wet van 08.12.1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de wet van 21.03.2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, en dit voor het geheel van stedelijke bewakingscamera's die op het grondgebied van de gemeente geplaatst worden en die aan de CCTV netwerk van de zone ingelogd worden ;
3. huidige beraadslaging over te maken aan de Commissie ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer en aan de Korpschef van de Politiezone 5343 Montgomery ,
4. de voorafgaande aangifte, opgesteld door de gemeente bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, te verwijderen met betrekking tot de camera's hieronder opgenoemd :
 - camera 1 - sector Meiersplein ;
 - camera 2 - sector Sint-Pieterskerk ;
 - camera 3 - sector Stokkel Square/de Hinnisdaellaan ;
 - camera 4 - sector Stokkel Square/Kerkstraat ,
 - camera 5 - sector Stokkel uitgang metro/François Desmedtstraat ;
 - camera 6 - sector Vriendschapswijk/Vanderbiestlaan ;
 - camera 7 - sector Vriendschapswijk/Peispectieflaan ;

- camera 8 - sector Vriendschapswijk ;
 - camera 9 - sector Vriendschapswijk/Park ;
 - camera 10 - sector Bosstraat/Edmond Parmentierlaan ,
 - camera 11 - sector Tervurenlaan/Alfred Madoulaan ;
- 5 de hierbijgevoegde overeenkomst goed tekeuren die als voorwerp heeft de relaties tussen de partijen te verduidelijken in verband met de camera's gevestigd op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en bestemd voor het bewaken van niet-besloten plaatsen (elke niet-afgebakende en voor het publiek toegankelijke ruimte) waarvan het beheer toevertrouwd wordt aan de Politiezone 5343 Montgomery verantwoordelijk geworden voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van de wet van 08.12.1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de wet van 21.03.2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, en die de overeenkomst opgesteld op datum van 01.07.2016 tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de Politiezone 5343 Montgomery en haar aanhangsel opgesteld op datum van 01.07.2016 vervangt en intrekt.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Politique RH - HR Beleid

27.06.2017/A/0011 **CC - Personnel communal - Mise à disposition de vêtements de travail et des équipements de protection individuelle**

Le point est retiré de l'ordre du jour

GR - Gemeentepersoneel - Terbeschikkingstelling van werkkledij en persoonlijke beschermingsmiddelen

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

27.06.2017/A/0012 **CC - Personnel communal non-enseignant - Statut administratif - Complément n° 28**

LE CONSEIL,

Vu la constitution coordonnée, notamment l'article 162 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 145 ;

Vu le statut administratif du personnel communal non-enseignant actuellement en vigueur ;

Considérant qu'il est nécessaire de revoir les conditions d'accès au grade d'assistant administratif pour les secrétaires d'écoles ,

Vu la réunion du 20.06.2017 du Comité de négociation entre les délégations de l'autorité communale et du C.P.A.S de Woluwe-Saint-Pierre et les organisations syndicales représentatives du personnel de la commune et du C.P.A.S. de Woluwe-Saint-Pierre, conformément aux dispositions de l'article 30 de l'arrêté royal du 28.09.1984 portant exécution de la loi du 19.12.1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, et le protocole qui en découle duquel il ressort que .

- La C.G.S.P. marque son accord ,
- La C.S.C. marque son accord ;
- Le S.L.F.P marque son accord ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
DECIDE :

1. de modifier le texte du statut administratif du personnel communal non-enseignant, tel que repris en annexe ;
2. de soumettre la présente délibération à tutelle générale.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

GR - Niet-onderwijzend gemeentepersoneel - Administratief statuut - Aanvulling nr. 28

DE RAAD,

Gelet op de gecoördineerde grondwet, met name artikel 162 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 en 145 ;

Gelet op het nu in voege zijnde administratief statuut van het niet-onderwijzend gemeentepersoneel ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de toelatingsvoorwaarden te herzien tot de graad van administratief assistent voor de schoolsecretaressen / secretarissen,

Gelet op de vergadering van 20.06.2017 van het Onderhandelingscomité tussen de afvaardigingen van de gemeenteoverheid en van het O.C.M.W van Sint-Pieters-Woluwe en de vertegenwoordigde vakorganisaties van het gemeentepersoneel en van het personeel van het O.C.M.W. van Sint-Pieters-Woluwe, overeenkomstig de bepalingen van artikel 30 van het koninklijk besluit van 28.09.1984 houdende uitvoering van de wet van 19.12.1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, en het daaruit voortvloeiende protocol waaruit blijkt dat .

- A.C.O.D. akkoord gaat ;
- A.C.V akkoord gaat ;
- V.S.O.A. akkoord gaat ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;
BESLUIT

1. de tekst van het administratief statuut van het niet-onderwijzend gemeentepersoneel te wijzigen, zoals opgenomen in bijlage ;
2. deze beraadslaging te onderwerpen aan het algemeen toezicht.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

27.06.2017/A/0013 **CC - Personnel communal non-enseignant - Statut pécuniaire - Modification n° 38**

LE CONSEIL,

Vu la constitution coordonnée, notamment l'article 162 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 145 ;

Vu le statut pécuniaire du personnel communal non-enseignant actuellement en vigueur ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 01.12.2016 couvrant partiellement le remboursement aux agents communaux de leur frais de déplacement entre leur domicile et leur lieu de travail ,

Considérant qu'il est nécessaire de revoir les dispositions relatives aux frais de transport ;

Vu la réunion du 20.06.2017 du Comité de négociation entre les délégations de l'autorité communale et du C.P.A.S. de Woluwe-Saint-Pierre et les organisations syndicales représentatives du personnel de la commune et du C.P.A.S de Woluwe-Saint-Pierre, conformément aux dispositions de l'article 30 de l'arrêté royal du 28 09.1984 portant exécution de la loi du 19.12 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, et le protocole duquel il ressort que .

- La C.G.S.P. marque son accord ;
- La C.S.C. marque son accord ;
- Le S L.F.P. marque son accord ;

Sui proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE .

- 1 de modifier le texte du statut pécuniaire du personnel communal non-enseignant, tel que repris en annexe ;
2. de soumettre la présente délibération à tutelle générale.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Niet-onderwijzend gemeentepersoneel - Bezoldigingsregeling - Wijziging nr.

DE RAAD,

Gelet op de gecoördineerde grondwet, met name artikel 162 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 en 145 ;

Gelet op de nu in voege zijnde bezoldigingsregeling van het niet-onderwijzend gemeentepersoneel ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 01.12.2016 tot toekenning van een subsidie om voor een deel de terugbetaling te dekken van de woonwerk verplaatsingskosten van hun personeelsleden ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de bepalingen met betrekking tot de vervoerkosten te herzien ;

Gelet op de vergadering van 20.06.2017 van het Onderhandelingscomité tussen de afvaardigingen van de gemeenteoverheid en van het O.C.M.W. van Sint-Pieters-Woluwe en de vertegenwoordigde vakorganisaties van het gemeentepersoneel en van het personeel van het O.C.M.W. van Sint-Pieters-Woluwe, overeenkomstig de bepalingen van artikel 30 van het koninklijk besluit van 28.09.1984 houdende uitvoering van de wet van 19.12.1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, en het daaruit voortvloeiende protocol, waaruit blijkt dat :

- A.C.O.D. akkoord gaat ;
- A.C.V. akkoord gaat ;
- V.S.O.A. akkoord gaat ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

1. de tekst van de bezoldigingsregeling van het niet-onderwijzend gemeentepersoneel te wijzigen, zoals opgenomen in bijlage ;
2. deze beraadslaging te onderwerpen aan het algemeen toezicht.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Etat civil - Burgelijke stand

27.06.2017/A/0014 **CC - Cimetière communal - Concessions de sépultures - Pelouse C - Renonciation expresse - Fin du "droit de concession"**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 20.07.1971 sur les funérailles et sépultures, modifiée par les lois des 20.09.1998 et 08.02.2001 et par les ordonnances des 13.12.2007, 03.02.2011,

19.05.2011, 26.07.2013 et 03.04.2014, notamment l'article 11 ;

Considérant que la concession ci-après est une ancienne concession à perpétuité, transformée en une concession temporaire d'une durée de 50 ans expirée depuis 2005 ,
Vu le courriel par lequel les héritiers ou ayants droit renoncent expressément au "droit de concession" ;

DECIDE de mettre fin au "droit de concession" relativement à la concession de sépulture suivante située à la pelouse C du cimetière communal suite à la renonciation expresse des héritiers ou ayants droit :

N° de la concession Nom et adresse du concessionnaire

042/521	AERTS Louis Clos de la Forêt 8 1150 Woluwe-Saint-Pierre
---------	---

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Gemeentelijk kerkhof - Grondvergunningen - Perk C - Uitdrukkelijke opzegging - Einde van het "grondvergunningsrecht"

DE RAAD,

Gelet op de wet van 20.07.1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, gewijzigd door de wetten van 20.09.1998 en 08.02.2001 en door de ordonnances van 13.12.2007, 03.02.2011, 19.05.2011, 26.07.2013 en 03.04.2014, met name artikel 11 ;
Overwegende dat de hierna vermelde vergunning een voormalige eeuwigdurende vergunning is, omgevormd tot een tijdelijke vergunning met een looptijd van 50 jaar verstreken sinds 2005 ;

Gelet op de e-mail waarbij de erfgenamen of rechthebbenden uitdrukkelijk het "grondvergunningsrecht" opzeggen ,

BESLUIT een einde te maken aan het "grondvergunningsrecht" betreffende de volgende grondvergunning gelegen op perk C van het gemeentelijk kerkhof ingevolge de uitdrukkelijke opzegging van de erfgenamen of rechthebbenden .

<u>Nr van de vergunning</u>	<u>Naam en adres van de vergunninghouder</u>
042/521	AERTS Louis Bosdreef 8 1150 Sint-Pieters-Woluwe

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Enseignement francophone - Enseignement néerlandophone - Franstalig onderwijs - Nederlandstalig onderwijs

27.06.2017/A/0015 **CC - Enseignement secondaire ordinaire francophone - Centre scolaire Eddy MERCKX - Déclaration de vacance d'emplois en vue de la nomination à titre définitif**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 06.06.1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié à ce jour, notamment l'article 31 ;

Vu le décret du 10.03.2006 de la Communauté française fixant le statut des maîtres de religion et des professeurs de religion subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, notamment l'article 32 ;

Considérant que plusieurs emplois ne sont pas pourvus de titulaires à titre définitif ;

DECIDE de déclarer vacants au 15.04.2017 et pour l'année scolaire 2017-2018 les emplois suivants dans l'enseignement secondaire ordinaire francophone au Centre scolaire Eddy MERCKX :

- au degré inférieur

cours généraux

anglais	04 périodes ;
biologie	08 périodes ;
chimie	08 périodes ;
éducation musicale	04 périodes ;
français	18 périodes ;
géographie	02 périodes ;
histoire	03 périodes ;
mathématique	22 périodes ;
néerlandais	38 périodes ;
physique	08 périodes ;

cours techniques

éducation technologique	10 périodes ;
soins aux personnes	23 périodes ;
<u>morale</u>	14 périodes ;
<u>religion catholique</u>	12 périodes ;
<u>religion islamique</u>	08 périodes ;
<u>religion protestante</u>	04 périodes ;

- au degré supérieur

cours généraux

anglais	04 périodes ;
biologie	08 périodes ;
chimie	13 périodes ;
éducation physique	20 périodes ;

géographie	06 périodes ;
mathématique	22 périodes ;
néerlandais	35 périodes ;
sciences économiques	06 périodes ;
<u>cours de pratique professionnelle</u>	
techniques éducatives	05 périodes ;
<u>religion islamique</u>	02 périodes ;
<u>religion protestante</u>	04 périodes ;

- personnel non chargé

de cours

<u>logopède</u>	12 périodes ;
<u>surveillant éducateur</u>	18 périodes ;

Ces emplois sont à conférer à titre définitif à tout membre du personnel enseignant temporaire qui se trouve dans les conditions énoncées aux articles 30 et 30bis du décret du 06.06.1994 de la Communauté française, tel que modifié, pour autant qu'il ait fait valoir sa priorité avant le 31.05.2017, se soit porté candidat par lettre recommandée avant le 30.06.2017 et à condition que ces emplois soient toujours vacants au 01.10.2017.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

27.06 2017/A/0016 **CC - Enseignement secondaire artistique à horaire réduit francophone - Académie de Musique et Académie des Arts - Déclaration de vacance d'emplois en vue de la nomination à titre définitif**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 06.06.1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié à ce jour, notamment l'article 31 ;

Considérant que plusieurs emplois ne sont pas pourvus de titulaires à titre définitif ;

DECIDE de déclarer vacants au 15.04.2017 et pour l'année scolaire 2017-2018 les emplois suivants dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit francophone à l'Académie de Musique et à l'Académie des Arts :

domaine de la musique

professeur de formation musicale	07,00/24,00 de temps ;
professeur de formation instrumentale, d'instruments classiques pour la spécialité clarinette et saxophone	14,00/24,00 de temps ;
professeur de formation instrumentale, d'instruments classiques pour la spécialité contrebasse	03,00/24,00 de temps ;

professeur de formation instrumentale, d'instruments classiques pour la spécialité guitare et guitare d'accompagnement	23,00/24,00 de temps ;
professeur de formation instrumentale, d'instruments classiques pour la spécialité hautbois et cor anglais	05,00/24,00 de temps ;
professeur de formation instrumentale, d'instruments classiques pour la spécialité orgue et claviers	05,00/24,00 de temps ;
professeur de formation instrumentale, d'instruments classiques pour la spécialité piano et claviers	01,00/24,00 de temps ;
professeur de formation instrumentale, d'instruments classiques pour la spécialité violon et alto	04,00/24,00 de temps ;
professeur de formation instrumentale, d'instruments classiques pour la spécialité violoncelle	08,00/24,00 de temps ;
professeur de formation instrumentale et d'ensemble jazz pour la spécialité claviers	03,00/24,00 de temps ;
professeur d'ensemble instrumental	03,00/24,00 de temps ;
professeur d'ensemble instrumentale et d'ensemble jazz	02,00/24,00 de temps ;
professeur de musique de chambre instrumentale	03,00/24,00 de temps ;

domaine des arts de la parole et du théâtre

professeur d'art dramatique	02,00/24,00 de temps ;
-----------------------------	------------------------

domaine de la danse

professeur de danse classique	17,00/24,00 de temps ;
-------------------------------	------------------------

domaine des arts plastiques

professeur de formation pluridisciplinaire	08,00/24,00 de temps ;
professeur des métiers d'art pour la spécialité joaillerie-bijouterie	08,00/24,00 de temps ;
professeur de recherches graphiques et picturales pour la spécialité dessin	08,00/24,00 de temps ;
professeur de création textile	16,00/24,00 de temps ;

personnel non chargé de cours

surveillant-éducateur	45,00/36,00 de temps ,
-----------------------	------------------------

Ces emplois sont à conférer à titre définitif à tout membre du personnel enseignant temporaire qui se trouve dans les conditions énoncées aux articles 30 et 30bis du décret du 06.06.1994 de la Communauté française, tel que modifié, pour autant qu'il ait fait valoir sa priorité avant le 31.05.2017, se soit porté candidat par lettre recommandée avant le 30.06.2017 et à condition que ces emplois soient toujours vacants au 01.10.2017.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

27.06.2017/A/0017 **CC - Enseignement officiel subventionné - Enseignement fondamental - Ecole fondamentale du Centre, Ecole fondamentale du Chant d'Oiseau, Ecole maternelle de Joli-Bois, Ecole primaire de Joli-Bois et Ecole fondamentale de Stockel - Règlement de travail - Adoption**

Vu la décision de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement fondamental officiel subventionné du 22.10.2015 fixant le cadre du règlement de travail tel qu'adapté suite aux modifications portées à la loi du 04.08.1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail (particulièrement en matière de prévention des risques psychosociaux au travail) ;

Vu la recommandation de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement fondamental officiel subventionné invitant les Commissions Paritaires Locales à entériner et compléter, le cas échéant, le cadre du règlement de travail fixé par ladite Commission en fonction des spécificités propres à chaque Pouvoir Organisateur ;

Considérant que le règlement de travail de l'Ecole fondamentale du Centre, de l'Ecole fondamentale du Chant d'Oiseau, de l'Ecole maternelle de Joli-Bois, de l'Ecole primaire de Joli-Bois et de l'Ecole fondamentale de Stockel de l'enseignement fondamental officiel subventionné a fait l'objet d'un accord définitif en Commission Paritaire Locale lors de sa séance du 13.06.2017 ;

DECIDE d'adopter le règlement de travail ci-annexé de l'Ecole fondamentale du Centre, de l'Ecole fondamentale du Chant d'Oiseau, de l'Ecole maternelle de Joli-Bois, de l'Ecole primaire de Joli-Bois et de l'Ecole fondamentale de Stockel de l'enseignement fondamental officiel subventionné.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants · 28 votes positifs.

27.06.2017/A/0018 **CC - Enseignement officiel subventionné - Enseignement spécial - Ecole primaire de Joli-Bois - Règlement de travail - Adoption**

Vu la décision de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement spécial officiel subventionné du 22.10.2015 fixant le cadre du règlement de travail tel qu'adapté suite aux modifications portées à la loi du 04.08.1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail (particulièrement en matière de prévention des risques psychosociaux au travail) ;

Vu la recommandation de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement spécial officiel subventionné invitant les Commissions Paritaires Locales à entériner et compléter, le cas échéant, le cadre du règlement de travail fixé par ladite Commission en fonction des spécificités propres à chaque Pouvoir Organisateur ;

Considérant que le règlement de travail de l'Ecole primaire de Joli-Bois de l'enseignement spécial officiel subventionné a fait l'objet d'un accord définitif en Commission Paritaire Locale lors de sa séance du 13.06.2017 ;

DECIDE d'adopter le règlement de travail ci-annexé de l'Ecole primaire de Joli-Bois de l'enseignement spécial officiel subventionné.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants · 28 votes positifs

27.06.2017/A/0019 **CC - Enseignement officiel subventionné - Enseignement secondaire ordinaire - Centre scolaire Eddy MERCKX - Règlement de travail - Adoption**

Vu la décision de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement secondaire ordinaire officiel subventionné du 22.10.2015 fixant le cadre du règlement de travail tel qu'adapté suite aux modifications portées à la loi du 04.08.1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail (particulièrement en matière de prévention des risques psychosociaux au travail) ;

Vu la recommandation de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement secondaire ordinaire officiel subventionné invitant les Commissions Paritaires Locales à entériner et compléter, le cas échéant, le cadre du règlement de travail fixé par ladite Commission en fonction des spécificités propres à chaque Pouvoir Organisateur ;

Considérant que le règlement de travail du Centre scolaire Eddy MERCKX de l'enseignement secondaire ordinaire officiel subventionné a fait l'objet d'un accord définitif en Commission Paritaire Locale lors de sa séance du 13.06.2017 ;

DECIDE d'adopter le règlement de travail ci-annexé du Centre scolaire Eddy MERCKX de l'enseignement secondaire ordinaire officiel subventionné.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

27.06.2017/A/0020 **CC - Enseignement officiel subventionné - Enseignement secondaire artistique à horaire réduit - Académie des Arts et Académie de Musique - Règlement de travail - Adoption**

Vu la décision de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement de promotion socioculturelle officiel subventionné du 22.10.2015 fixant le cadre du règlement de travail tel qu'adapté suite aux modifications portées à la loi du 04.08.1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail (particulièrement en matière de prévention des risques psychosociaux au travail) ;

Vu la recommandation de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement de promotion socioculturelle officiel subventionné invitant les Commissions Paritaires Locales à entériner et compléter, le cas échéant, le cadre du règlement de travail fixé par ladite Commission en fonction des spécificités propres à chaque Pouvoir Organisateur ;

Considérant que le règlement de travail de l'Académie des Arts et de l'Académie de Musique de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit officiel subventionné a fait l'objet d'un accord définitif en Commission Paritaire Locale lors de sa séance du 13.06.2017 ;

DECIDE d'adopter le règlement de travail ci-annexé de l'Académie des Arts et de l'Académie de Musique de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit officiel subventionné.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Taxes - Belastingen

27.06.2017/A/0021 **CC - Règlement-redevance relatif aux établissements scolaires communaux francophones de l'enseignement fondamental de Woluwe-Saint-Pierre - Instauration**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;

Vu le décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, dit décret "missions", du 24.07.1997 ;

Vu la délibération d'adaptation du tarif de fréquentation des garderies d'avant et d'après les classes, voté par le Conseil communal en séance du 19.12.2001, applicable à partir du 01.01.2002 ;

Vu la délibération de révision du tarif des repas à charge des parents d'élèves, voté par le Conseil communal en séance du 29.11.2016, applicable pour la période du 01.09.2015 au 30.06.2017 ;

DECIDE d'instaurer comme suit le règlement-redevance relatif aux établissements scolaires communaux francophones de l'enseignement fondamental de Woluwe-Saint-Pierre :

Article 1.-

Il est établi, pour l'année scolaire 2017-2018, une redevance communale pour les divers frais scolaires exposés par les établissements scolaires communaux francophones de l'enseignement fondamental et à charge des parents d'enfants fréquentant lesdits établissements scolaires.

Frais pour la fréquentation des garderies

Article 2.-

Le tarif de la redevance est fixé comme suit :

- garderie du matin (de 07:30 à 08:15) . 0,50 EUR ;
- garderie du midi (repas tartines et repas chauds) . 0,25 EUR ,
- garderie du soir :
 - a) écoles maternelles (dès la fin des cours) : 0,75 EUR ;
 - b) écoles primaires (à partir de 17:00) . 0,50 EUR ;
- garderie du mercredi après-midi (de 12:20 à 18:30) : 1,25 EUR ;
- garderie pour une journée complète . 2,50 EUR ;
- retard par 1/4 h : 5,00 EUR ;
- à partir du 2ème retard par 1/4 h : 10,00 EUR.

Frais pour la prise de repas chauds (hors frais de garderie)

Article 3.-

Le tarif de la redevance est fixé comme suit .

- repas pour les enfants des écoles maternelles : 3,00 EUR ;
- repas pour les enfants des écoles primaires : 3,35 EUR ,
- repas pour les adultes : 3,35 EUR ;
- soupes : 0,30 EUR

Frais pour la participation aux cours de natation

Article 4.-

La participation aux cours de natation implique le paiement des redevances suivantes :

- abonnement annuel pour l'entrée à la piscine ;
- trajet en car, comptabilisé par séance ;
- bonnet de bain au logo de l'école.

Frais pour la participation à des activités culturelles ou sportives

Article 5.-

La participation à une activité culturelle ou sportive (autre que la natation) fait l'objet du paiement d'une redevance.

Frais pour la participation à des activités extérieures d'un ou plusieurs jours

Article 6 -

La participation à une activité extérieure d'un ou plusieurs jours (classe verte, de mer ou de neige) fait l'objet du paiement d'une redevance.

La redevance due pour les activités extérieures de plus d'un jour peut être payée en plusieurs tranches suivant les modalités fixées par l'établissement scolaire.

Frais divers

Article 7.-

Une redevance peut être demandée pour tout autre service fourni par l'école tel que la distribution de collations (lait, jus de fruit, ..), la fourniture d'un tee-shirt au logo de l'école, etc.

Article 8.-

Une caution de 3,00 EUR est demandée aux parents pour l'obtention d'un badge APSchool permettant à l'école de comptabiliser les présences de l'enfant aux garderies.

En cas de perte du badge, une nouvelle caution de 3,00 EUR est demandée aux parents.

En cas de départ de l'enfant, le badge est restitué à l'école et la caution est remboursée aux parents.

Redevable

Article 9.-

La redevance est due par la personne responsable de l'enfant, c'est-à-dire par ses parents ou toute autre personne légalement responsable.

Recouvrement amiable

Article 10.-

A défaut de paiement intégral de la facture dans le délai imparti, un rappel sans frais est envoyé au redevable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Article 11 -

À défaut de paiement à l'échéance, une mise en demeure est adressée par recommandé

au redevable dont les frais d'un montant de 15,00 EUR sont à sa charge.

Réclamation amiable

Article 12.-

La réclamation doit être adressée, par courrier postal ou électronique, à l'établissement scolaire concerné. Elle doit être signée et motivée par le redevable ou son représentant. La réclamation doit, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la facture.

Article 13.-

La décision sur la réclamation est envoyée au redevable dans les 3 mois de la réception de la réclamation et n'est pas susceptible de recours.

En cas de rejet de la réclamation et dès le lendemain de la date d'envoi de la décision, la redevance contestée est considérée comme exigible, définitive et certaine.

Article 14.-

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à l'envoi de la décision au redevable, la délivrance d'une contrainte est proscrite et les éventuelles procédures judiciaires de recouvrement sont suspendues.

Recouvrement forcé

Article 15.-

En cas de non-paiement à l'issue de la procédure de recouvrement amiable et pour autant qu'aucune réclamation amiable ne soit pendante, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte non-fiscale rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Conformément aux dispositions du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du redevable.

Dans l'éventualité où une contrainte ne peut pas être délivrée, le redevable est cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire.

Recours contre la procédure de recouvrement forcé (contrainte)

Article 16.-

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévu à l'article 137bis de la nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation

En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

Compétences des juridictions

Article 17.-

Toute contestation à naître de l'application du présent règlement-redevance relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

Toute contestation à naître suite à la signification de la contrainte non-fiscale par un huissier de justice relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

28 votants · 28 votes positifs.

GR - Retributiereglement betreffende de Franstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe - Invoering

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;

Gelet op het decreet dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, gezegd decreet "missies", van 24.07.1997 ,

Gelet op de beraadslaging van de tariefaanpassing voor het bijwonen van de kinderopvang vóór en na de klassen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 19.12.2001, toepasselijk van 01.01.2002 ;

Gelet op de beraadslaging van de herziening van het tarief van de maaltijden ten laste van de ouders van de leerlingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 29.11.2016, toepasselijk voor de periode van 01.09.2015 tot 30.06.2017 ;

BESLUIT het retributiereglement betreffende de Franstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe als volgt in te voeren :

Artikel 1.-

Er wordt, voor het schooljaar 2017-2018, een gemeenteretributie geheven voor het diverse schoolgeld opgelopen door de Franstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs en ten laste van ouders van kinderen die naar de genoemde schoolinstellingen gaan.

Kosten voor het bijwonen van kinderopvang

Artikel 2.-

Het tarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld :

- kinderopvang 's ochtends (van 07:30 tot 08:15) : 0,50 EUR ;
- kinderopvang op de middag (boterhammen en warme maaltijden) : 0,25 EUR ;
- kinderopvang 's avonds :
 - a) kleuterscholen (vanaf het einde van de lessen) . 0,75 EUR ;
 - b) basisscholen (vanaf 17:00) : 0,50 EUR ;
- kinderopvang van woensdagmiddag (van 12:20 tot 18:30) : 1,25 EUR ;
- kinderopvang voor een volledige dag . 2,50 EUR ;
- per 1/4 u te laat ophalen : 5,00 EUR ;
- vanaf het 2de maal 1/4 u te laat ophalen : 10,00 EUR.

Kosten voor het nemen van warme maaltijden (de kosten van kinderopvang niet inbegrepen)

Artikel 3.-

Het tarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld :

- maaltijd voor de kinderen van de kleuterscholen : 3,00 EUR ,
- maaltijd voor de kinderen van de basisscholen : 3,35 EUR ,
- maaltijd voor de volwassenen 3,35 EUR ;
- soepen . 0,30 EUR

Kosten voor de deelname aan de zwemlessen

Artikel 4.-

De deelname aan de zwemlessen gaat om de betaling van de volgende retributies :

- jaarabonnement voor de ingang tot het zwembad ;
- busreis, genoteerd per sessie ;
- badmuts met het logo van de school.

Kosten voor de deelname aan culturele of sportieve activiteiten

Artikel 5.-

De deelname aan een culturele of sportieve activiteit (anders dan van zwemmen) is onderworpen aan de betaling van een retributie

Kosten voor de deelname aan extra-murosactiviteiten van een of meerdere dagen

Artikel 6.-

De deelname aan een extra-murosactiviteit van een of meerdere dagen (bos-, zee- of sneeuwklassen) is onderworpen aan de betaling van een retributie.

De verschuldigde retributie voor de meerdaagse extra-murosactiviteiten kan in termijnen betaald worden volgens de door de schoolinstelling gestelde voorwaarden.

Diverse kosten

Artikel 7.-

Een retributie kan aangevraagd worden voor elke andere dienst die door de school verleend is, zoals de distributie van snacks (melk, fruitsap, ...), het verstrekken van een tee-shirt met school logo, enz.

Artikel 8 -

Een borgsom van 3,00 EUR wordt aan de ouders gevraagd voor de verkrijging van een APSchool badge waarmee de school de aanwezigheden van het kind tijdens de kinderopvang, kan bijhouden.

In geval van verlies van de badge, wordt een nieuwe borgsom van 3,00 EUR aan de ouders gevraagd.

In geval van vertrek van het kind, wordt de badge aan de school teruggegeven en wordt de borgsom aan de ouders terugbetaald.

Retributieplichtige

Artikel 9.-

De retributie is verschuldigd door de persoon verantwoordelijk voor het kind, dat wil zeggen door zijn ouders of elke andere persoon wettelijk verantwoordelijk

Minnelijke invordering

Artikel 10.-

Bij gebrek aan volledige betaling van de factuur binnen de toegekende termijn, wordt een kosteloze herinnering gestuurd naar de retributieplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren.

Artikel 11.-

Bij gebrek aan betaling op de vervaldatum, wordt een aangetekende ingebrekestelling gericht aan de retributieplichtige waarvan de kosten ten belope van 15,00 EUR te zijnen laste zijn.

Minnelijk bezwaar

Artikel 12.-

Het bezwaar moet gericht worden, per brief via post of per e-mail, aan de betrokken schoolinstelling. Het moet ondertekend en gemotiveerd zijn door de retributieplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Het bezwaar moet ingediend worden, op straffe van verval, binnen een termijn van 3 maanden te tellen vanaf de datum van de verzending van de factuur.

Artikel 13.-

De beslissing over het bezwaar wordt opgestuurd naar de retributieplichtige binnen de 3 maanden na de ontvangst van het bezwaar en er kan geen beroep worden ingesteld.

In geval van afwijzing van het bezwaar en vanaf de dag na de datum van de verzending van de beslissing, wordt de retributie als invorderbaar, definitief en zeker beschouwd.

Artikel 14.-

Gedurende de hele afhandelingprocedure vanaf het bezwaar tot aan de verzending van de beslissing aan de retributieplichtige, is de afgifte van een dwangbevel verboden en worden de eventuele juridische invorderingsprocedures opgeschort.

Gedwongen invordering

Artikel 15.-

In geval van niet betaling op het einde van de minnelijke invorderingsprocedure en voor zover geen enkel minnelijk bezwaar hangende is, wordt op verzoek van de Gemeenteontvanger een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op basis van een niet-fiscaal dwangbevel dat uitvoerbaar werd verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Overeenkomstig de voorzieningen van het Strafwetboek, vallen de kosten van deze procedure volledig ten laste van de retributieplichtige.

In het geval aan een dwangbevel niet kan worden voldaan, wordt de retributieplichtige voor de rechtbank gedagvaard volgens de voorschriften en termijnen voorzien door het Burgerlijk en het Strafwetboek.

Beroep tegen de gedwongen invorderingsprocedure (dwangbevel)

Artikel 16.-

De retributieplichtige kan beroep aantekenen tegen het dwangbevel volgens de voorschriften en termijnen voorzien in artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet, te weten binnen de maand van de betekening van het dwangbevel via verzoekschrift of dagvaarding.

In geval van beroep, nodigt de Gemeenteontvanger de gerechtsdeurwaarder uit de procedure op te schorten tot wanneer een in kracht van gewijsde gegane beslissing is genomen.

Gerechtelijke bevoegdheid

Artikel 17.-

Elke toekomstige betwisting van de toepassing van huidig retributiereglement valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

Elke toekomstige betwisting als gevolg van een niet-fiscaal dwangbevel door een gerechtsdeurwaarder valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

27.06.2017/A/0022 **CC - Règlement-redevance relatif aux établissements scolaires communaux néerlandophones de l'enseignement fondamental de Woluwe-Saint-Pierre - Instauration**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;

Vu le décret relatif à l'enseignement fondamental du 25.02.1997 ;

Vu la délibération d'adaptation du tarif de fréquentation des garderies d'avant et d'après les classes, voté par le Conseil communal en séance du 19.12.2001, applicable à partir du 01.01.2002 ;

Vu la délibération de révision du tarif des repas à charge des parents d'élèves, voté par le Conseil communal en séance du 29.11.2016, applicable pour la période du 01.09.2015 au 30.06.2017 ;

DECIDE d'instaurer comme suit le règlement-redevance relatif aux établissements scolaires communaux néerlandophones de l'enseignement fondamental de Woluwe-Saint-Pierre :

Article 1.-

Il est établi, pour l'année scolaire 2017-2018, une redevance communale pour les divers frais scolaires exposés par les établissements scolaires communaux néerlandophones de l'enseignement fondamental et à charge des parents d'enfants fréquentant lesdits établissements scolaires.

Frais pour la fréquentation des garderies

Article 2.-

Le tarif de la redevance est fixé comme suit :

- garderie du matin (de 07:30 à 08:15) · 0,50 EUR ;
- garderie du midi (repas tartines et repas chauds) : 0,25 EUR ;
- garderie du soir :
 - a) écoles maternelles (dès la fin des cours) : 0,75 EUR ;
 - b) écoles primaires (à partir de 17:00) · 0,50 EUR ;
- garderie du mercredi après-midi (de 12:20 à 18.30) 1,25 EUR ,
- garderie pour une journée complète : 2,50 EUR ;
- retard par 1/4h : 5,00 EUR ;
- à partir du 2ème retard par 1/4h : 10,00 EUR

Frais pour la prise de repas chauds (hors frais de garderie)

Article 3.-

Le tarif de la redevance est fixé comme suit :

- repas pour les enfants des écoles maternelles : 3,00 EUR ;
- repas pour les enfants des écoles primaires . 3,35 EUR ;
- repas pour les adultes : 3,35 EUR ,
- soupes : 0,30 EUR.

Frais pour la participation à des activités extérieures de plus d'un jour

Article 4 -

La participation à une activité extérieure de plus d'un jour (classe verte, de mer ou de neige) fait l'objet du paiement d'une redevance qui peut être payée en plusieurs tranches suivant les modalités fixées par l'établissement scolaire.

Redevable

Article 5.-

La redevance est due par la personne responsable de l'enfant, c'est-à-dire par ses parents ou toute autre personne légalement responsable.

Recouvrement amiable

Article 6.-

A défaut de paiement intégral de la facture dans le délai imparti, un rappel sans frais est envoyé au redevable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Article 7 -

À défaut de paiement à l'échéance, une mise en demeure est adressée par recommandé au redevable dont les frais d'un montant de 15,00 EUR sont à sa charge.

Réclamation amiable

Article 8 -

La réclamation doit être adressée, par courrier postal ou électronique, à l'établissement scolaire concerné. Elle doit être signée et motivée par le redevable ou son représentant. La réclamation doit, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la facture.

Article 9 -

La décision sur la réclamation est envoyée au redevable dans les 3 mois de la réception de la réclamation et n'est pas susceptible de recours.

En cas de rejet de la réclamation et dès le lendemain de la date d'envoi de la décision, la redevance contestée est considérée comme exigible, définitive et certaine.

Article 10.-

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à l'envoi de la décision au redevable, la délivrance d'une contrainte est proscrite et les éventuelles procédures judiciaires de recouvrement sont suspendues.

Recouvrement forcé

Article 11.-

En cas de non-paiement à l'issue de la procédure de recouvrement amiable et pour autant qu'aucune réclamation amiable ne soit pendante, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte non-fiscale rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Conformément aux dispositions du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du redevable.

Dans l'éventualité où une contrainte ne peut pas être délivrée, le redevable est cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire

Recours contre la procédure de recouvrement forcé (contrainte)

Article 12.-

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévu à l'article 137bis de la nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation.

En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

Compétences des juridictions

Article 13.-

Toute contestation à naître de l'application du présent règlement-redevance relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

Toute contestation à naître suite à la signification de la contrainte non-fiscale par un huissier de justice relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs

GR - Retributiereglement betreffende de Nederlandstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe - Invoering

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;

Gelet op het decreet betreffende het basisonderwijs van 25.02.1997 ;

Gelet op de beraadslaging van de tariefaanpassing voor het bijwonen van de kinderopvang vóór en na de klassen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 19.12.2001, toepasselijk van 01.01.2002 ,

Gelet op de beraadslaging van de herziening van het tarief van de maaltijden ten laste van de ouders van de leerlingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 29.11.2016, toepasselijk voor de periode van 01.09.2015 tot 30.06.2017 ;

BESLUIT het retributiereglement betreffende de Nederlandstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe als volgt in te voeren :

Artikel 1 -

Er wordt, voor het schooljaar 2017-2018, een gemeenteretributie geheven voor het diverse schoolgeld opgelopen door de Nederlandstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs en ten laste van ouders van kinderen die naar de genoemde schoolinstellingen gaan.

Kosten voor het bijwonen van kinderopvang

Artikel 2.-

Het tarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld :

- kinderopvang 's ochtends (van 07.30 tot 08.15) : 0,50 EUR ;

- kinderopvang op de middag (boterhammen en warme maaltijden) : 0,25 EUR ,
- kinderopvang 's avonds ·
- a) kleuterscholen (vanaf het einde van de lessen) . 0,75 EUR ;
- b) basisscholen (vanaf 17:00) : 0,50 EUR ;
- kinderopvang van woensdagmiddag (van 12:20 tot 18:30) : 1,25 EUR ;
- kinderopvang voor een volledige dag : 2,50 EUR ;
- per 1/4 u te laat ophalen : 5,00 EUR ;
- vanaf het 2de maal 1/4 u te laat ophalen : 10,00 EUR

Kosten voor het nemen van warme maaltijden (de kosten van kinderopvang niet inbegrepen)

Artikel 3.-

Het tarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld :

- maaltijd voor de kinderen van de kleuterscholen : 3,00 EUR ;
- maaltijd voor de kinderen van de basisscholen : 3,35 EUR ;
- maaltijd voor de volwassenen : 3,35 EUR ;
- soepen : 0,30 EUR.

Kosten voor de deelname aan meerdaagse extra-murosactiviteiten

Artikel 4.-

De deelname aan een meerdaagse extra-murosactiviteit (bos-, zee- of sneeuwklassen) is onderworpen aan de betaling van een retributie.

De verschuldigde retributie voor de meerdaagse extra-murosactiviteiten kan in termijnen betaald worden volgens de door de schoolinstelling gestelde voorwaarden.

Retributieplichtige

Artikel 5.-

De retributie is verschuldigd door de persoon verantwoordelijk voor het kind, dat wil zeggen door zijn ouders of elke andere persoon wettelijk verantwoordelijk.

Minnelijke invordering

Artikel 6 -

Bij gebrek aan volledige betaling van de factuur binnen de toegekende termijn, wordt een kosteloze herinnering gestuurd naar de retributieplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren.

Artikel 7.-

Bij gebrek aan betaling op de vervaldatum, wordt een aangetekende ingebrekestelling gericht aan de retributieplichtige waarvan de kosten ten belope van 15,00 EUR te zijnen laste zijn.

Minnelijk bezwaar

Artikel 8.-

Het bezwaar moet gericht worden, per brief via post of per e-mail, aan de betrokken schoolinstelling. Het moet ondertekend en gemotiveerd zijn door de retributieplichtige of zijn vertegenwoordiger

Het bezwaar moet ingediend worden, op straffe van verval, binnen een termijn van

3 maanden te tellen vanaf de datum van de verzending van de factuur.

Artikel 9.-

De beslissing over het bezwaar wordt opgestuurd naar de retributieplichtige binnen de 3 maanden na de ontvangst van het bezwaar en er kan geen beroep worden ingesteld.

In geval van afwijzing van het bezwaar en vanaf de dag na de datum van de verzending van de beslissing, wordt de retributie als invorderbaar, definitief en zeker beschouwd.

Artikel 10.-

Gedurende de hele afhandelingprocedure vanaf het bezwaar tot aan de verzending van de beslissing aan de retributieplichtige, is de afgifte van een dwangbevel verboden en worden de eventuele juridische invorderingsprocedures opgeschort.

Gedwongen invordering

Artikel 11.-

In geval van niet betaling op het einde van de minnelijke invorderingsprocedure en voor zover geen enkel minnelijk bezwaar hangende is, wordt op verzoek van de Gemeenteontvanger een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op basis van een niet-fiscaal dwangbevel dat uitvoerbaar werd verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Overeenkomstig de voorzieningen van het Strafwetboek, vallen de kosten van deze procedure volledig ten laste van de retributieplichtige.

In het geval aan een dwangbevel niet kan worden voldaan, wordt de retributieplichtige voor de rechtbank gedagvaard volgens de voorschriften en termijnen voorzien door het Burgerlijk en het Strafwetboek.

Beroep tegen de gedwongen invorderingsprocedure (dwangbevel)

Artikel 12.-

De retributieplichtige kan beroep aantekenen tegen het dwangbevel volgens de voorschriften en termijnen voorzien in artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet, te weten binnen de maand van de betekening van het dwangbevel via verzoekschrift of dagvaarding.

In geval van beroep, nodigt de Gemeenteontvanger de gerechtsdeurwaarder uit de procedure op te schorten tot wanneer een in kracht van gewijsde gegane beslissing is genomen.

Gerechtelijke bevoegdheid

Artikel 13.-

Elke toekomstige betwisting van de toepassing van huidig retributiereglement valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

Elke toekomstige betwisting als gevolg van een niet-fiscaal dwangbevel door een gerechtsdeurwaarder valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

LE CONSEIL,

Vu la demande de M. Tanguy VERHEYEN, conseiller communal, de retirer le dossier repris en titre de l'ordre du jour de la présente séance ;

DECIDE de retirer le dossier de l'ordre du jour de la présente séance.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Famille - Jeunesse - Seniors - Service social - Famille - Jeugd - Senioren - Sociale dienst

27.06.2017/A/0024 CC - C.P.A.S. - Compte budgétaire, compte de résultats et bilan - Rapport annuel - Exercice 2016

LE CONSEIL,

Vu la loi du 08.07.1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale, telle que modifiée, notamment l'article 89 ;

Vu l'arrêté du Collège Réuni de la Commission Communautaire Commune du 26.10.1995 portant règlement général de la comptabilité des Centres Publics d'Action Sociale de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment les articles 18, 72 et 74, modifié par les arrêtés du 19.02.1998 et 11.12.2003 ;

Vu la circulaire de la Direction de la Tutelle sur les C.P.A.S. du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, relative à la clôture des comptes de l'exercice 2016 ;

Vu les projets de compte budgétaire, de compte de résultats et de bilan du C.P.A.S. de l'exercice 2016 ;

Vu la situation de l'encaisse du C.P.A.S. au 31.12.2016 ;

Vu le rapport annuel du Président du C.P.A.S. relatif à la situation dudit centre et à sa gestion durant l'exercice 2016, établi conformément à l'article 89 alinéa 1 de la loi du 08.07.1976 ,

Vu l'avis du groupe technique émis le 22.05.2017 conformément à l'article 75 alinéa 1 dudit arrêté du 26.10.1995 et figurant en annexe au compte budgétaire ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale de Woluwe-Saint-Pierre du 31.05.2017 parvenue à l'administration communale le 09.06.2017, arrêtant les comptes annuels du C.P.A.S. de l'exercice 2016, à savoir le compte budgétaire, le compte de résultats et le bilan ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 87ter alinéas 1 et 3 et 92 alinéa 1, 4° ;

Entendu les commentaires faits par la Présidente du C.P.A.S. ainsi que par l'échevin compétent en matière de C.P.A.S. en Commission du Conseil communal en date du 26.06.2017 et en séance du Conseil communal en date du 27.06.2017 relativement auxdits comptes annuels du C.P.A.S. de l'exercice 2016 ;

PREND ACTE du rapport annuel du Président du C.P.A.S. relatif à la situation dudit centre et à sa gestion durant l'exercice 2016, établi conformément à l'article 89 alinéa 1 de la loi du 08.07.1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale ;

DECIDE d'approuver le compte budgétaire, le compte de résultats et le bilan de l'exercice 2016 du C.P.A.S. tels qu'arrêtés par le Conseil de l'Action Sociale de Woluwe-Saint-Pierre en séance du 31.05.2017.

Le Conseil approuve le projet de délibération

27 votants : 19 votes positifs, 8 abstentions.

Abstentions : Jean-Claude Laes, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw.

GR - O.C.M.W. - Begrotingsrekening, resultatenrekening en balans - Jaarverslag - Dienstjaar 2016

DE RAAD,

Gelet op de organieke wet van 08.07.1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, zoals gewijzigd, met name artikel 89 ,

Gelet op het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 26.10.1995 houdende algemeen reglement op de comptabiliteit van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met name de artikels 18, 72 en 74, gewijzigd bij besluiten van 19 02.1998 en 11.12.2003 ;

Gelet op de omzendbrief van de Directie van het Toezicht op de O.C.M.W.'s van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende het afsluiten van de rekeningen van het dienstjaar 2016 ;

Gelet op het ontwerp van de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans van het O.C.M.W. van het dienstjaar 2016 ;

Gelet op de geldvoorraadsituatie van het O.C.M.W. op 31.12.2016 ,

Gelet op het jaarverslag van de Voorzitter van het O.C.M.W. met betrekking tot de toestand van voornoemd centrum en zijn beheer gedurende het jaar 2016, opgesteld overeenkomstig artikel 89 alinea 1 van de wet van 08.07.1976 ;

Gelet op het advies van de technische groep van 22.05.2017, gegeven overeenkomstig artikel 75 alinea 1 van voormeld besluit van 26.10.1995 en hernomen in bijlage van de begrotingsrekening ;

Gelet op de beraadslaging van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Pieters-Woluwe van 31.05.2017 bij het gemeentebestuur toegekomen op 09.06.2017, tot vaststelling van de jaarrekeningen van het O.C.M.W. voor het dienstjaar 2016, te weten de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 87ter alinea's 1 en 3 en 92 alinea 1, 4° ;

Gehoord de toelichtingen gegeven door de Voorzitster van het O.C.M.W. en de schepen bevoegd voor het O.C.M.W. in Commissie van de Gemeenteraad op datum van 26.06.2017 en in de Gemeenteraad op datum van 27.06.2017 met betrekking tot voornoemde jaarrekeningen van het O.C.M.W. van het dienstjaar 2016 ;

NEEMT AKTE van het jaarverslag van de Voorzitter van het O.C.M.W. met betrekking tot de toestand van voornoemd centrum en zijn beheer gedurende het jaar 2016, opgesteld overeenkomstig artikel 89 alinea 1 van de wet van 08.07.1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn ;

BESLIST de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans van het dienstjaar 2016 van het O.C.M.W. zoals afgesloten door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Pieters-Woluwe in zitting van 31.05.2017, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 19 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

Onthoudingen : Jean-Claude Laes, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw.

Budget Comptabilité - Begroting Boekhouding

27.06 2017/A/0025 CC - Budget de l'exercice 2016 - Modifications 3 et 4 - Ajustements des crédits de l'exercice - Clôture au 31.12.2016

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 15.12.2015 arrêtant le budget communal de l'exercice 2016 devenue exécutoire par expiration du délai imparti à l'autorité de tutelle pour statuer sur le budget communal de l'exercice 2016 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 28.06.2016 arrêtant les modifications 1 et 2 du budget de l'exercice 2016 devenue exécutoire par expiration du délai imparti à l'autorité de tutelle pour statuer sur les modifications 1 et 2 du budget de l'exercice 2016 ,

Vu la circulaire du 27.02.2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la clôture des comptes communaux de l'exercice 2016 ;

Considérant la nécessité de modifier à nouveau le budget de l'exercice 2016 dans le but de permettre également l'inscription, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, des crédits relatifs à diverses opérations particulières, dont les principales sont les suivantes :

Service ordinaire - Dépenses

-	Prélèvements pour les Fonds de Réserves Ordinaires "FRO Taxes Bureau" (80 % du produit de la taxe sur les surfaces de bureau) :	780.701,60 EUR
-	Prélèvements pour les Fonds de Réserves Ordinaires "FRO Antennes extérieures" :	585.679,30 EUR
-	Cotisations patronales à d'autres caisses de pensions : adaptation des crédits budgétaires en matière de dépenses de personnel pour les fonds de pensions suite au décompte annuel :	374.001.62 EUR
-	Prélèvements pour les Fonds de Réserves Extraordinaires "FRE Logements Sociaux" :	110.740,87 EUR

Service extraordinaire - Dépenses

Dépenses effectuées en application de l'article 249 de la nouvelle loi communale

-	Centre sportif (Sportcity) - Remplacement de la porte d'entrée principal (travail 124) :	3.000,00 EUR
-	Centre sportif - Piscine - Décapage complet de la cuve en inox (travail 125) :	9.700,00 EUR
-	Crèche Le Jardin des Coccinelles - Remplacement de 7 moteurs des 8 appareils de ventilation (travail 126) :	4.300,00 EUR

-	Expédition - Machine de mise sous pli (travail 127) :	14.550,00 EUR
-	Hôtel communal - Réfection de la colonne d'évacuation centrale des sanitaires du rez, 1er et 2ème étages (travail 128) :	19.600,00 EUR
-	Hôtel communal - Mise en conformité de l'ascenseur (travail 129) :	66 500,00 EUR
-	Hôtel communal - Tuyaux de chauffage (travail 130) :	8.050,00 EUR
-	Institut beauté Centre Sportif avenue Salomé 2 - Travaux de réparation cause dégâts des eaux occasionnés suite à des travaux effectués par la firme JAMAR (travail 132) :	12.180,00 EUR
-	Magasin communal - Remplacement de la chaudière de la conciergerie du magasin communal (travail 133) :	5.500,00 EUR
-	Cure de l'église Saint-Pierre - Remplacement de la chaudière (travail 134) :	16.000,00 EUR
-	Maison des scouts de l'Unité du Chant d'Oiseau - Réparation de la cheminée (travail 135) :	1.700,00 EUR
-	Garage communal - Unité de contrôle (travail 136) :	9.740,00 EUR

Modifications d'affectations des crédits du budget initial (CC du 29.11.2016)

-	Voirie - Réaménagement de la place Dumon et alentours (travail 014) :	548.000,00 EUR
-	Bâtiment - Place Dumon : pavillon (travail 102) :	136.000,00 EUR
-	Crèche du Centre - Aménagements et rénovations diverses : châssis (travail 081) :	- 370.000,00 EUR
-	Magasin communal - "Projet ressourcerie" : achat de conteneurs (travail 010) :	- 4.000,00 EUR
-	Centre sportif - Installation de panneaux photovoltaïques : crédit complémentaire (travail 066) :	- 24.000,00 EUR
-	Enseignement maternel - Ecole de Joli-Bois NL - Etude : permis - pour futures classes maternelles (travail 107) :	- 45.000,00 EUR
-	Centre communautaire de Joli-Bois - Sanitaire (travail 113) :	- 25.000,00 EUR
-	Voirie - Réaménagement Place des Maîtres : étude (travail 017) :	- 100.000,00 EUR
-	Magasin communal - Achat d'un camion élévateur (travail 007) :	- 4.000,00 EUR
-	Enseignement primaire - Ecole de Joli-Bois NL. - Etude & travaux : aménagement de classes supplémentaires (travail 034) :	- 92.000,00 EUR
-	Les Venelles - Voiries intérieures : remplacement des bacs à plantes (travail 094) :	- 20.000,00 EUR

Vu l'arrêté royal du 02.08 1990, tel que modifié, portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment les articles 1-3°, 12, 15 et 16 ;

Vu, plus précisément, les dispositions de l'article 15 de l'arrêté royal précité soumettant les modifications budgétaires aux mêmes procédures que celles applicables au budget, ainsi que les dispositions contenues à l'article 16 rendant obligatoire l'inscription, dans les modifications budgétaires, des crédits nécessaires pour couvrir les dépenses effectuées en vertu de l'article 249 de la nouvelle loi communale et celles effectuées par prélèvement d'office, ainsi que des crédits budgétaires afférents à des recettes imprévues ;

Vu l'avis favorable rendu en date du 18.05.2017 par la Commission instituée par lesdits articles 12 et 15 de l'arrêté royal du 02.08.1990 relativement auxdites modifications budgétaires ,

DECIDE de modifier les service ordinaire et extraordinaire du budget de la commune pour l'exercice 2016 et d'arrêter les nouveaux résultats aux montants figurant aux tableaux ci-après .

SERVICE ORDINAIRE - RECAPITULATIF DES RECETTES ET DEPENSES

<u>RECETTES</u>	
Prestations	4.866.946,12 EUR
Transferts	69.124.493,90 EUR
Dette	2.523.527,19 EUR
Prélèvements	219.945,00 EUR
TOTAL DES RECETTES	76.734.912,21 EUR
<u>DEPENSES</u>	
Personnel	45.536.024,66 EUR
Fonctionnement	6.502.902,00 EUR
Transferts	18.032.293,56 EUR
Dette	3.323.363,08 EUR
Prélèvements	880.701,60 EUR
TOTAL DES DEPENSES	74.275.284,90 EUR
RESULTAT EXERCICE PROPRE	2.459.627,31 EUR
RESULTAT EXERCICES ANTERIEURS	10.919.954,19 EUR
RESULTATS PRELEVEMENTS GENERAUX	- 4 036.543,31 EUR
RESULTAT GENERAL	9.343.038,19 EUR

SERVICE EXTRAORDINAIRE - RECAPITULATIF DES RECETTES ET DEPENSES

<u>RECETTES</u>	
Transferts	1.272.700,97 EUR
Investissements	1.059.000,00 EUR
Dette	5.964.400,00 EUR
Prélèvements	13.162.205,05 EUR
TOTAL DES RECETTES	21.458.306,02 EUR

DEPENSES	
Transferts	381.407,87 EUR
Investissements	12.790.652,62 EUR
Dette	0,00 EUR
Prélèvements	1.064.200,97 EUR
TOTAL DES DEPENSES	14.236.261,46 EUR
RESULTAT EXERCICE EXTRAORDINAIRE PROPRE	7.222.044,56 EUR
RESULTAT EXERCICES ANTERIEURS	- 5.413.769,19 EUR
PRELEVEMENTS	0,00 EUR
RESULTAT GENERAL	1.808.275,37 EUR

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 19 votes positifs, 8 votes négatifs.

Non : Jean-Claude Laes, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw.

GR - Begroting van het dienstjaar 2016 - Wijzigingen 3 en 4 - Aanpassingen van de kredieten van het dienstjaar - Afsluiting op 31.12.2016

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 15.12.2015 tot vaststelling van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2015 uitvoerbaar geworden door het verstrijken van de termijn waarover de toezichhoudende overheid beschikt om te beslissen over de gemeentebegroting van het dienstjaar 2016 ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28.06.2016 tot vaststelling van de wijzigingen 1 en 2 van de begroting van het dienstjaar 2016 uitvoerbaar geworden door het verstrijken van de termijn waarover de toezichhoudende overheid beschikt om te beslissen over de wijzigingen 1 en 2 van de begroting van het dienstjaar 2016 ;

Gelet op de omzendbrief van 27.02.2017 van de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de afsluiting van de gemeenterekeningen voor het dienstjaar 2016 ;

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2016 opnieuw dient gewijzigd te worden teneinde, zowel op de gewone als op de buitengewone dienst, begrotingskredieten met betrekking tot diverse bijzondere verrichtingen te kunnen inschrijven, waaronder voornamelijk :

Gewone dienst - Uitgaven

-	Overboekingen naar de Gewone Reservefondsen "GRF Belastingen Kantoor" (80 % van de inkomsten op de belasting op kantooroppervlakten) :	780.701,60 EUR
-	Overboekingen naar de Gewone Reservefondsen "GRF Buitenantennes" :	585.679,30 EUR
-	Werkgeversbijdragen voor andere pensioenfondsen, aanpassing begrotingskredieten inzake personeelsuitgaven voor de	374.001,62 EUR

	pensioenfondsen naar aanleiding van de jaarafrekening :	
-	Overboekingen naar de Buitengewone Reservefondsen "BRF Sociale huisvesting" :	110.740,87 EUR

Buitengewone dienst - Uitgaven

Uitgaven verricht in toepassing van artikel 249 van de nieuwe gemeentewet

-	Sportcentrum (Sportcity) - Vervanging van de deur van de hoofdingang (werk 124) :	3.000,00 EUR
-	Sportcentrum - Zwembad - Volledige afbijten van de inox kuip (werk 125) :	9.700,00 EUR
-	Kinderdagverblijf - "Le Jardin des Coccinelles" - Vervanging van 7 motoren van de 8 ventilatiesystemen (werk 126) :	4.300,00 EUR
-	Verzending - Vouwmachine voor briefwerk (werk 127) :	14.550,00 EUR
-	Gemeentehuis - Herstelling van de centrale evacuatiekolom van het sanitair van de gelijkvloerse verdieping, 1e en 2e verdieping (werk 128) :	19.600,00 EUR
-	Gemeentehuis - In overeenstemming brengen van de lift met de veiligheidsnormen (werk 129) :	66.500,00 EUR
-	Gemeentehuis - Verwarmingsbuizen (travail 130) :	8.050,00 EUR
-	Sportcentrum Salomélaan 2 - Schoonheidsinstituut - Herstellingswerken door waterschade ten gevolge van de werken uitgevoerd door de firma JAMAR (werk 132) :	12.180,00 EUR
-	Gemeentemagazijn - Vervanging van de ketel van de conciërgewoning van het gemeentemagazijn (werk 133) :	5.500,00 EUR
-	Pastoorwoning van de Sint-Pieterskerk - Vervanging van de ketel (werk 134) :	16.000,00 EUR
-	Huis van de scoutseenheid van de Vogelzang - Herstelling van de schouw (werk 135) :	1.700,00 EUR
-	Gemeentelijke garage - Controle-eenheid (werk 136) :	9.740,00 EUR

Wijzigingen van de toewijzigingen betreffende de oorspronkelijke begrotingskredieten (GR van 29.11.2016)

-	Wegen - Heraanleg van het Dumonplein en omgeving (werk 014) :	548.000,00 EUR
-	Gebouw - Dumonplein : paviljoen (werk 102) :	136.000,00 EUR
-	Kinderdagverblijf van het centrum - Diverse verbeteringen en renovaties : chassis (werk 081) :	- 370.000,00 EUR
-	Gemeentemagazijn - Hergebruikersproject : aankoop van containers (werk 010) :	- 4.000,00 EUR
-	Sportcentrum - Installatie van fotovoltaïsche panelen : aanvullend krediet (werk 066) :	- 24.000,00 EUR
-	Kleuteronderwijs - NL school van Mooi-Bos - Studie :	- 45.000,00 EUR

-	vergunning voor toekomstige kleuterklassen (werk 107) :	
-	Gemeenschapscentrum van Mooi-Bos - Sanitaire (werk 113) :	- 25.000,00 EUR
-	Wegen - Heraanleg Meiersplein : studie (werk 017) :	- 100.000,00 EUR
-	Gemeentemagazijn - Aankoop van een heftruck (werk 007) :	- 4.000,00 EUR
-	Lagere school - NL school van Mooi-bos - Studie & werken : inrichting van supplementaire klassen (werk 034) :	- 92.000,00 EUR
-	De Drevekens - Binnenwegenis: vervanging van de plantenbakken (werk 094)	- 20.000,00 EUR

Gelet op het koninklijk besluit van 02.08.1990, zoals gewijzigd, houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, met name de artikels 1-3°, 12, 15 en 16 ;

Gelet, in het bijzonder, op de bepalingen van artikel 15 van voornoemd koninklijk besluit waarbij de begrotingswijzigingen aan dezelfde procedures worden onderworpen als deze toepasselijk voor de begroting, evenals de bepalingen vervat in artikel 16 waarbij de inschrijving in de begrotingswijzigingen van de begrotingskredieten die noodzakelijk zijn voor het dekken van krachtens artikel 249 van de nieuwe gemeentewet verrichte uitgaven, maar ook de ambtshalve opgenomen uitgaven, evenals de begrotingskredieten die betrekking hebben op onvoorziene ontvangsten, verplicht wordt gemaakt ;

Gelet op het gunstig advies door de Commissie op datum van 18.05.2017 uitgebracht, ingesteld door de eerder vernoemde artikels 12 en 15 van het koninklijk besluit van 02.08.1990 met betrekking tot de voornoemde begrotingswijzigingen ;

BESLUIT de gewone en de buitengewone dienst van de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2016 te wijzigen en de nieuwe resultaten vast te stellen op de bedragen hernomen in de hiernavolgende tabellen :

**GEWONE DIENST - SAMENVATTENDE TABEL VAN DE ONTVANGSTEN EN
UITGAVEN**

<u>ONTVANGSTEN</u>	
Prestaties	4.866.946,12 EUR
Overdrachten	69.124.493,90 EUR
Schuld	2.523.527,19 EUR
Overboekingen	219.945,00 EUR
TOTAAL DER ONTVANGSTEN	76.734.912,21 EUR
<u>UITGAVEN</u>	
Personeel	45.536.024,66 EUR
Werkingskosten	6.502.902,00 EUR
Overdrachten	18.032.293,56 EUR
Schuld	3.323.363,08 EUR
Overboekingen	880.701,60 EUR

TOTAAL DER UITGAVEN	74.275.284,90 EUR
RESULTAAT GEWONE DIENST EIGEN DIENSTJAAR	2.459.627,31 EUR
RESULTAAT VORIGE DIENSTJAREN	10.919.954,19 EUR
OVERBOEKINGEN	- 4.036.543,31 EUR
ALGEMEEN RESULTAAT	9.343.038,19 EUR

BUITENGEWONE DIENST - SAMENVATTENDE TABEL VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

<u>ONTVANGSTEN</u>	
Overdrachten	1.272.700,97 EUR
Investerings	1.059.000,00 EUR
Schuld	5.964.400,00 EUR
Overboekingen	13.162.205,05 EUR
TOTAAL DER ONTVANGSTEN	21.458.306,02 EUR
<u>UITGAVEN</u>	
Overdrachten	381.407,87 EUR
Investerings	12.790.652,62 EUR
Schuld	0,00 EUR
Overboekingen	1.064.200,97 EUR
TOTAAL DER UITGAVEN	14.236.261,46 EUR
RESULTAAT GEWONE DIENST EIGEN DIENSTJAAR	7.222.044,56 EUR
RESULTAAT VORIGE DIENSTJAREN	-5.413.769,19 EUR
OVERBOEKINGEN	0,00 EUR
ALGEMEEN RESULTAAT	1.808.275,37 EUR

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 19 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

Nee : Jean-Claude Laes, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christme Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw.

27.06.2017/A/0026 **CC - Comptes annuels de l'exercice 2016 - Rapports de synthèse de la gestion des finances communales au cours de l'exercice 2016**

LE CONSEIL,

Vu les comptes annuels de l'exercice 2016 établis par M. le Receveur communal ,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 96 ;

ENTEND le commentaire du Collège des Bourgmestre et Echevins relativement aux rapports de synthèse de la gestion des finances communales au cours de l'exercice

2016 :

- analyse financière du compte budgétaire de l'exercice 2016 ;
- analyse financière du bilan et du compte de résultats de l'exercice 2016.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

GR - Jaarrekeningen van het dienstjaar 2016 - Syntheseverslagen aangaande het beheer van de gemeentefinanciën in de loop van het dienstjaar 2016

DE RAAD,

Gelet op de jaarrekeningen van het dienstjaar 2016 opgemaakt door de Gemeenteontvanger ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 96 ;

HOORT de toelichting van het College van Burgemeester en Schepenen in verband met de syntheseverslagen aangaande het beheer van de gemeentefinanciën in de loop van het dienstjaar 2016 :

- financière analyse van de begrotingsrekening van het dienstjaar 2016 ;
- financière analyse van de balans en de resultatenrekening van het dienstjaar 2016.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27.06.2017/A/0027 **CC - Comptes annuels de l'exercice 2016 - Compte budgétaire, compte de résultats et bilan**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté royal du 02.08.1990, tel que modifié, portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment les articles 72 à 79 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 16.03.2017 par laquelle il arrête le tableau des crédits budgétaires et engagements de dépenses à reporter à l'exercice 2017 ;

Vu les comptes annuels de l'exercice 2016 établis par le Receveur communal ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 96 et 240 ;

DECIDE d'arrêter comme suit les comptes annuels de l'exercice 2016 établis au 31.12.2016 par M. le Receveur communal :

	<u>Service ordinaire</u>	<u>Service extraordinaire</u>
1° <u>Compte budgétaire</u>		
a) <u>résultat budgétaire</u>		
droits constatés nets	87.300.174,61	11.966.093,26
engagements	<u>- 75.347.594,97</u>	<u>- 21.105.287,69</u>
résultat budgétaire	11.952.579,64	- 9.139.194,43

b) <u>résultat comptable</u>		
droits constatés nets	87.300 174,61	11.966.093,26
imputations	<u>- 73.908.922,60</u>	<u>- 6.657.784,03</u>
résultat comptable	13.391 252,01	5.308.309,23
2° <u>Compte de résultats</u>		
produits	87.776.333,64	
charges	<u>- 83.599.713,62</u>	
boni de l'exercice	4.176.617,02	
3° <u>Bilan</u>		
actif	189.753.876,42	
passif	189.753.876,42	

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 19 votes positifs, 8 abstentions.

Abstentions : Jean-Claude Laes, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw.

GR - Jaarrekeningen van het dienstjaar 2016 - Begrotingsrekening, resultatenrekening en balans

DE RAAD,

Gelet op het koninklijk besluit van 02.08.1990, zoals gewijzigd, houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding, met name artikels 72 tot 79 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 16.03.2017 waarbij de tabel van de begrotingskredieten en de vastleggingen van de uitgaven over te dragen naar het dienstjaar 2017 wordt vastgesteld ;

Gelet op de jaarrekeningen van het dienstjaar 2016 opgemaakt door de Gemeenteontvanger ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 96 en 240 ;

BESLUIT de jaarrekeningen van het dienstjaar 2016 opgemaakt op 31.12.2016 door de Gemeenteontvanger, als volgt af te sluiten :

	<u>Gewone dienst</u>	<u>Buitengewone dienst</u>
1° <u>Begrotingsrekening</u>		
a) <u>begrotingsresultaat</u>		
netto-vastgestelde rechten	87.300.174,61	11.966.093,26
vastgelegde uitgaven	<u>- 75.347.594,97</u>	<u>- 21.105.287,69</u>
begrotingsresultaat	11.952.579,64	- 9.139.194,43
b) <u>boekhoudkundig resultaat</u>		
netto-vastgestelde rechten	87.300.174,61	11.966.093,26

aanrekeningen	- 73.908.922,60	- 6.657.784,03
boekhoudkundig resultaat	13.391.252,01	5.308.309,23
2° <u>Resultatenrekening</u>		
opbrengsten	87.776.333,64	
kosten	- 83.599.713,62	
boni van het dienstjaar	4.176.617,02	
3° <u>Balans</u>		
activa	189.753.876,42	
passiva	189.753.876,42	

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 19 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

Onthoudingen : Jean-Claude Laes, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw.

27.06.2017/A/0028 **CC - Budget de l'exercice 2017 - Modifications 1 et 2**

LE CONSEIL,

Vu la circulaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.08 2016 relative à l'élaboration des budgets de l'exercice 2017 des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20.12.2016 arrêtant le budget communal de l'exercice 2017 ,

Vu la lettre du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10.02.2017 informant l'administration communale du fait que la délibération précitée du 20.12.2016 est devenue exécutoire par expiration du délai imparti à l'autorité de tutelle pour statuer sur le budget communal de l'exercice 2017 ;

Considérant la nécessité de modifier le budget de l'exercice 2017 dans le but de permettre également l'inscription, tant en recettes qu'en dépenses, des crédits relatifs aux diverses opérations particulières, dont les principales sont les suivantes :

Service ordinaire - Recettes

-	Electricité-Gaz - dividende de participation de l'intercommunale Interfin	2.168.261,92 EUR
-	Intégration du résultat positif du compte budgétaire de l'exercice 2016	1.132.419,68 EUR
-	Taxes sur droits d'emplacement sur les marchés et brocantes	- 120.000,00 EUR
-	Contribution de l'autorité supérieure dans les charges administratives de l'enseignement	42.460,00 EUR

Service ordinaire - Dépenses

-	Prélèvements pour les Fonds de Réserves Extraordinaires	3.500.000,00 EUR
---	---	---------------------

-	Intégration d'une partie du résultat positif du compte budgétaire de l'exercice 2016 du C.P.A.S.	- 563.407,35 EUR
-	Remboursement des nouveaux emprunts ING à charge de la commune	206.146,03 EUR
-	Augmentation du subside de l'A.S.B.L. Médiathèque de Woluwe-Saint-Pierre	100.000,00 EUR
-	Enlèvement d'immondices - Prise en charge de frais de l'exercice 2016	100.000,00 EUR
-	Secrétariat communal - Frais de poursuite et de procédures : honoraires d'avocats	90.000,00 EUR
-	Patrimoine privé - honoraires et indemnités pour expertises : inventaire amiante	76.000,00 EUR
-	Crèche du Centre : location de conteneurs suite aux travaux	40.000,00 EUR
-	Urbanisme et rénovation : honoraires et indemnités pour expertises	- 20.000,00 EUR
-	Patrimoine privé - honoraires et indemnités pour expertises : étude énergétique pour PE	17.000,00 EUR
-	Jeunesse - honoraires et indemnités : annulation du projet Innovathon	-16.000,00 EUR
-	Personnel - frais de fonctionnement : Outplacement, recrutement d'intérimaires et personnes avec un handicap	17.300,00 EUR
-	Jeunesse - fournitures techniques : pièces de réparation de jeux pour les plaines de jeux	15.000,00 EUR
-	Crèches - fournitures techniques pour consommation directe - denrées alimentaires	15.000,00 EUR

Service extraordinaire - Recettes

-	Politique foncière du logement - vente de la maison rue du Bemel	- 550.000,00 EUR
-	Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire Legs Cornut	-650.000,00 EUR

Service extraordinaire - Dépenses

Dépenses principales

-	Ecole de Joli-Bois NL. : Honoraires, étude & travaux : aménagement de classes supplémentaires - complément	550.000,00 EUR
-	Voirie - travaux de rénovation des trottoirs : Hôtel communal	460.000,00 EUR
-	Centre sportif - Sportcity - divers travaux : ventilation du hall piscine - compléments	300.000,00 EUR

-	Parcs et plantations - plantations d'arbres d'alignement : complément	285.000,00 EUR
-	Parkings - remplacement des horodateurs : complément zone Centre et Montgomery	270.000,00 EUR
-	Parcs et plantations - aménagement des abords de l'Auberge des Maïeurs et honoraires	254.482,00 EUR
-	C.P.A.S. - octroi d'un subside en capital : agrandissement des bureaux administratifs	225.000,00 EUR
-	Ecole de Joli-Bois NL. : travaux d'aménagement du grenier en classes - complément	200.000,00 EUR
-	Crèche FR Stockel : honoraires et étude - complément	100.000,00 EUR
-	Informatique - achat de matériel et logiciels : pc, ups, logiciels, élections,...	88.300,00 EUR
-	Les Venelles - divers travaux : complément	85.000,00 EUR
-	Centre communautaire Crousse : divers travaux maintenance	80.000,00 EUR
-	Centre sportif - Sportcity : mise en conformité des installations électriques	80.000,00 EUR
-	Voirie - réaménagement : avenue des Sittelles	70.000,00 EUR
-	Centre Culturel et de Congrès - remplacement des canalisations	70.000,00 EUR
-	Ecole du Centre : divers travaux maintenance	60.000,00 EUR
-	Centre sportif - Parc de la Woluwe : caméras de surveillance	50.000,00 EUR
-	Enseignement artistique - acquisition et travaux d'aménagement d'un immeuble pour l'Académie des Arts	-1.200.000,00 EUR
-	Centre Culturel et de Congrès - travaux de rénovation de la salle forum : honoraires, étude et travaux	150.000,00 EUR
-	Ecole de Joli-Bois FR. - honoraires et étude : complément	-100.000,00 EUR

Dépenses effectuées en application de l'article 249 de la nouvelle loi communale

-	Véhicules de voirie : camionnette Mercedes n°3 - moteur (travail 086)	7.100,00 EUR
-	Véhicules de voirie : camion Man n°5 - système de freinage (travail 087)	2.320,00 EUR
-	Ecole de Joli-Bois NL : désamiantage de la menuiserie et du lino dans deux classes ainsi que fourniture et pose de bâches de protection sur chaque zone d'intervention (travail 088)	110.000,00 EUR
-	Eglise du Chant d'Oiseau - octroi d'un subside en capitale : réparation de la tour (travail 089)	35.000,00 EUR

-	Eglise Saint-Pierre - octroi d'un subside en capitale : sécurisation de la nacelle (travail 090)	33.000,00 EUR
-	Centre culturel et de congrès : achat d'un moteur pour le groupe de ventilation de l'auditorium Whall (travail 091)	1.100,00 EUR
-	Ecole du Centre : pollution par hydrocarbures - Reconnaissance de l'état du sol - Déclaration de conformité - étude détaillée (travail 092)	14.000,00 EUR
-	Patrimoine privé : remplacement d'extincteurs (travail 093)	5.000,00 EUR

Considérant qu'au niveau du service extraordinaire, en fonction des délais de procédures de marchés publics, d'obtention de permis et de réalisation, certains crédits budgétaires ont été supprimés du budget initial de l'exercice 2017 ;

Considérant qu'au niveau du service extraordinaire, l'ensemble des modifications de crédits d'un montant total de 2.514.164,79 EUR sont financés par les fonds de réserves et sans recours à de nouveaux emprunts ;

Vu l'arrêté royal du 02.08.1990, tel que modifié, portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment les articles 1-3°, 12, 15 et 16 ;

Considérant le compte budgétaire de l'exercice 2016 arrêté par le Conseil communal du 27.06.2017 préalablement à l'intégration de ses résultats dans le budget de l'exercice 2017 conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté royal du 02.08.1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu, plus précisément, les dispositions de l'article 15 de l'arrêté royal précité soumettant les modifications budgétaires aux mêmes procédures que celles applicables au budget, ainsi que les dispositions contenues à l'article 16 rendant obligatoire l'inscription, dans les modifications budgétaires, des crédits nécessaires pour couvrir les dépenses effectuées en vertu de l'article 249 de la nouvelle loi communale et celles effectuées par prélèvement d'office, ainsi que des crédits budgétaires afférents à des recettes imprévues ;

Vu l'avis favorable rendu en date du 14.06.2017 par la Commission instituée par lesdits articles 12 et 15 de l'arrêté royal du 02.08.1990 relativement auxdites modifications budgétaires ;

DECIDE, de modifier les services ordinaire et extraordinaire du budget de la commune pour l'exercice 2017 et d'arrêter les nouveaux résultats aux montants figurant aux tableaux ci-après :

SERVICE ORDINAIRE - RECAPITULATIF DES RECETTES ET DEPENSES

RECETTES	
- Prestations	5.220.805,00 EUR
- Transferts	68.696.016,71 EUR
- Dette	4.258.583,42 EUR
- Prélèvements	239.945,00 EUR
TOTAL DES RECETTES	78.415.350,13 EUR
DEPENSES	
- Personnel	46.388.923,07 EUR

- Fonctionnement	6.943.981,48 EUR
- Transferts	19.281.444,34 EUR
- Dette	3.407.348,03 EUR
- Prélèvements	248.134,00 EUR
TOTAL DES DEPENSES	76.269.830,92 EUR
RESULTAT EXERCICE PROPRE	2.145.519,21 EUR
RESULTAT EXERCICES ANTERIEURS	11.952.579,64 EUR
RESULTATS PRELEVEMENTS GENERAUX	- 3.954.000,00 EUR
RESULTAT GENERAL	10.144.098,85 EUR

SERVICE EXTRAORDINAIRE - RECAPITULATIF DES RECETTES ET DEPENSES

<u>RECETTES</u>	
- Transferts	3.032.336,46 EUR
- Investissements	643.101,00 EUR
- Dette	7.294.600,00 EUR
- Prélèvements	12.011.636,86 EUR
TOTAL DES RECETTES	22.981.674,32 EUR
<u>DEPENSES</u>	
- Transferts	359.334,00 EUR
- Investissements	12.921.006,00 EUR
- Dette	0,00 EUR
- Prélèvements	643.101,00 EUR
TOTAL DES DEPENSES	13.923.441,00 EUR
RESULTAT EXERCICE EXTRAORDINAIRE PROPRE	9.058.233,32 EUR
RESULTAT EXERCICES ANTERIEURS	- 9.139.194,43 EUR
PRELEVEMENTS	- 215.000,00 EUR
RESULTAT GENERAL	- 295.961,11 EUR

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants · 19 votes positifs, 8 votes négatifs

Non : Jean-Claude Laes, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw.

GR - Begroting van het dienstjaar 2017 - Wijzigingen 1 en 2

DE RAAD,

Gelet op de omzendbrief van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18.08.2016 betreffende de opstelling van de begrotingen van het dienstjaar 2017 van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20.12.2016 tot vaststelling van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2017 ;

Gelet op de brief van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10.02.2017 waarbij aan het gemeentebestuur meegedeeld wordt dat de voornoemde beraadslaging van 20.12.2016 uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn waarover de toezichthoudende overheid beschikt om te beslissen over de gemeentebegroting van het dienstjaar 2017 ;

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2017 dient gewijzigd te worden teneinde, in ontvangsten en in uitgaven, begrotingskredieten met betrekking tot diverse bijzondere verrichtingen te kunnen inschrijven, waaronder voornamelijk :

Gewone dienst - Ontvangsten

-	Elektriciteit-Gas - uitzonderlijk dividend van deelname van de intergemeentelijke Interfin	2.168.261,92 EUR
-	Integratie van het positief resultaat van de begrotingsrekening van het dienstjaar 2016	1.132.419,68 EUR
-	Belasting op de rechten van standplaats op markten en rommelmarkten	- 120.000,00 EUR
-	Bijdrage van de hoogste autoriteit in de administratieve lasten van het onderwijs	42.460,00 EUR

Gewone dienst - Uitgaven

-	Opneming voor de Buitengewone Reservefondsen	3.500.000,00 EUR
-	Integratie van een deel van het positief resultaat van de begrotingsrekening van het dienstjaar 2016 van het O.C.M.W.	- 563.407,35 EUR
-	Terugbetaling van de nieuwe ING leningen ten laste van de gemeente	206.146,03 EUR
-	Verhoging van de subsidie van de V.Z.W. "Médiathèque de Woluwe-Saint-Pierre"	100.000,00 EUR
-	Vuilnisophaling - Tegemoetkoming van de kosten van het dienstjaar 2016	100.000,00 EUR
-	Gemeentesecretariaat - Proces-en vervolgingskosten :erelonen advocaten	90.000,00 EUR
-	Privé patrimonium - erelonen en vergoedingen voor deskundige onderzoeken: inventaris voor het asbest	76.000,00 EUR
-	Kinderdagverblijf van het Centrum : huur van containers naar aanleiding van de werkzaamheden	40.000,00 EUR
-	Stedenbouw en vernieuwingswerken : erelonen en vergoedingen voor deskundig onderzoek	- 20.000,00 EUR

-	Privé patrimonium - erelonen en vergoedingen voor deskundige onderzoeken : energie studie voor EP	17.000,00 EUR
-	Jeugd - erelonen en vergoedingen : annulering van het project Innovathon	- 16.000,00 EUR
-	Personeel - werkingskosten : Outplacement, aanwerving van uitzendkrachten en mensen met een handicap	17.300,00 EUR
-	Jeugd - technische benodigdheden : herstellingsonderdelen voor speeltoestellen bestemd voor speelpleinen	15.000,00 EUR
-	Kinderdagverblijven - technische benodigdheden voor onmiddellijk gebruik : voedingsmiddelen	15.000,00 EUR

Buitengewone dienst - Ontvangsten

-	Grondbeleid van huisvesting - verkoop van het huis Bemelstraat	- 550.000,00 EUR
-	Opneming op het Buitengewone Reservefonds Legaat Cornut	-650.000,00 EUR

Buitengewone dienst - Uitgaven

Voornaamste uitgaven

-	NL School Mooi-Bos : Erelonen, studie & werken : aanpassingswerken van bijkomende klassen - complement	550.000,00 EUR
-	Wegen - vernieuwingswerken van de trottoirs : Gemeentehuis	460.000,00 EUR
-	Sportcentrum - Sportcity - diverse werken : ventilatie van de zwembadhall - complement	300.000,00 EUR
-	Parken en plantsoenen - beplanting rooilijnbomen : complement	285.000,00 EUR
-	Parkings - vervanging van de parkeermeters : Centrum en Montgomery zones - complement	270.000,00 EUR
-	Parken en plantsoenen - inrichting en rondom l' "Auberge des Maïeurs" en erelonen	254.482,00 EUR
-	O.C.M.W. - toekenning van een kapitaalsubsidie : uitbreiding van de administratieve kantoren	225.000,00 EUR
-	NL. School Mooi-Bos : aanpassingswerken van de zolder in klassen - complement	200.000,00 EUR
-	FR Kinderdagverblijf Stokkel : Erelonen en studie - complement	100.000,00 EUR
-	Informatica - aankoop van materiaal en software : pc, ups, software, verkiezingen	88.300,00 EUR
-	De Drevekens - diverse werken : complement	85.000,00 EUR
-	Gemeenschapscentrum Crousse : diverse onderhoudswerken	80.000,00 EUR
-	Sportcentrum - Sportcity : het in overeenstemming brengen met	80.000,00 EUR

-	de voorschriften van de elektrische installaties	80.000,00 EUR
-	Wegen - heraanleg : Boomkleverlaan	70.000,00 EUR
-	Cultureel en Congrescentrum - vervanging van de leidingen	70.000,00 EUR
-	School van het Centrum : diverse onderhoudswerken	60.000,00 EUR
-	Sportcentrum - Woluwepark : bewakingscamera's	50.000,00 EUR
-	Kunstonderwijs - aankoop en aanpassingswerken van een gebouw voor de kunstacademie	- 1.200.000,00 EUR
-	Cultureel en Congrescentrum - verbouwingswerken van de forumzaal: erelonen, studie en werken	- 150.000,00 EUR
-	FR School Mooi-Bos - erelonen en studie : complement	- 100.000,00 EUR

Uitgaven verricht in toepassing van artikel 249 van de nieuwe gemeentewet

-	Wegen voertuigen : bestelwagen Mercedes n°3 -motor (werk 086)	7.100,00 EUR
-	Wegen voertuigen : vrachtwagen Man n°5 -remsysteem (werk 087)	2.320,00 EUR
-	NL School Mooi-Bos : Asbestverwijdering van de onderdakplaten en van de linoleum van twee klassen en levering en plaatsing van beschermhoezen op elke interventieplek (werk 088)	110.000,00 EUR
-	Vogelzangkerk - toekenning van een kapitaalsubsidie : herstelling van de toren (werk 089)	35.000,00 EUR
-	Sint-Pieterskerk - toekenning van een kapitaalsubsidie : beveiliging van de "hoogwerker" (werk 090)	33.000,00 EUR
-	Cultureel en Congrescentrum - aankoop van een motor voor de ventilatiegroep van het auditorium Whall (werk 091)	1.100,00 EUR
-	School van het Centrum : erkenning van de bodemstaat - vervuiling door koolwaterstoffen - verklaring van overeenstemming - gedetailleerde studie (werk 092)	14.000,00 EUR
-	Privé patrimonium : vervanging van de brandblusapparaten (werk 093)	5.000,00 EUR

Overwegende dat, op het niveau van de buitengewone dienst van de begroting, afhankelijk van de termijnen van de procedures van de openbare opdrachten, de toelating en de realisatie, sommige begrotingskredieten verwijderd zijn uit de oorspronkelijke begroting van het dienstjaar 2017;

Overwegende dat, op het niveau van de buitengewone dienst, het geheel van de kredietwijzigingen van een totaal bedrag van 2.514.164,79 EUR gefinancierd zal zijn door de reservefondsen zonder evenwel nieuwe leningen aan te gaan ;

Gelet op het koninklijk besluit van 02.08.1990, zoals gewijzigd, houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, met name de artikels 1-3°, 12, 15 en 16 ;

Overwegende de begrotingsrekening van het dienstjaar 2016 vastgesteld door de Gemeenteraad van 27.06.2017 vooraleer haar resultaten in de begroting van het dienstjaar 2017 werden opgenomen, overeenkomstig de beschikkingen van het artikel 9 van het koninklijk besluit van 02.08.1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit ;

Gelet, in het bijzonder, op de bepalingen van artikel 15 van voornoemd koninklijk besluit waarbij de begrotingswijzigingen aan dezelfde procedures worden onderworpen als deze toepasselijk voor de begroting, evenals de bepalingen vervat in artikel 16 waarbij de inschrijving in de begrotingswijzigingen van de begrotingskredieten die noodzakelijk zijn voor het dekken van krachtens artikel 249 van de nieuwe gemeentewet verrichte uitgaven, maar ook de ambtshalve opgenomen uitgaven, evenals de begrotingskredieten die betrekking hebben op onvoorziene ontvangsten, verplicht wordt gemaakt ;

Gelet op het gunstig advies door de Commissie op datum van 14.06.2017 uitgebracht, ingesteld door de eerder vernoemde artikels 12 en 15 van het koninklijk besluit van 02.08.1990 met betrekking tot de voornoemde begrotingswijzigingen ;

BESLUIT de gewone en de buitengewone dienst van de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2017 te wijzigen en de nieuwe resultaten vast te stellen op de bedragen hernomen in de hiernavolgende tabellen .

GEWONE DIENST - SAMENVATTENDE TABEL VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

<u>ONTVANGSTEN</u>	
- Prestaties	5.220.805,00 EUR
- Overdrachten	68.696.016,71 EUR
- Schuld	4.258.583,42 EUR
- Overboekingen	239.945,00 EUR
TOTAAL DER ONTVANGSTEN	78.415.350,13 EUR
<u>UITGAVEN</u>	
- Personeel	46.388.923,07 EUR
- Werkingskosten	6.943.981,48 EUR
- Overdrachten	19.281.444,34 EUR
- Schuld	3.407.348,03 EUR
- Overboekingen	248.134,00 EUR
TOTAAL DER UITGAVEN	76.269.830,92 EUR
RESULTAAT GEWONE DIENST EIGEN DIENSTJAAR	2.145.519,21 EUR
RESULTAAT VORIGE DIENSTJAREN	11.952.579,64 EUR
OVERBOEKINGEN	- 3.954.000,00 EUR
ALGEMEEN RESULTAAT	10.144.098,85 EUR

BUITENGEWONE DIENST - SAMENVATTENDE TABEL VAN DE

ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

ONTVANGSTEN	
- Overdrachten	3.032.336,46 EUR
- Investerings	643.101,00 EUR
- Schuld	7.294.600,00 EUR
- Overboekings	12.011.636,86 EUR
TOTAAL DER ONTVANGSTEN	22.981.674,32 EUR
UITGAVEN	
- Overdrachten	359.334,00 EUR
- Investerings	12.921.006,00 EUR
- Schuld	0,00 EUR
- Overboekings	643.101,00 EUR
TOTAAL DER UITGAVEN	13.923.441,00 EUR
RESULTAAT GEWONE DIENST EIGEN DIENSTJAAR	9.058.233,32 EUR
RESULTAAT VORIGE DIENSTJAREN	- 9.139.194,43 EUR
OVERBOEKINGEN	- 215.000,00 EUR
ALGEMEEN RESULTAAT	- 295.961,11 EUR

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 19 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

*Nee : Jean-Claude Laes, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé,
Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw.*

Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

27.06.2017/A/0029 **CC - Immondices - Enlèvement au moyen de conteneurs entreposés au magasin communal, dans divers endroits de la commune et à la Résidence Roi Baudouin - Lot 7 (déchets de jardin mélangés) - Marché de services - Marché conjoint - Adjudication ouverte - Exercices 2017 à 2020 - Services délivrés par une firme non désignée comme attributaire du marché public - Transaction - Exercice 2017**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17.11.2016 portant notamment attribution du lot 7 (déchets de jardin mélangés) du marché n° 2017.001/P4//2017.O/VOIRIE.DVO-OVS de l'exercice 2017 relatif à l'enlèvement des immondices au moyen de conteneurs entreposés au magasin communal, dans divers endroits de la commune et à la Résidence Roi Baudouin au cours des années 2017 à 2020, à la B.V.B.A. SORET, Weemstraat 5, 1560 Hoeilaart, B.C.E.

0400.655.431 ;

Considérant que les premiers enlèvements de déchets de jardin mélangés, au cours de l'année 2017, ont été réalisés par l'attributaire du lot 7 (déchets de jardin mélangés) du marché n° 2014.004/P3//2014.O/TP.DVO-PS relatif à l'enlèvement des immondices au moyen de conteneurs entreposés au magasin communal, dans divers endroits de la commune et à la Résidence Roi Baudouin au cours des années 2014, 2015 et 2016, à savoir la N.V. VAN GANSEWINKEL, Berkebossenlaan 7, 2400 Mol, B.C.E. 0437.748.330, et non par l'attributaire du marché de l'exercice 2017, à savoir la B.V.B.A SORET ;

Vu l'arrêté royal du 02.08.1990 portant règlement général de la comptabilité communale, notamment l'article 58 qui prévoit que "Sauf exception établie par la loi ou le présent règlement, nulle dépense ne peut être acquittée qu'après son engagement définitif, son imputation aux articles budgétaires, l'enregistrement dans les comptes généraux des factures entrantes, son imputation aux comptes généraux et particuliers, son ordonnancement par le Collège des Bourgmestre et Echevins et l'établissement d'un mandat de paiement conformément à l'article 250 de la nouvelle loi communale" ;

Considérant que seule une transaction permet de résoudre le problème lié à l'exécution de services par une firme non désignée comme attributaire du marché public ;

Considérant les services effectués dans le cadre dudit marché par la N.V. VAN GANSEWINKEL et la facture y afférente d'un montant total de 1.085,44 EUR, hors T.V.A., soit 1.313,38 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;

Vu la mise en demeure de la N.V. VAN GANSEWINKEL en date du 03.04.2017 ,
DECIDE, dans les limites des crédits disponibles :

- 1 de conclure une transaction avec la N.V. VAN GANSEWINKEL, Berkebossenlaan 7, 2400 Mol, B.C.E 0437.748.330, transaction visant à honorer la facture n° 4074323 (numéro interne 241) du 31.01.2017 de ladite société d'un montant de 1.085,44 EUR, hors T.V.A., soit 1.313,38 EUR, T.V.A de 21 % comprise, due dans le cadre de services d'enlèvement de déchets de jardin mélangés ;
2. d'approuver à cet effet les termes de la convention de transaction telle qu'annexée à la présente délibération pour en faire partie intégrante.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

GR - Vuilnis - Ophalen door middel van containers geplaatst in het gemeentemagazijn, op verschillende plaatsen van de gemeente en op de Residentie Koning Boudewijn - Perceel 7 (gemengd tuinafval) - Opdracht voor diensten - Gezamenlijke opdracht - Open aanbesteding - Dienstjaren 2017 tot 2020 - Diensten verleend door een firma niet aangesteld als begunstigde van de overheidsopdracht - Minnelijke schikking - Dienstjaar 2017

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 11 2016 waarbij met name besloten wordt het perceel 7 (gemengd tuinafval) van de

opdracht nr. 2017.001/P4//2017.O/VOIRIE.DVO-OVS van het dienstjaar 2017 betreffende het ophalen van vuilnis door middel van containers geplaatst in het gemeentemagazijn, op verschillende plaatsen van de gemeente en op de Residentie Koning Boudewijn in de loop van de jaren 2017 tot 2020 te gunnen aan de B.V.B.A. SORET, Weemstraat 5, 1560 Hoeilaart, B.C.E. 0400.655.431 ;

Overwegende dat de eerste diensten van ophaling van gemengd tuinafval van het jaar 2017 uitgevoerd werden door de aanbestedingshouder van het perceel 7 (gemengd tuinafval) van de opdracht nr. 2014.004/P3//2014.O/TP.DVO-PS betreffende het ophalen van vuilnis door middel van containers geplaatst in het gemeentemagazijn, op verschillende plaatsen van de gemeente en op de Residentie Koning Boudewijn in de loop van de jaren 2014, 2015 en 2016, met name de N.V. VAN GANSEWINKEL, Berkebossenlaan 7,2400 Mol, B.C.E. 0437.748.330, en niet door de aanbestedingshouder van het perceel 7 (gemengd tuinafval) van de opdracht van het dienstjaar 2017, met name de B.V B.A. SORET ;

Gelet op het koninklijk besluit van 02.08.1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, met name artikel 58 dat voorziet dat : "Behoudens de bij de wet of onderhavig reglement bepaalde uitzondering, kan geen uitgave aangezuiverd worden dan na de definitieve vastlegging, de aanrekening op een begrotingsrekening, de registratie in de algemene rekeningen betreffende de inkomende facturen, de aanrekening op de algemene en individuele rekeningen, de betaalbaarstelling door het College van burgemeester en schepenen en het opmaken van een bevelschrift tot betaling overeenkomstig artikel 250 van de nieuwe gemeentewet" ;

Overwegende dat enkel een minnelijke schikking het mogelijk maakt om het probleem betreffende de uitgevoerde diensten door een firma die niet als aanbestedingshouder van de overheidsopdracht werd aangeduid, op te lossen ;

Gelet op de diensten uitgevoerd in het kader van deze opdracht door de N.V. VAN GANSEWINKEL en de bijbehorende factuur voor een totaal bedrag van 1.085,44 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 1.313,38 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;

Gelet op de ingebrekestelling van de N.V. VAN GANSEWINKEL op datum van 03.04.2017 ;

BESLUIT, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten :

1. een minnelijke schikking te treffen met de N.V. VAN GANSEWINKEL, Berkebossenlaan 7, 2400 Mol, B.C.E. 0437 748.330, met het doel de factuur nr. 4074323 (interne nummer 241) van 31.01.2017 van voornoemde firma voor een bedrag van 1.085,44 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 1.313,38 EUR, B.T.W. van 21% inbegrepen, verschuldigd in het kader van de diensten van ophaling van gemengd tuinafval, te betalen ;
2. de termen van de overeenkomst van de minnelijke schikking, in bijlage van onderhavige beraadslaging, goed te keuren om er wezenlijk deel van uit te maken.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

27.06.2017/A/0030 **CC - Église Saint-Pierre - Sécurisation et mise en conformité des installations de levage - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publicité - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30.03.2017 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2017**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 ;

Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1, 1^o, c) ;

Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30.03.2017 prise en application des articles 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, dans le cadre du marché n° 2017.130/A//2017.E090.01/BAT.BS-BH de l'exercice 2017 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la sécurisation et à la mise en conformité des installations de levage de l'église Saint-Pierre au cours de l'année 2017, tant en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription budgétaire des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30.03.2017 prise en application des articles 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et décidant de choisir, comme mode de passation du marché n° 2017.130/A//2017.E090.01/BAT.BS-BH de l'exercice 2017 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la sécurisation et à la mise en conformité des installations de levage de l'église Saint-Pierre au cours de l'année 2017, la procédure négociée sans publicité et de consulter au minimum 3 firmes en application de l'article 26, § 1, 1^o, c) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée ;

DECIDE :

1. d'admettre la dépense résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 30.03.2017 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 26.764,36 EUR, hors T.V.A., soit 32.384,88 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
- 2 de procéder à l'inscription budgétaire, d'une part, d'un crédit de dépense d'un montant de 33.000,00 EUR à l'article 7900/724-60//081 (travail 090) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 et, d'autre part, d'un crédit de recette d'un montant de 33.000,00 EUR à l'article 7900/995-51 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 et de prévoir, lors de la modification budgétaire de clôture de l'exercice 2017, l'intégration dans la

comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;

3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

GR - Sint-Pieterskerk - Beveiliging en aanpassing van de hefinstallaties - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 alinea 1 en 249 §1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 30.03.2017 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2017

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 alinea 1, 236 en 249 § 1 alinea 2 ;
Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 1, 1^o, c) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 30.03.2017 genomen in toepassing van artikels 234 alinea 1, 236 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, in het kader van de opdracht nr. 2017.130/A//2017.E090.01/BAT.BS-BH van het dienstjaar 2017 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de beveiliging en de aanpassing van de hefinstallaties van de Sint-Pieterskerk in de loop van het jaar 2017, zowel op het gebied van keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 30.03.2017 genomen in toepassing van artikels 234 alinea 1, 236 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en waarbij besloten wordt als gunningswijze van de opdracht nr. 2017.130/A//2017.E090.01/BAT.BS-BH van het dienstjaar 2017 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de beveiliging en de aanpassing van de hefinstallaties van de Sint-Pieterskerk in de loop van het jaar 2017, de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te kiezen en minimum 3 firma's te raadplegen in toepassing van het artikel 26, § 1, 1^o, c) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd ;

BESLUIT :

1. in te stemmen met de uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 30.03.2017 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 26.764,36 EUR, B.T.W exclusief, hetzij 32.384,88 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 33.000,00 EUR op het artikel 7900/724-60//081 (werk 090) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 33.000,00 EUR op het artikel 7900/995-51 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 over te gaan en de opneming, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de begrotingswijziging tot afsluiting van het dienstjaar 2017 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

27.06.2017/A/0031 **CC - Site de Joli-Bois : Travaux de sécurisation des corniches en béton et de la toiture de l'école et travaux de toiture et de façade de la conciergerie de l'école - Marché de travaux - Application de l'article 234 alinéa 1 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Financement - Exercice 2017**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 alinéa 1 ;

Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 2, 1^o, d) ;

Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment l'article 2, § 1, 3^o ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de pourvoir aux travaux de sécurisation des corniches en béton et de la toiture de l'école et aux travaux de toiture et de façade de la conciergerie de l'école sur le site de Joli-Bois au cours de l'année 2017 ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2017.092/A//2017.E027-E028/BAT.AR-VVP, le cahier spécial des charges, les plans du n° 6408 au n° 6435, le métré et le devis estimatif d'un montant de 254.716,98 EUR, hors T.V.A., soit 270.000,00 EUR, T.V.A de 6% comprise ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 7220/724-60//081 (travail 027 et travail 028) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 ,

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2017.092/A//2017 E027-E028/BAT.AR-VVP de

l'exercice 2017 relatif aux travaux de sécurisation des corniches en béton et de la toiture de l'école et aux travaux de toiture et de façade de la conciergerie de l'école sur le site de Joli-Bois au cours de l'année 2017 ·

1. de choisir, comme mode de passation, la procédure négociée directe avec publicité en application de l'article 26, § 2, 1°, d) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, les plans du n° 6408 au n° 6435, le métré et le devis estimatif d'un montant de 254.716,98 EUR, hors T.V.A., soit 270.000,00 EUR, T.V.A. de 6% comprise ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires F.R.E.-PROD.VTE.PROP.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

GR - Mooi-Bos site : Beveiligingswerken van de betonnen daklijsten en van het dak van de school en dak- en gevelswerken van de conciërgewoning van de school - Opdracht voor werken - Toepassing van artikel 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Financiering - Dienstjaar 2017

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1 en 234 alinea 1 ;

Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 2, 1°, d) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, met name artikel 2, § 1, 3°; Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot beveiligingswerken van de betonnen daklijsten en van het dak van de school op de Mooi-Bos site en van dak- en gevelswerken van de conciërgewoning van de school op de Mooi-Bos site in de loop van het jaar 2017 ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2017.092/A//2017.E027-E028/BAT.AR-VVP, op het bestek, de plannen van n° 6408 tot n° 6435, de opmeting en de raming ten bedrage van 254.716,98 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 270.000,00 EUR, B.T.W. van 6% inbegrepen ;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het artikel 7220/724-60//081 (werk 027 en werk 028) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr 2017.092/A//2017.E027-E028/BAT.AR-VVP van het dienstjaar 2017 betreffende beveiligingswerken van de betonnen daklijsten en van het dak van de school op de Mooi-Bos site en van dak- en

gevelsweiken van de conciegewoning van de school op de Mooi-Bos site, in de loop van het jaar 2017 :

1. als gunningswijze, de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking te kiezen in toepassing van het artikel 26, § 2, 1°, d) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd ;
2. het bestek, de plannen van n° 6408 tot n° 6435, de opmeting en de raming goed te keuren, raming ten bedrage van 254.716,98 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 270.000,00 EUR, B.T.W. van 6 % inbegrepen ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van de Buitengewone Reservefondsen B.R.F.-OPB.VER.EIG.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

27.06 2017/A/0032 **CC - W:Hall - Centre culturel et de Congrès - Remplacement du moteur du groupe de ventilation de l'auditorium - Marché de fournitures - Fournitures urgentes et imprévisibles - Application des articles 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publicité - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.04.2017 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2017**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 ;

Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1, 1°, a) ;

Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.04.2017 prise en application des articles 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, dans le cadre du marché n° 2017.134/A//2017.E091.01/BAT.AR-RA de l'exercice 2017 de fournitures urgentes et imprévisibles relatif au remplacement du moteur du groupe de ventilation de l'auditorium du W:Hall Centre culturel et de Congrès au cours de l'année 2017, tant en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'engagement et d'inscription budgétaire des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.04.2017 prise en application des articles 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et décidant de choisir, comme mode de passation du marché n° 2017.134/A//2017.E091.01/BAT.AR-RA de l'exercice 2017 de fournitures urgentes et imprévisibles relatif au remplacement du moteur du groupe de

ventilation de l'auditorium du W:Hall Centre culturel et de Congrès, la procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1°, a) de la loi du 15.06 2006, telle que modifiée ;

DECIDE :

1. d'admettre la dépense résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestres et Echevins en séance du 13.04.2017 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir une dépense de 889,95 EUR, hors T.V.A., soit 1.076,84 EUR, T.V.A. de 21% comprise ;
2. de procéder à l'inscription budgétaire, d'une part, d'un crédit de dépense d'un montant de 1.077,00 EUR à l'article 7620/724-60 (travail 091) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 et, d'autre part, d'un crédit de recette d'un montant de 1.077,00 EUR à l'article 7620/995-51 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 et de prévoir, lors de la prochaine modification budgétaire de l'exercice 2017, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
- 3 de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération
27 votants . 27 votes positifs.

GR - W:Hall - Cultureel en Congrescentrum - Vervanging van de motor van de ventilatiegroep van het auditorium - Opdracht voor leveringen - Dringende en onvoorzienbare leveringen - Toepassing van artikels 234 alinea 1 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.04.2017 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2017

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 alinea 1, 236 en 249 § 1 alinea 2 ;
Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 1, 1°, a) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.04.2017 genomen in toepassing van artikels 234 alinea 1, 236 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, in het kader van de opdracht nr. 2017.134/A//2017.E091.01/BAT.AR-RA van het dienstjaar 2017 van dringende en

onvoorzienbare leveringen betreffende de vervanging van de motor van de ventilatiegroep van het auditorium van W·Hall Cultureel en Congrescentrum in de loop van het jaar 2017, zowel op het gebied van keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en vastlegging en begrotingsinschrijving van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.04.2017 genomen in toepassing van artikels 234 alinea 1, 236 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en waarbij besloten wordt, als gunningswijze van de opdracht nr. 2017.134/A//2017.E091.01/BAT.AR-RA van het dienstjaar 2017 van dringende en onvoorzienbare leveringen betreffende de vervanging van de motor van de ventilatiegroep van het auditorium van W.Hall Cultureel en Congrescentrum, de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te kiezen in toepassing van artikel 26, § 1, 1°, a) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd ,

BESLUIT :

1. in te stemmen met de uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd wegens hoogdringendheid door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 13.04.2017 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk een uitgave van 889,95 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 1.076,84 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavekrediet van een bedrag van 1.077,00 EUR op het artikel 7620/724-60 (werk 091) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet van een bedrag van 1.077,00 EUR op het artikel 7620/995-51 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 over te gaan en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de volgende begrotingswijziging van het dienstjaar 2017 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers . 27 positieve stemmen.

27.06.2017/A/0033 **CC - Voirie - Asphaltage et réparations localisées de revêtement hydrocarboné - Diverses voiries - Programme 2017 - Marché de travaux - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Financement - Exercice 2017**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 alinéa 1 ,

Vu la loi du 15 06 2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 2, 1°, d) ;

Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés

publics dans les secteurs classiques, notamment l'article 2, §1, 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à des travaux d'asphaltage et de réparations localisées de revêtement hydrocarboné sur diverses voiries communales au cours de l'année 2017 ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2017.061/A//2017.E016.01/VOIRIE BS-CE, le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif et le devis estimatif d'un montant de 324.330,00 EUR, hors T.V.A., soit 392 439,30 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4210/735-60//080 (travail 016) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 ;

DECIDE dans le cadre du marché n° 2017.061/A//2017.E016.01/VOIRIE.BS-CE de l'exercice 2017 relatif à des travaux d'asphaltage et de réparations localisées de revêtement hydrocarboné sur diverses voiries communales au cours de l'année 2017 :

1. de choisir, comme mode de passation, la procédure négociée directe avec publicité en application de l'article 26, § 2, 1°, d) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif et le devis estimatif d'un montant de 324.330,00 EUR, hors T.V.A., soit 392.439,30 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

27 votants : 27 votes positifs.

GR - Wegen - Asfaltering en plaatselijke herstellingen van asfaltverhardingen - Diverse wegen - Programma 2017 - Opdracht voor werken - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Financiering - Dienstjaar 2017

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 alinea 1 en 234 alinea 1 ;

Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, met name het artikel 26, § 2, 1°, d) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07 2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, met name het artikel 2, §1, 3° ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot werken van asfaltering en plaatselijke herstellingen van asfaltverhardingen op diverse gemeentewegen in de loop van het jaar 2017 ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2017.061/A//2017.01.E016/VOIRIE BS-CE , op het bestek, de samenvattende opmeting en de raming ten bedrage van 324.330,00 EUR, zonder B.T.W., hetzij 392.439,30 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het artikel 4210/735-60/080 (werk 016) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 ;

BESLUIT :

1. als gunningswijze van de opdracht nr 2017.061/A//2017.01.E016/VOIRIE.BS-CE van het dienstjaar 2017 betreffende werken van asfaltering en plaatselijke herstellingen van asfaltverhardingen op diverse gemeentewegen in de loop van het jaar 2017, de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking te kiezen, in toepassing van het artikel 26, § 2, 1°, d) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd ,
2. in het kader van deze opdracht, het bestek, de samenvattende opmeting en de raming goed te keuren, raming ten bedrage van 324.330,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 392.439,30 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BRF-F.060.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

27.06.2017/A/0034 **CC - Voirie - Rénovation des trottoirs - Hôtel communal - Marché de travaux - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Financement - Exercice 2017**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 alinéa 1 ;

Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 2, 1°, d) ,

Vu l'arrêté royal du 15.07 2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment l'article 2, § 1, 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la rénovation des trottoirs de l'hôtel communal au cours de l'année 2017 ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2017.152/A//2017.E097.01/VOIRIE.DVO-XV, le cahier spécial des charges, les plans, le métré et le devis estimatif d'un montant de 320.201,00 EUR, hors T.V.A., soit 387.443,21 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4210/731-60 (travail 097) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017-MB 02 ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2017.152/A//2017 E097 01/VOIRIE DVO-XV de l'exercice 2017 relatif à la rénovation des trottoirs de l'hôtel communal au cours de

l'année 2017, sous réserve d'approbation par l'autorité de tutelle des crédits nécessaires inscrits à cet effet à l'article 4210/731-60 (travail 097) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017-MB.02 .

1. de choisir, comme mode de passation, la procédure négociée directe avec publicité en application de l'article 26, § 2, 1°, d) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, les plans, le métré et le devis estimatif d'un montant de 320.201,00 EUR, hors T.V.A., soit 387.443,21 EUR, T.V.A de 21 % comprise ;
3. de financer la dépense au moyen d'un emprunt à conclure auprès d'un organisme financier.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

GR - Wegen - Vernieuwing van de trottoirs - Gemeentehuis - Opdracht voor werken - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Financiering - Dienstjaar 2017

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1 en 234 alinea 1 ;

Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 2, 1°, d) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, met name artikel 2, § 1, 3°; Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de vernieuwing van de trottoirs van het gemeentehuis in de loop van het jaar 2017 ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2017.152/A//2017.E097 01/VOIRIE.DVO-XV, op het bestek, de plannen, de opmeting en de raming ten bedrage van 320.201,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 387.443,21 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op artikel 4210/731-60 (werk 097) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017-MB.02 ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2017 152/A//2017 E097.01/VOIRIE DVO-XV van het dienstjaar 2017 betreffende de vernieuwing van de trottoirs van het gemeentehuis in de loop van het jaar 2017, onder voorbehoud van de goedkeuring door de toezichthoudende overheid van de nodige kredieten daartoe ingeschreven op artikel 4210/731-60 (werk 097) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017-MB.02 :

- 1 als gunningswijze de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met

- bekendmaking te kiezen in toepassing van het artikel 26, § 2, 1°, d) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd ,
2. het bestek, de plannen, de opmeting en de raming goed te keuren, raming ten bedrage van 320.201,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 387.443,21 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
 3. de uitgave te financieren door middel van een lening aan te gaan bij een financiële instelling.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

27.06.2017/A/0035 **CC - Diverses voiries communales - Rénovation des trottoirs - Programme triennal d'investissement 2016-2018 - Procès-verbal du comité d'accompagnement - Prise d'acte - Marché de travaux - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Financement - Exercice 2017**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 alinéa 1 ;

Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 2, 1°, d) ;

Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment l'article 2, § 1, 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ,

Vu l'ordonnance du 16.07.1998 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée, relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Vu la lettre du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30.05.2016 approuvant la répartition entre les communes de la dotation triennale d'investissement pour le triennat d'investissement 2016-2018, conformément au prescrit de l'ordonnance du 16.07.1998 susmentionnée ;

Considérant que la dotation allouée à la commune de Woluwe-Saint-Pierre s'élève à 165.351,00 EUR pour le triennat 2016-2018 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20.12.2016 décidant dans le cadre du programme triennal d'investissement 2016-2018 de la Région de Bruxelles-Capitale et de la dotation y relative de retenir, comme projets présentés à la subsidiation, les travaux de voirie (trottoirs et asphaltage) rue Mareyde et avenue Montgolfier ;

Vu le procès-verbal de la réunion du comité d'accompagnement entre Bruxelles Pouvoirs Locaux et les services de la commune de Woluwe-Saint-Pierre en date du 03.02 2017 ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de modifier les projets présentés à la subsidiation et de retenir les travaux de trottoirs avenue des Obstacles, avenue des Alézans, square du Manège et Corniche Verte ;

Vu les documents A et B exigés dans le cadre des programmes triennaux

d'investissement de la Région de Bruxelles-Capitale et reprenant la répartition de la dotation ,

Considérant qu'il est prévu de procéder à la rénovation des trottoirs dans diverses voiries communales au cours de l'année 2017 ; qu'il parait désigné de rénover notamment les trottoirs avenue des Obstacles, avenue des Alézans, square du Manège et Corniche Verte ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2017.054/A//2017.E014.01/VOIRIE.DVO-CR, le cahier spécial des charges, le métré et le devis estimatif d'un montant de 399.590,00 EUR, hors T.V.A., soit 483.503,90 EUR, T.V A. de 21 % comprise ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4210/731-60//080 (travail 014) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 ;

PREND ACTE, en application de l'ordonnance du 16.07.1998 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée, relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, du procès-verbal de la réunion du comité d'accompagnement entre Bruxelles Pouvoirs Locaux et les services de la commune de Woluwe-Saint-Pierre en date du 03.02.2017 ;

DECIDE .

1. de modifier les projets présentés à la subsidiation et de retenir les travaux de trottoirs avenue des Obstacles, avenue des Alézans, square du Manège et Corniche Verte ;
2. en application de l'ordonnance du 16.07.1998 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée, relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, d'approuver les documents A et B tels qu'annexés à la présente et reprenant la répartition de la dotation ;
3. de choisir, comme mode de passation du marché n° 2017.054/A//2017.E014.01/VOIRIE.DVO-CR de l'exercice 2017 relatif à la rénovation des trottoirs dans diverses voiries communales au cours de l'année 2017, la procédure négociée directe avec publicité en application de l'article 26, § 2, 1°, d) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée ;
4. d'approuver, dans le cadre dudit marché, le cahier spécial des charges, le métré et le devis estimatif d'un montant de 399.590,00 EUR, hors T.V.A., soit 483.503,90 EUR, T V.A. de 21 % comprise ;
5. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060 et au moyen de subsides à obtenir auprès de Bruxelles Pouvoirs Locaux dans le cadre du programme triennal d'investissement 2016-2018.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

GR - Diverse gemeentewegen - Vernieuwing van de trottoirs - Driejarig investeringsprogramma voor de periode 2016-2018 - Proces-verbaal van het begeleidingscomité - Akteneming - Opdracht voor werken - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Financiering - Dienstjaar 2017

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1 en 234 alinea 1 ;

Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 2, 1^o, d) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, met name artikel 2, § 1, 3^o ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de ordonnantie van 16.07.1998 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, zoals gewijzigd, betreffende de toekenning van subsidies bestemd om investeringen van openbaar nut aan te moedigen ;

Gelet op de brief van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30.05.2016, waarbij de verdeling over de gemeenten van de driejarige investeringsdotatie voor de investeringsperiode 2016-2018, in overeenstemming met de bovenvermelde ordonnantie, vastgelegd wordt ;

Overwegende dat de aan de gemeente Sint-Pieters-Woluwe toegekende dotatie, voor de driejarige periode 2016-2018, 165.351,00 EUR bedraagt ;

Gelet op de beraadslaging van het Gemeenteraad van 20.12.2016 waarbij besloten wordt in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2016-2018 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de daaraan gelinkte dotatie, als projecten die in aanmerking komen om voorgesteld te worden voor subsidiëring, de wegenwerken (voetpaden en asfaltering) in de Mareydestraat en de Montgolfierlaan te weerhouden ;

Gelet op het proces-verbaal van het begeleidingscomité tussen Brussel Plaatselijke Besturen en de diensten van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe van 03.02.2017 ;

Overwegende dat het noodzakelijk is de projecten die voorgesteld worden voor subsidiëring te wijzigen en de vernieuwing van de trottoirs van de Hindernislaan, de Vossenlaan, Rijschoolplein en Groene Corniche te weerhouden ,

Gelet op de documenten A en B vereist in het kader van het driejarig investeringsprogramma van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en waarbij de verdeling van de dotatie wordt hernomen ;

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de vernieuwing van de trottoirs van diverse gemeentewegen in de loop van het jaar 2017 , dat het aangewezen lijkt de trottoirs van de Hindernislaan, de Vossenlaan, Rijschoolplein en Groene Corniche te vernieuwen ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2017.054/A//2017 E014.01/VOIRIE.DVO-CR, op het bestek, de opmeting en de raming ten bedrage van 399.590,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 483.503,90 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op artikel 4210/731-60 (werk 014) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 ,

NEEMT AKTE, ter uitvoering van de ordonnantie van 16.07.1998 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, zoals gewijzigd, van de toekenning van subsidies bestemd

om investeringen van openbaar nut aan te moedigen, van het proces-verbaal van het begeleidingscomité tussen Brussel Plaatselijke Besturen en de diensten van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe van 03.02.2017 ;

BESLUIT .

1. de projecten die voorgesteld worden voor subsidiering te wijzigen en de vernieuwing van de trottoirs van de Hindernislaan, de Vossenlaan, Rijschoolplein en Groene Corniche te weerhouden ;
2. ter uitvoering van de ordonnantie van 16.07.1998 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, zoals gewijzigd, betreffende de toekenning van subsidies bestemd om investeringen van openbaar nut aan te moedigen, de hierbijgevoegde documenten A en B, waarbij de verdeling van de dotatie wordt hernomen, goed te keuren ;
3. als gunningswijze van de opdracht nr. 2017.054/A/2017.E014.01/VOIRIE.DVO-CR van het dienstjaar 2017 betreffende vernieuwing van de trottoirs van diverse gemeentewegen in de loop van het jaar 2017, de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking te kiezen in toepassing van het artikel 26, § 2, 1°, d) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd ,
4. in het kader van deze opdracht, het bestek, de opmeting en de raming goed te keuren, raming ten bedrage van 399.590,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 483.503,90 EUR, B T.W. van 21 % inbegrepen ;
5. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BRF-F.060 en door middel van subsidies te verkrijgen bij Brussel Plaatselijke Besturen in het kader van het driejarig investeringsprogramma voor de periode 2016-2018.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

27.06 2017/A/0036 **CC - Parcs et plantations - Plantation d'arbres d'alignement - Marché de travaux - Application de l'article 234 alinéa 1 de la nouvelle loi communale - Procédure négociée directe avec publicité - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Financement - Exercice 2017**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 alinéa 1 ;

Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 2, 1°, d) ;

Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment l'article 2, § 1, 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de pourvoir à la plantation d'arbres d'alignement dans les parcs et plantations au cours de l'année 2017 ,

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2017.097/A//2017.E059/ESP.VERT.AR-MD, le cahier spécial des charges, le métré et le devis estimatif d'un montant de 223.139,00 EUR, hors T.V.A., soit 269.998,19 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 7660/725-60//093 (travail 59) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 ,
DECIDE, dans le cadre du marché n° 2017.097/A//2017.E059/ESP.VERT.AR-MD de l'exercice 2017 relatif à la plantation d'arbres d'alignement dans les parcs et plantations au cours de l'année 2017 .

1. de choisir, comme mode de passation, la procédure négociée directe avec publicité en application de l'article 26, § 2, 1°, d) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, le métré et le devis estimatif d'un montant de 223.139,00 EUR, hors T.V.A., soit 269.998,19 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
3. de financer la dépense au moyen d'un emprunt à conclure auprès d'un organisme financier.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

GR - Parken en plantsoenen - Beplanting van rooilijnbomen - Opdracht voor werken - Toepassing van artikel 234 alinéa 1 van de nieuwe gemeentewet - Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Financiering - Dienstjaar 2017

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1 en 234 alinea 1 ;

Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 2, 1°, d) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, met name artikel 2, § 1, 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de beplanting van rooilijnbomen in de parken en plantsoenen in de loop van het jaar 2017 ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2017.097/A//2017.E059/ESP.VERT.AR-MD, op het bestek, de opmeting en de raming ten bedrage van 223.139,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 269.998,19 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het artikel 7660/725-60//093 (werk 059) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2017.097/A//2017.E059/ESP.VERT.ARM-D van het dienstjaar 2017 betreffende de beplanting van rooilijnbomen in de parken en plantsoenen, in de loop van het jaar 2017 ·

1. als gunningswijze, de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking te kiezen in toepassing van het artikel 26, § 2, 1°, d) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd ;
2. het bestek, de opmeting en de raming goed te keuren, raming ten bedrage van 223.139,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 269.998,19 EUR, B.T.W. van 21 % mbegrepen ,
3. de uitgave te financieren door middel van een lening aan te gaan bij een financiële instelling.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Secrétariat - Secretariaat

27.06.2017/A/0037 **CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publicité - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Financement - Exercice 2016**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 alinéa 3 ,

Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1, 1°, a) ;

Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix du mode de passation et fixation des conditions des marchés passés par voie de procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1°, a) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, en raison d'un devis estimatif inférieur ou égal à 85 000,00 EUR, hors T.V.A.;

PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix du mode de passation et fixation des conditions du marché défini ci-après et passé par voie de procédure négociée sans

publicité en application de l'article 26, § 1, 1^o, a) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, en raison d'un devis estimatif inférieur ou égal à 85.000,00 EUR, hors T.V.A ;

DECIDE de financer les dépenses relatives auxdits marchés soit au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires, soit au moyen d'emprunts à conclure auprès d'un organisme financier, soit au moyen de subsides à percevoir du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ou autres.

Le Conseil prend connaissance et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

GR - Opdrachten van werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Financiering - Dienstjaar 2016

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 alinea 3 ;

Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 1, 1^o, a) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen aan de Gemeenteraad ter informatie voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet en houdende keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdrachten toegekend via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 26, § 1, 1^o, a) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, omwille van een raming kleiner dan of gelijk aan 85.000,00 EUR, B.T.W. exclusief ;

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van het artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet en houdende keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de hierna bepaalde opdracht, toegekend via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 26, § 1, 1^o, a) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, omwille van een raming kleiner dan of gelijk aan 85.000,00 EUR, B.T.W. exclusief ;

BESLUIT de uitgaven van de desbetreffende opdrachten te financieren hetzij door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen, hetzij door middel van leningen aan te gaan bij een financiële instelling, hetzij door middel van subsidies te verkrijgen bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of andere.

De Raad neemt kennis en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Cellule technique et administrative Voirie - Technische en administratieve cel Wegennet

27.06.2017/A/0038 **CC - Voirie - Réaménagement de l'avenue des Traquets - Marché de travaux - Procédure négociée directe avec publicité - Financement - Convention avec la commune d'Auderghem - Approbation**

LE CONSEIL,

Considérant que les communes de Woluwe-Saint-Pierre et d'Auderghem souhaitent réaménager l'avenue des Traquets, située sur le territoire des deux communes, entre l'avenue des Bergeronnettes (sur la commune de Woluwe-Saint-Pierre), l'avenue des Linottes (sur la commune d'Auderghem) et l'avenue de l'Albatros (sur la commune de Woluwe-Saint-Pierre) ;

Considérant que les deux communes précitées sont amenées à collaborer pour réaliser les travaux ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23.05.2017 décidant, dans le cadre du marché n° 2017.119/A//2017.E015.01/VOIRIE.OL-XV de l'exercice 2017 relatif au réaménagement de l'avenue des Traquets sur le territoire des communes d'Auderghem et de Woluwe-Saint-Pierre au cours de l'année 2017 :

1. de choisir, comme mode de passation, la procédure négociée directe avec publicité en application de l'article 26, § 2, 1°, d) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, le métré et le devis estimatif d'un montant de 597.712,50 EUR, hors T.V.A., soit 723.232,13 EUR, T.V A. de 21 % comprise ;
3. de financer la dépense à raison de 400.000 EUR au moyen d'un emprunt à conclure par la commune de Woluwe-Saint-Pierre auprès d'un organisme financier et à raison de 400.000,00 EUR au moyen d'un dédommagement en capital à verser par la commune d'Auderghem ;
4. de soumettre l'attribution du présent marché à la signature d'une convention entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la commune d'Auderghem relativement à la désignation de la commune de Woluwe-Saint-Pierre comme maître d'ouvrage et au versement d'un dédommagement en capital d'un montant de 400.000,00 EUR par la commune d'Auderghem à la commune de Woluwe-Saint-Pierre ,

Considérant que conformément à la délibération du 23.05.2017 susmentionnée, il convient d'établir une convention entre les communes de Woluwe-Saint-Pierre et d'Auderghem qui fixe les modalités de collaboration et de financement en vue de la réalisation des travaux d'aménagement de l'avenue des Traquets ,

Considérant que ladite convention doit stipuler, d'une part, que la commune d'Auderghem désigne la commune de Woluwe-Saint-Pierre comme maître d'ouvrage et lui confie la mission de pouvoir adjudicateur dans le cadre des travaux de réaménagement de l'avenue des Traquets et, d'autre part, que les travaux précités seront financés pour moitié par chacune des communes de Woluwe-Saint-Pierre et d'Auderghem, à charge pour la commune d'Auderghem de verser sur le compte de la commune de Woluwe-Saint-Pierre la moitié du montant de chaque facture acquittée par la commune de Woluwe-Saint-Pierre au fur et à mesure de leur paiement ;

DECIDE :

1. de conclure avec la commune d'Auderghem une convention qui fixe les modalités de collaboration et de financement entre les communes de Woluwe-Saint-Pierre et d'Auderghem en vue de la réalisation du marché n° 2017.119/A//2017.E015.01/VOIRIE.OL-XV de l'exercice 2017 relatif au réaménagement de l'avenue des Traquets sur le territoire des communes d'Auderghem et de Woluwe-Saint-Pierre au cours de l'année 2017 ;
2. d'approuver à cet effet la convention ci-annexée ;
3. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Urbanisme - Stedenbouw

27.06.2017/A/0039 CC - Urbanisme - Modification de la dénomination d'une voie publique - Rue de la Station en Rue de la Station de Woluwe - Approbation

LE CONSEIL,

Vu la demande formulée par des habitants de la rue de la Station du n° 111 au n° 155 à Woluwe-Saint-Pierre, sollicitant la modification de la dénomination de la voirie en rue de la Station de Woluwe ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11.09.2012 proposant la modification de la dénomination de la rue de la Station en rue de la Station de Woluwe ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 27.09.2012 décidant :

1. de soumettre pour avis à la Commission Royale de Toponymie et de Dialectologie, le changement de nom de la voirie rue de la Station pour la partie localisée à Woluwe-Saint-Pierre entre les n°s 111 et 155 en rue de la Station de Woluwe ;
2. de proposer le changement du nom en version francophone : rue de la Station en rue de la Station de Woluwe et en version néerlandophone : Stationsstraat in Stationsstraat van Woluwe ;
- 3 de consulter pour avis les riverains de cette voie publique ,

Vu l'avis favorable pour la version francophone de la Commission Royale de

Toponymie et de Dialectologie daté du 14.11.2012 ;

Vu l'avis favorable pour la version néerlandophone de la Koninklijke Commissie voor Toponymie en Dialectologie daté du 09.11.2012 ;

Considérant que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité du 02.05.2017 au 02.06.2017 et qu'aucune réclamation n'a été introduite;

Vu le courrier recommandé adressé le 26.04.2017 aux riverains de cette voie publique et qui n'a pas suscité de réaction ;

DECIDE de dénommer la voie publique "RUE DE LA STATION/STATIONSTRAAT" en "RUE DE LA STATION DE WOLUWE/STATIONSSTRAAT VAN WOLUWE"

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

GR - Stedenbouw - Wijziging van de benaming van een openbare weg - Stationstraat in Stationsstraat van Woluwe - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de vraag vanwege de bewoners van de Stationstraat nr 111 tot nr 155 te Sint-Pieters-Woluwe om de benaming van de openbare weg te wijzigen in Stationsstraat van Woluwe ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 11.09.2012 die de wijziging van de straatbenaming voorstelt van Stationstraat tot Stationsstraat van Woluwe ,

Gelet op de beraadslaging van de Raad van 27.09.2012 waarbij besloten werd :

1. de wijziging van de benaming van de Stationstraat, voor het weggedeelte gelegen op Sint-Pieters-Woluwe tussen nrs 111 en 155, in Stationsstraat van Woluwe, voor advies voor te leggen aan de Koninklijke Commissie voor Toponymie en Dialectologie ;
2. de wijziging voor te stellen van de huidige benaming, in het Frans : rue de la Station in rue de la Station de Woluwe en in het Nederlands : Stationstraat in Stationsstraat van Woluwe ,
3. de betrokken bewoners van deze openbare weg te raadplegen ;

Gelet op het positief advies voor de benaming in het Nederlands van de Koninklijke Commissie voor Toponymie en Dialectologie van 09.11.2012 ;

Gelet op het positief advies voor de benaming in het Frans van de Commission Royale de Toponymie et de Dialectologie van 14.11.2012 ;

Overwegende dat de aanvraag onderworpen werd aan de speciale regelen van openbaarmaking van 02.05.2017 tot 02.06.2017 en dat geen bezwaarschrift werd ingediend ;

Gelet op de aangetekende brief toegestuurd aan de betrokken bewoners van deze openbare weg en waarop niet gereageerd werd ;

BESLUIT de benaming van de openbare weg « STATIONSTRAAT/RUE DE LA STATION » in « STATIONSSTRAAT VAN WOLUWE/RUE DE LA STATION DE WOLUWE » te wijzigen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Service juridique - Juridische dienst

27.06 2017/A/0040 **CC - Cité de l'Amitié - Espace vert avec installations sportives et récréatives ouvertes au public - Convention de mise à disposition entre la commune et la S.C.R.L. EN BORD DE SOIGNES - Conclusion et approbation**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 232 ;

Considérant que la S.C.R.L. EN BORD DE SOIGNES, avenue Herrmann-Debroux 15 A, 1160 Bruxelles, B.C.E. 0401.967 406, est propriétaire d'une parcelle de terrain sise rue de la Limite, 1150 Bruxelles, cadastrée sous le numéro 21 683 D19 N000, et d'une parcelle de terrain sise avenue Vander Biest, 1150 Bruxelles, cadastrée sous le numéro 21 683 D19 L000, toutes deux situées sur le site de la Cité de l'Amitié ;

Considérant que la commune occupe déjà, à l'heure actuelle, une partie de ces deux parcelles de terrain pour y avoir placé, à ses frais, un terrain multisports, des éléments de parcours santé, des jeux ainsi que du mobilier urbain (poubelles, bancs, etc.) ;

Considérant qu'à l'initiative de la commune, un réaménagement complet du terrain multisports existant ainsi qu'un renouvellement de 8 stations du parcours santé par des éléments de gymnastique urbaine sont en cours de réalisation ,

Considérant qu'il convient de formaliser, dans le cadre d'une convention et d'un plan, les conditions de mise à disposition de la commune, à titre gratuit, par la S.C.R.L. EN BORD DE SOIGNES d'une partie de la parcelle de terrain sise rue de la Limite, 1150 Bruxelles, cadastrée sous le numéro 21 683 D 19 N000, et d'une partie de la parcelle de terrain sise avenue Vander Biest, 1150 Bruxelles, cadastrée sous le numéro 21 683 D 19 L 000, toutes deux situées sur le site de la Cité de l'Amitié et affectées à un espace vert, avec installations sportives et récréatives ouvertes au public ;

Vu le projet de convention et de plan ci-annexé ;

DECIDE :

- 1 de conclure entre la commune et la S.C.R.L. EN BORD DE SOIGNES, avenue Herrmann-Debroux 15 A, 1160 Bruxelles, B.C.E. 0401.967.406 une convention de mise à disposition de la commune, à titre gratuit, d'une partie de la parcelle de terrain sise rue de la Limite, 1150 Bruxelles, cadastrée sous le numéro 21 683 D19 N000, et d'une partie de la parcelle de terrain sise avenue Vander Biest, 1150 Bruxelles, cadastrée sous le numéro 21 683 D19 L000, toutes deux situées sur le site de la Cité de l'Amitié, telles que reprises à l'intérieur du pourtour rouge sur le plan ci-annexé, lesquelles sont affectées à un espace vert, avec installations sportives et récréatives ouvertes au public ,
2. d'approuver la convention de mise à disposition et le plan ci-annexés.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

27.06.2017/A/0041 **CC - Propriétés communales - Auberge des Maieurs - Concession d'exploitation - Organisation - Conditions - Approbation - Exercices 2017 et suivants**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 232 ;

Considérant que la commune est propriétaire de l'Auberge des Maieurs située Parvis Saint-Pierre 1, 1150 Bruxelles, bâtiment classé datant de 1748 ;

Considérant que la commune a acquis l'Auberge des Maieurs pour cause d'utilité publique en vue de permettre un aménagement rationnel des lieux et de sauvegarder celle-ci ;

Considérant que l'Auberge des Maieurs a été victime d'un incendie en 2009 et que d'importants travaux de rénovation du bâtiment et de ses abords ont été réalisés ;

Considérant que les travaux de rénovation du bâtiment devraient, en principe, être achevés au cours du dernier trimestre 2017 ;

Considérant que la commune souhaite concéder à un tiers l'exploitation de l'Auberge des Maieurs, à savoir l'exploitation :

- d'un espace affecté à l'horeca, ci-après dénommé "l'espace horeca" ;
- d'un espace polyvalent pouvant accueillir tous types de projets, dans le respect des prescriptions urbanistiques, ci-après dénommé "la grange", le concessionnaire ayant la possibilité de sous-concéder tout ou partie de l'exploitation de la grange à un sous-concessionnaire moyennant accord exprès, préalable et écrit du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant que les dispositions légales relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services ne sont pas d'application dès lors qu'il s'agit d'une concession de services et non pas d'un marché public ,

Considérant qu'en vertu des principes généraux de droit administratif, même si les concessions de services publics ne sont pas des marchés publics, la commune est néanmoins tenue de respecter les principes d'égalité, de publicité et de transparence et d'organiser par conséquent une procédure de mise en concurrence entre les différents concessionnaires qui seraient intéressés par l'exploitation de l'Auberge des Maieurs ;

Considérant que la commune souhaite que la procédure de mise en concurrence soit organisée et la concession octroyée selon les modalités et conditions reprises dans l'appel à projets en vue de l'exploitation de l'Auberge des Maieurs et dans la convention d'exploitation de l'Auberge des Maieurs, y annexée ;

Vu l'appel à projets en vue de l'exploitation de l'Auberge des Maieurs ci-annexé ;

Vu la convention d'exploitation de l'Auberge des Maieurs ci-annexée ,

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

1. de concéder à un tiers, pour les exercices 2017 et suivants, l'exploitation de l'Auberge des Maieurs, située Parvis Saint-Pierre 1, 1150 Bruxelles, à savoir

l'exploitation :

- d'un espace affecté à l'horeca, ci-après dénommé "l'espace horeca" ,
- d'un espace polyvalent pouvant accueillir tous types de projets, dans le respect des prescriptions urbanistiques, ci-après dénommé "la grange", le concessionnaire ayant la possibilité de sous-concéder tout ou partie de l'exploitation de la grange à un sous-concessionnaire moyennant accord exprès, préalable et écrit du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

par sa mise en concession selon les modalités et conditions reprises dans l'appel à projets en vue de l'exploitation de l'Auberge des Maieurs et dans la convention d'exploitation de l'Auberge des Maieurs, documents ci-annexés ;

2. d'adopter l'appel à projets en vue de l'exploitation de l'Auberge des Maieurs et la convention d'exploitation de l'Auberge des Maieurs y annexée, documents ci-annexés ;
3. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de diligenter la procédure de mise en concurrence relative à la concession d'exploitation, de désigner le concessionnaire sur base des modalités et conditions reprises dans ledit appel à projets et dans ladite convention et de conclure, avec le concessionnaire qui sera désigné, la convention d'exploitation de l'Auberge des Maieurs.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 19 votes positifs, 8 abstentions.

Abstentions · Jean-Claude Laes, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw.

GR - Gemeente-eigendommen - "Auberge des Maieurs" - Exploitatieconcessie - Organisatie - Voorwaarden - Goedkeuring - Dienstjaren 2017 en volgende

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 232 ;

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van het beschermd gebouw van 1748, "Auberge des Maieurs", gelegen Sint-Pietersplein 1, 1150 Brussel ;

Overwegende dat de gemeente de "Auberge des Maieurs" ten algemenen nutte gekocht heeft om een rationele inrichting van de site mogelijk te maken en om het patrimonium "Auberge des Maieurs" te beschermen ;

Overwegende dat de « Auberge des Maieurs » in 2009 door een brand werd getroffen en dat aanzienlijke renovatiewerken van het gebouw en van de omgeving uitgevoerd werden ;

Overwegende dat de renovatiewerken van het gebouw in principe zouden moeten voltooid zijn in de loop van het laatste kwartaal van 2017 ;

Overwegende dat de gemeente de uitbating van de "Auberge des Maieurs" aan een derde wenst over te dragen, de uitbating van :

- een ruimte toegewezen aan de horeca, hierna genoemd "l'espace horeca";

- een polyvalente ruimte die, in overeenstemming met de bouwvoorschriften, alle soorten van projecten kan ontvangen, hierna genoemd "la grange", de concessiehouder zal de mogelijkheid hebben de uitbating van de "la grange" geheel of gedeeltelijk in onderconcessie te geven mits voorafgaande uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Overwegende dat de wettelijke bepalingen betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten niet van toepassing zijn aangezien het om een concessie voor diensten gaat en niet om een overheidsopdracht ;

Overwegende dat krachtens de algemene principes van administratief recht, zelfs indien de concessies voor openbare diensten geen overheidsopdrachten zijn, de gemeente evenwel gehouden is de principes van gelijkheid, bekendmaking en transparantie te eerbiedigen en bijgevolg een mededingingsprocedure te organiseren tussen de verschillende uitbaters die zouden geïnteresseerd zijn in de uitbating van de "Auberge des Maieurs" ;

Overwegende dat de gemeente wenst dat een mededingingsprocedure georganiseerd wordt en dat een concessie verleend wordt volgens de modaliteiten en de voorwaarden van de oproep tot indiening van projecten voor de uitbating van de "Auberge des Maieurs" en de hierbijgevoegde exploitatieovereenkomst van de "Auberge des Maieurs" ;

Gelet op de hierbijgevoegde oproep tot indiening van projecten voor de uitbating van de "Auberge des Maieurs" ;

Gelet op de hierbijgevoegde exploitatieovereenkomst van de "Auberge des Maieurs" ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

1. de uitbating van de "Auberge des Maieurs", gelegen Sint-Pietersplein 1, 1150 Brussel, voor de dienstjaren 2017 en volgende, aan een derde over te dragen volgens de modaliteiten en de voorwaarden van de oproep tot indiening van projecten voor de uitbating van de "Auberge des Maieurs" en van de exploitatieovereenkomst van de "Auberge des Maieurs", de uitbating van :
 - een ruimte toegewezen aan de horeca, hierna genoemd "l'espace horeca";
 - een polyvalente ruimte die, in overeenstemming met de bouwvoorschriften, alle soorten van projecten kan ontvangen, hierna genoemd "la grange", de concessiehouder zal de mogelijkheid hebben de uitbating van de "la grange" geheel of gedeeltelijk in onderconcessie te geven mits voorafgaande uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen ;
2. de volgende hierbijgevoegde documenten, de oproep tot indiening van projecten voor de uitbating van de "Auberge des Maieurs" en de exploitatieovereenkomst van de "Auberge des Maieurs", goed te keuren ;
3. het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten de mededingingsprocedure betreffende de exploitatieconcessie op te volgen, de concessiehouder aan te duiden op basis van de modaliteiten en de

voorwaarden opgenomen in voornoemde oproep tot indiening van projecten en in voornoemde overeenkomst en een exploitatieovereenkomst af te sluiten met de concessiehouder die zal aangeduid worden om de "Auberge des Maieurs" uit te baten

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed

27 stemmers : 19 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

Onthoudingen : Jean-Claude Laes, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw.

27.06.2017/A/0042 **CC - Propriétés communales - Hôtel communal - Délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.06.2017 autorisant l'occupation temporaire dans le cadre du tournage d'un long-métrage - Période du samedi 10.06.2017 au lundi 12.06.2017 - Convention d'occupation temporaire - Ratification**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Considérant que la commune est propriétaire de l'Hôtel communal sis avenue Charles Thielemans 93, 1150 Woluwe-Saint-Pierre ;

Vu la demande d'autorisation de tournage de plusieurs scènes à l'intérieur et à l'extérieur de l'hôtel communal introduite par la S.P.R.L. VERSUS PRODUCTION, rue des Brasseurs 8, 4000 Liège, B.C.E. 0465.817 754, dans le cadre de la réalisation du long-métrage "Duelles" d'Olivier MASSET DEPASSE ,

Considérant que l'hôtel communal de Woluwe-Saint-Pierre correspond à l'identité visuelle du film en cours de réalisation ;

Considérant la nécessité de faciliter et d'accompagner la demande de tournage d'un jeune réalisateur belge prometteur ;

Considérant que le tournage était prévu le lundi 12.06.2017 avec interventions préparatoires de l'équipe Déco le samedi 10.06.2017 et le dimanche 11.06.2017 ;

Considérant que le tournage nécessite une occupation particulière de l'extérieur et d'une partie de l'intérieur de l'hôtel communal ;

Considérant que ces occupations n'empêchent pas la continuité du service public ;

Considérant le court délai entre la demande de tournage et le jour du tournage ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.06.2017 autorisant l'occupation temporaire d'une partie de l'hôtel communal par la S.P.R.L. VERSUS PRODUCTION, rue des Brasseurs 8, 4000 Liège, B.C.E. 0465.817 754, et ce, dans le cadre du tournage du long-métrage "Duelles" d'Olivier MASSET DEPASSE, du 10.06.2017 à 15:00 au 12.06.17 à 24:00 dans le cadre de la convention d'occupation temporaire ci-annexée ;

Vu la convention d'occupation temporaire ci-annexée ;

DECIDE de ratifier la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.06 2017 autorisant l'occupation temporaire d'une partie de l'hôtel communal par la S.P.R.L. VERSUS PRODUCTION, rue des Brasseurs 8, 4000 Liège, B.C.E. 0465.817.754, et ce, dans le cadre du tournage du long-métrage "Duelles" d'Olivier

MASSET DEPASSE, du 10.06.2017 à 15:00 au 12.06.2017 à 24:00 dans le cadre de la convention d'occupation temporaire ci-annexée.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

Famille - Jeunesse - Seniors - Service social - Famille - Jeugd - Senioren - Sociale dienst

27.06.2017/A/0043 **CC - Politique de la Famille - Attribution de subsides - Modification - Exercice 2017**

LE CONSEIL,

Vu le budget de l'exercice 2017 ;

Vu le crédit inscrit à l'article de dépenses 8490/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2017 à raison de 29.634,04 EUR au bénéfice de l'A.S.B.L. CAP FAMILLE ;

Vu la proposition de M. Christophe DE BEUKELAER, président de l'A.S.B.L. CAP FAMILLE, de revoir l'attribution du subside de fonctionnement de l'exercice 2017 de ladite A.S.B.L. et de l'attribuer à d'autres associations nécessitant une aide financière afin de développer des projets pertinents à destination des familles ;

DECIDE de revoir l'attribution du crédit inscrit à l'article de dépenses 8490/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2017 à raison de 29.634,04 EUR et de le répartir comme suit :

- un crédit de 9.878,01 EUR en faveur de l'A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE, rue François Gay 74, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0878.696.175, afin de financer le projet "Fresques" ;
- un crédit de 4.939,01 EUR en faveur de l'A.S.B.L. TOUS ENSEMBLE AU SOLEIL, avenue des Mimosas 12, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0889.672.023, afin de financer ses activités dans le cadre du soutien scolaire ;
- un crédit de 4 939,01 EUR en faveur de l'A.S.B.L. EXTRA & ORDINARY PEOPLE, rue des Trois Tilleuls 57, 1170 Bruxelles, B.C.E. 0831.049 775, afin de financer l'organisation en novembre 2017 au W:HAIII de la séance délocalisée du TEFF 2017 ;
- un crédit de 9.878,01 EUR en faveur de l'A S.B.L. ARTOS, val des Epinettes 1A, 1150 Bruxelles, B.C.E 0630.622.338, afin de financer son projet de réintégration sociale 2017.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

GR - Familiebeleid - Toekenning van subsidies - Wijziging - Dienstjaar 2017

DE RAAD,

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2017 ,

Gelet op het krediet ingeschreven op het uitgavenartikel 8490/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 voor een bedrag van 29 634,04 EUR ten gunste van de V.Z.W. CAP FAMILIE ;

Gelet op het voorstel van Dhr. Christophe DE BEUKELAER, voorzitter van de V.Z.W. CAP FAMILIE, om de toekenning van de werkingstoelage van het dienstjaar 2017 van de V.Z.W. te herzien en om deze toe te kennen aan andere verenigingen die financiële hulp eisen om verscheidene projecten gebonden aan families te ontwikkelen ;

BESLUIT de toekenning van het krediet ingeschreven op het uitgavenartikel 8490/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 voor een bedrag van 29 634,04 EUR te herzien en het als volgt toe te wijzen :

- een krediet van 9.878,01 EUR ten gunste van de V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD, François Gaystraat 74, 1150 Brussel, K.B O 0878.696.175, om de project "Fresques" te financieren ;
- een krediet van 4.939,01 EUR ten gunste van de V Z W "TOUS ENSEMBLE AU SOLEIL", Mimosalaan 12, 1150 Brussel, K.B.O. 0889.672 023, om hun activiteiten in het kader van naschoolse opvang te financieren ;
- een krediet van 4.939,01 EUR ten gunste van de V.Z.W. EXTRA & ORDINARY PEOPLE, drie Lindenstraat 57, 1170 Brussel, K.B.O. 0831.049.775, om de organisatie in november 2017 in de W.HAlll van een gedelocaliseerde zitting van de TEFF 2017 te financieren ;
- een krediet van 9.878,01 EUR ten gunste van de V.Z.W. ARTOS, doordal 1A, 1150 Brussel, K.B.O. 0449.274.504, om haar project van sociale reïntegratie in 2017 te financieren

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Budget Comptabilité - Begroting Boekhouding

27.06.2017/A/0044 CC - Fabrique de l'Eglise Saint-Julien - Compte de l'exercice 2016

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07 2002 ;

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ;

Considérant que l'administration communale d'Auderghem fait parvenir pour avis le compte de l'exercice 2016 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Julien, arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 29.03.2017 ,

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend également sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que le compte de l'exercice 2016 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Julien est présenté avec un solde positif d'un montant de 7 946,97 EUR, sans intervention financière des communes concernées ;

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du compte de l'exercice 2016 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Julien dont la balance se présente comme suit :

<u>RECETTES</u> :	ordinaires	13.815,47	
	extraordinaires	<u>10.443,18</u>	24.258,65
<u>DEPENSES</u> :	ordinaires	15.017,38	
	extraordinaires	<u>1.294,30</u>	<u>16.311,68</u>
<u>SOLDE</u> :			+ 7.946,97

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération
27 votants : 27 votes positifs.

GR - Kerkfabriek Sint-Juliaan - Rekening van het dienstjaar 2016

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 12.1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18 07.2002 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de erediensten, gewijzigd door de wet van 10 03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Oudergem de rekening van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint-Juliaan voor advies overgemaakt heeft, door de Kerkraad vastgesteld op datum van 29.03.2017 ;

Overwegende dat deze parochie zich ook over het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe uitstrekt ;

Overwegende dat de rekening van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint-Juliaan met een batig saldo ten bedrage van 7.946,97 EUR voorgesteld wordt, zonder geldelijke tussenkomst van de betrokken gemeenten ;

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de rekening van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint-Juliaan die als volgt voorgesteld wordt :

<u>ONTVANGSTEN</u> :	gewone	13.815,47	
	buitengewone	<u>10.443,18</u>	24.258,65
<u>UITGAVEN</u> :	gewone	15.017,38	
	buitengewone	<u>1.294,30</u>	<u>16.311,68</u>
<u>SALDO</u> :			+ 7.946,97

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Taxes - Belastingen

27.06.2017/A/0045 **CC - Règlement relatif aux centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique - Exercice d'imposition 2018 - Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels communaux à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique**

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, notamment l'article 170, § 4 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23.12.2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, notamment l'article 13, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26.01.2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23.12.2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, notamment l'article 4/1 ;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels communaux à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2018, pour autant que la commune émette avant le 30.06.2017 le souhait de bénéficier de ce service ,

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE .

Article 1.-

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels communaux à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2018.

Article 2.-

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision à l'administration fiscale régionale conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26.01.2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23.12.2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

27 votants . 27 votes positifs.

GR - Reglement betreffende de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies - Aanslagjaar 2018 - Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies

DE RAAD,

Gelet op de Grondwet, met name artikel 170, § 4 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 23.12.2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, met name artikel 13, § 2 ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26.01.2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23.12.2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, met name artikel 4/1 ;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor het aanslagjaar 2018 in zoverre de gemeente vóór 30.06.2017 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Artikel 1.-

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor het aanslagjaar 2018.

Artikel 2.-

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26.01.2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23.12.2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Enseignement francophone - Enseignement néerlandophone - Franstalig onderwijs - Nederlandstalig onderwijs

27.06 2017/A/0046 **GR - Nederlandstalig basisonderwijs - Scholen van Mooi-Bos en Stokkel - Aansluiting bij een regionaal ondersteuningsnetwerk in het basisonderwijs vanaf het schooljaar 2017-2018 - Bekrachtiging van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15.06.2017**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke

bepalingen, met name artikel 117 ,

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25.02.1997 van de Vlaamse Gemeenschap betreffende de rechtspositie van het gesubsidieerd onderwijs, zoals tot op heden gewijzigd, met name artikel 172 quinquies ,

Overwegende dat een schoolbestuur van een school voor gewoon basisonderwijs moet aansluiten bij een regionaal ondersteuningsnetwerk om de effecten van het "M-decreet" verder te begeleiden ;

Overwegende dat in dit regionaal ondersteuningsnetwerk scholen voor gewoon en buitengewoon onderwijs hun expertise samenbrengen om leerlingen met specifieke onderwijsbehoeften en hun leraars te ondersteunen ;

Overwegende dat, met het oog op de invoering van dit ondersteuningsnetwerk in het basisonderwijs, het buitengewoon onderwijs een personeelsomkering ontvangt onder de vorm van begeleidende eenheden, lestijden, lesuren en uren paramedici op basis van de aangesloten scholen voor gewoon onderwijs ;

Overwegende dat scholen voor gewoon en buitengewoon onderwijs uiterlijk op 30.06.2017 aan het Agentschap voor Onderwijsdiensten moeten meedelen bij welk ondersteuningsnetwerk ze aansluiten vanaf het schooljaar 2017-2018 ;

Overwegende dat deze beslissing verplicht en bij hoogdringendheid opgelegd door de decreetgever moet worden genomen voor de leerlingen met specifieke onderwijsbehoeften en hun leraars ;

Overwegende dat het schoolbestuur dat niet aansluit bij een ondersteuningsnetwerk, geen ondersteuning ontvangt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 15.06.2017 waarbij besloten wordt het gemeentelijk Nederlandstalig basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe, scholen van Mooi-Bos en Stokkel, aan te sluiten bij het regionaal ondersteuningsnetwerk "Kasterlinden" vanaf het schooljaar 2017-2018

BESLUIT :

1. de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 15.06.2017 waarbij besloten wordt het gemeentelijk Nederlandstalig basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe, scholen van Mooi-Bos en Stokkel, aan te sluiten bij het regionaal ondersteuningsnetwerk "Kasterlinden" vanaf het schooljaar 2017-2018 te bekrachtigen ,
2. het gemeentelijk Nederlandstalig basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe, scholen van Mooi-Bos en Stokkel, aan te sluiten bij het regionaal ondersteuningsnetwerk "Kasterlinden" vanaf het schooljaar 2017-2018.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmen : 27 positieve stemmen.

27.06.2017/A/0047 **GR - Nederlandstalig basisonderwijs - School van Mooi-Bos en school van Stokkel - Arbeidsreglement - Wijziging**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 08.04.1965 tot instelling van de arbeidsreglementen ;

Gelet op het decreet van 27.03.1991 van de Vlaamse Raad betreffende de rechtspositie

van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, zoals tot op heden gewijzigd ,
Gelet op het decreet basisonderwijs van 25.02.1997 van de Vlaamse Gemeenschap betreffende de rechtspositie van het gesubsidieerd onderwijs, zoals tot op heden gewijzigd ;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 29.09.2016 waarbij besloten wordt het arbeidsreglement van het Nederlandstalig basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe, scholen van Mooi-Bos en Stokkel, te aanvaarden ;

Overwegende dat de arbeidsreglementen voor het onderwijzend personeel aangepast dienen te zijn aan het arbeidsreglement van het gemeentelijk niet-onderwijzend personeel voor wat betreft het neutraliteitsprincipe van het personeel ;

BESLUIT het gewijzigd arbeidsreglement van het Nederlandstalig basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe, scholen van Mooi-Bos en Stokkel, opgenomen in bijlage, goed te keuren

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

27.06 2017/A/0048 **GR - Nederlandstalig kunstonderwijs - Academie voor muziek, woord en dans - Arbeidsreglement - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 08.04.1965 tot instelling van de arbeidsreglementen ;

Gelet op het decreet van 27.03.1991 van de Vlaamse Raad betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, zoals tot op heden gewijzigd ,

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25.02.1997 van de Vlaamse Gemeenschap betreffende de rechtspositie van het gesubsidieerd onderwijs, zoals tot op heden gewijzigd ;

Overwegende dat een goede schoolorganisatie op duidelijke afspraken tussen het personeel en het schoolbestuur steunt en dat bijgevolg elke school een arbeidsreglement dient te hebben ;

BESLUIT het arbeidsreglement van het Nederlandstalig kunstonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe, Academie voor muziek, woord en dans, opgenomen in bijlage, goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen

Secrétariat - Secretariaat

27 06.2017/A/0049 **CC - Interpellation - "La nouvelle loi sur les sociétés de gardiennage" (Mme Claire RENSON-TIHON au nom du groupe Ecolo-Groen)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "La nouvelle loi sur les sociétés de gardiennage"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Claire RENSON-TIHON, conseiller communal, au nom du groupe Ecolo-Groen ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Claire RENSON-TIHON, conseiller communal, au nom du groupe Ecolo-Groen, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur le Bourgmestre,

Le mercredi 17 mai la nouvelle loi sur les sociétés de gardiennage a été votée en commission du Parlement fédéral. De nouvelles missions, précédemment exercées par la police, pourront leur être confiées. Il y a cependant des réserves à propos de cette loi au niveau du CDH et d'Ecolo, notamment à propos du financement de ces missions qui, pour la plupart devront être assurées au niveau des communes, alors que précédemment, le fédéral finançait les missions de sécurité.

Pourrais-je savoir si au niveau des communes de la région de Bruxelles-Capitale et de Woluwe-Saint-Pierre en particulier, l'impact de ces nouvelles mesures sur les finances communales a été calculé et, plus généralement quelle sera l'attitude de Woluwe-Saint-Pierre à ce propos ?" ;

2. la réponse qui lui est donnée par M. Benoît CEREXHE, bourgmestre.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

27.06 2017/A/0050 **CC - Interpellation - "Favoriser la mobilité douce" (Mme Claire RENSON-TIHON, au nom du groupe Ecolo-Groen)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Favoriser la mobilité douce"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Claire RENSON-TIHON, conseiller communal, au nom du groupe Ecolo-Groen ;

ENTEND .

1. l'interpellation de Mme Claire RENSON-TIHON, conseiller communal, au nom du groupe Ecolo-Groen, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les échevins,

Depuis quelques semaines, même si le début du printemps se fait capricieux, les cyclistes ont enfourché de plus belle leurs deux-roues comme moyen de déplacement pour se rendre au boulot, faire quelques courses, aller au marché, conduire les enfants, ou tout simplement se promener.

Le Collège a établi des plans visant l'amélioration des équipements favorisant les déplacements à vélo, comme l'audit BYPAD ou encore le Plan Communal de Mobilité, en cours d'enquête publique. Les mesures à mettre en œuvre se feront vraisemblablement sur quelques mois voire années. Quelques questions et remarques dans ce cadre .

Je voudrais d'abord féliciter le Collège pour l'installation des 5 stations de réparation vélos dans la commune. Sauf erreur de ma part, je pense qu'il n'y en a pas notamment dans le quartier du Chant d'Oiseau à ce stade. L'intention existe-t-elle d'en créer de nouvelles ? Les endroits sont-ils déjà définis et quels sont-ils ? Concernant le stationnement des vélos, le Collège a amplifié la présence de racks à vélos à différents endroits. Combien ont-ils été installés ? Envisagez-vous d'en installer de nouveaux ? A quels endroits ? Je pense par exemple à l'entrée du home Roi Baudouin où, faute de racks à vélo, ceux-ci sont attachés « au petit bonheur la chance » dans l'entrée couverte. Pas terrible pour les cyclistes... et situation qui pourra même constituer un obstacle en cas d'alerte incendie ! Par ailleurs, certains endroits stratégiques, notamment à proximité des commerces ou transports en commun, sont fréquemment saturés. C'est le cas à Stockel, à proximité du métro et du Stockel Square. Outre les équipements prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la Place Dumon, qu'est-il prévu côté Stockel Square pour satisfaire la demande ?

La problématique du vol de vélos est bien connue également, et l'on sait qu'elle est un des freins à la pratique cycliste. Des box à vélos sécurisés commencent à être installés dans certains quartiers résidentiels. Où en êtes-vous dans leur installation et que comptez-vous encore installer ? Combien, où, quand ? Quels sont les besoins identifiés ? Qu'en est-il en outre des lieux stratégiques où les vols sont malheureusement trop nombreux, - devant le Centre Sportif, au métro de Stockel par exemple ? Des dispositifs sont-ils prévus pour renforcer la sécurité et limiter les risques de vol ? Quelle est votre intention à ce sujet ?

Enfin, dans le souci de favoriser la mobilité douce dans une commune au relief varié et où une partie importante de la population est relativement âgée, l'usage d'un vélo électrique constitue un sérieux coup de pouce. Envisagez-vous des incitants d'une forme ou d'une autre pour faciliter le recours à ce mode de déplacement, lesquels ?

2. la réponse qui lui est donnée par M. Damien DE KEYSER, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

27.06.2017/A/0051 **CC - Interpellation - "Pétition lancée par les habitants du quartier du Chien Vert"**
(Mme Alexia BERTRAND)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Pétition lancée par les habitants du quartier du Chien Vert", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Alexia BERTRAND, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Alexia BERTRAND, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :
"La pétition suivante a été lancée par les habitants du quartier du Chien vert et a rassemblé plus de 60 signatures.
Il semble régner une véritable inquiétude dans le quartier.

Que compte faire la majorité pour apaiser les habitants du quartier?

Y a-t-il des mesures concrètes qui sont en préparation?

Le quartier du Chien Vert à Woluwé-Saint-Pierre s'étend de l'avenue de Tervueren à la rue Jean Deraeck et de l'avenue Charles Thielemans au Boulevard de la Woluwe

De nombreux commerçants (dont certains sont là depuis plusieurs décennies) et riverains (j'y habite personnellement depuis 51 ans) du quartier se demandent où est passé le Chien Vert. Nous avons connu un quartier aussi vivant qu'une ruche d'abeilles avec des rues Paul Wemaere, René Declercq et Jules de Trooz commerçantes. Aujourd'hui, c'est un chancre !

Quelques éléments ?

La présence incessante de personnes sans domicile fixe qui dorment, mangent, abusent de l'alcool, urinent et vomissent dans les rues, sur les trottoirs, contre les façades, ... Aucun problème pour ces personnes démunies de se soulager au vu et au su de tous (enfants, clients des magasins, ...). Le banc de la place où se trouve l'EPFC sert de lit, de table ou de WC. Qui aura encore envie d'aller y jouer à la pétanque ? Le désarroi dans lequel sont plongées les personnes sans domicile fixe provoque d'innombrables bagarres qui nécessitent l'intervention de la police. Le frigo solidaire est une excellente initiative sauf qu'il n'y a pas suffisamment de contrôle (on ne blâme en aucun cas les bénévoles !). Du coup, l'anarchie règne dans ce garage avec des personnes qui viennent vider les frigos sans penser aux autres. Par ailleurs, il faut se poser la question si les personnes en situation de précarité osent fréquenter le lieu étant donné qu'on s'expose aux yeux de tout le monde. Que fait-on de la dignité dans tout ça ? Il semblerait que l'implantation du CPAS de Woluwe-Saint-Pierre à la place de l'EPFC soit confirmée ? N'y a-t-il vraiment pas un autre endroit dans la commune pour accueillir le CPAS ? Vous n'êtes pas sans savoir que ce genre d'administration draine un public bien particulier qui ne favorisera pas la prospérité du quartier. Aucune discrétion pour les bénéficiaires ! Des animations de quartier sans l'intervention des autorités communales pour garantir la tranquillité, le sommeil et la sécurité des riverains et commerçants. Est-ce aux riverains et commerçants d'exercer les compétences des autorités communales ?

Nous, riverains et commerçants, demandons donc aux élus communaux de nous rendre notre quartier du Chien Vert avec de grandes enseignes telles Rob, Colruyt, le Proxy Delhaize mais aussi des commerces de proximité qui ont besoin de leurs clients pour survivre. Bref, nous souhaitons retrouver notre village (le surnom que recevait le quartier) où il fait bon vivre, flâner et faire des courses en toute sérénité

Vous partagez notre point de vue ? Vous comprenez notre requête ? Merci de bien vouloir signer la pétition et la faire circuler un maximum.

Au plaisir de vous accueillir dans le quartier lorsque nous aurons retrouvé NOTRE Chien Vert !" ,

2. la réponse qui lui est donnée par M. Benoît CEREXHE, bourgmestre, M. Dominique HARMEL, échevin, et par M. Damien DE KEYSER, échevin ;
3. de même que l'intervention de M. Jean-Claude LAES, conseiller communal.

27.06.2017/A/0052 **CC - Interpellation - "Occupation de l'immeuble avenue Charles Thielemans n° 2"**
(M. Aymeric de LAMOTTE)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Occupation de l'immeuble avenue Charles Thielemans n° 2", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal ;

ENTEND .

1. l'interpellation de M. Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :
"Monsieur le Bourgmestre,
Je vous interpelle à propos de l'avenir de l'occupation de l'immeuble avenue Charles Thielemans n° 2. Actuellement, cet immeuble est occupé par l'EPFC. Selon leur site internet, il semblerait que l'école se déplace à Saint-Josse. Qui sera dès lors le nouvel occupant ? Le C.P.A.S. de Woluwe-Saint-Pierre actuellement situé drève des Shetlands ? Si oui, quels sont les raisons de ce déplacement ? Pensez-vous que cela soit le lieu approprié ?" ;
2. la réponse qui lui est donnée par M. Benoît CEREXHE, bourgmestre, et M. Dominique HARMEL, échevin ;
3. de même que l'intervention de M. Jean-Claude LAES, conseiller communal

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

27.06.2017/A/0053 **CC - Interpellation - "Informatisation du Conseil Communal"** (MM. Aymeric de LAMOTTE et Tanguy VERHEYEN)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Informatisation du Conseil communal", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de MM. Aymeric de LAMOTTE et Tanguy VERHEYEN, conseillers communaux ;

ENTEND :

1. l'interpellation de MM. Aymeric de LAMOTTE et Tanguy VERHEYEN, conseillers communaux, dont résumé ci-après établi par MM. Aymeric de LAMOTTE et Tanguy VERHEYEN :
"Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,
En juin 2015, notre groupe interpellait sur l'informatisation de l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre, notamment via la plateforme BOS (Black Office Secrétariat) développée par la CIRB (Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise).
Ceci était en cours et le collège venait de passer sur le nouveau système.
Il était prévu d'étendre ce processus d'informatisation par la suite au Conseil Communal. Cela serait une évolution positive à plusieurs points de vue .

- voter lors des séances par voie électronique
- alléger la planification et la gestion des séances (élaboration des ordres du jour, gestion des votes en ligne et communication des décisions)
- centralisation des dossiers dans une application unique
- possibilité de suivi des dossiers ; rigueur dans leur traitement
- gain de temps grâce à la génération automatisée des documents
- diminution conséquente de la consommation de papier
- accessibilité à partir d'une simple connexion internet pour tous les mandataires politiques

En octobre 2016, nous interpellions à nouveau sur ce même sujet.

Vous évoquiez le souhait de voir les maladies de jeunesse se faire avant de l'été au conseil communal. Vous aviez cependant affirmé que l'informatisation du conseil serait certainement mis en place dans le premier semestre de 2017.

Aujourd'hui, le conseil n'est toujours pas informatisé. Pourquoi ?";

2. la réponse qui leur est donnée par M Christophe DE BEUKELAER, échevin ;
3. de même que l'intervention de M. Jean-Claude LAES, conseiller communal.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

27.06.2017/A/0054 **CC - Interpellation - "Présence de graffiti à de nombreux endroits de la commune" (M. Aurélien DE BAUW)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Présence de graffiti à de nombreux endroits de la commune", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Aurélien DE BAUW, conseiller communal ,

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Aurélien DE BAUW, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :
 "Monsieur De Keyser, Mesdames et Messieurs les membres du Collège,
 Alois que nous étions par le passé, une des rares commune bruxelloise à être épargnée par cette salissure qui dégrade notre patrimoine et crée un sentiment d'insécurité dans nos quartiers.
 Ces dernières années, la situation a réellement empiré et la commune ne semble pas lutter de façon proactive contre ces actes de vandalisme.
 Je pense particulièrement au quartier de la rue du duc et rue de la cambre ou des murs entiers sont remplis de ces graffitis. Ils s'accumulent de mois en mois alors que vous savez comme moi que la manière la plus efficace est de nettoyer directement après la première apparition.
 Un autre exemple est dans la Avenue Des Volontaires sur le Carrefour Express
 Je souhaiterais poser les questions suivantes sur ce dossier .
 • Un service gratuit de nettoyage est offert aux habitants qui le signalent dans toutes les communes voisines. Comment se fait-il que notre commune ne

propose pas ce service ?

- Dans le cas où elle le propose, comment se fait-il qu'aucune information ne soit disponible sur le site internet ?
- Comment est-ce possible qu'aucune information sur la démarche à suivre en cas de déclaration d'un tel acte ?
- Que fait la commune pour lutter contre ce phénomène ? Attend-elle des appels de riverains ? Est-ce que les gardiens de la paix les signalent ?
- Peut-on nettoyer les façades dégradées à l'initiative de la commune en prévenant le propriétaire ?" ,

2. la réponse qui lui est donnée par M. Benoît CEREXHE, bourgmestre

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.
